



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 9 avril 1966

Quebec, Saturday, April 9, 1966

Règlements

Rules

1^o Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion; otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7^o La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,

ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes**ABCO Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de février 1966, constituant en corporation: Daniel Lafontaine, contremaître, 1321, Tétreault, Sherbrooke, Leonard Goldfinch, vendeur, 33A, Belvédère, Lennoxville, et Thomas W. Leonard, notaire, 354, Châtelaine, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « ABCO Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 204 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,796 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Lennoxville, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

601-66

Ahuntsic Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1966, constituant en corporation: Jean-H. Lafleur, avocat, 442, Woodlea, Mont-Royal, Guy Gagnon, avocat, 5703, Durocher, et Jeanne Cardinal, secrétaire, fille majeure, 793, Wilder, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Ahuntsic Transport Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

773-66

Letters Patent**ABCO Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Lafontaine, foreman, 1321 Tétreault, Sherbrooke, Leonard Goldfinch, salesman, 33A Belvédère, Lennoxville, and Thomas W. Leonard, notary, 354 Châtelaine, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "ABCO Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 204 common shares of \$10 each and 3,796 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

601-66

Ahuntsic Transport Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-H. Lafleur, advocate, 442 Woodlea, Mount Royal, Guy Gagnon, advocate, 5703 Durocher, and Jeanne Cardinal, secretary, fille majeure, 793 Wilder, the latter two of Montreal, for the following purpose:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Ahuntsic Transport Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

773-66

**L'Association athlétique
de Laval-sur-le-Lac inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Ménard, surintendant, 548, Les Érables, George Dunbar Raitt, surintendant, 280, Les Érables, et Jean-Marc Richer, notaire, 84, Les Pins, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « L'Association athlétique de Laval-sur-le-Lac inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-0 3376-65

Les Associés du Domaine Denis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Bruno Nantel, manufacturier de meubles, Richard Raymond, hôtelier, et Roger Piché, épicer-boucher, tous trois de L'Annonciation, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager, stimuler, soutenir la construction dans le district de Labelle, à L'Annonciation, pour le bénéfice et avantage des employés de l'hôpital des Laurentides, sous le nom de « Les Associés du Domaine Denis inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-0 854-66

Automex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1966, constituant en corporation: Rolland Matte, marchand, 8041, Leney, René Richard, 2505, St-Germain, et Jean-L. Gauthier, 6105, 28^e Avenue, app. 2, ces deux derniers mécaniciens, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machines distributrices de toutes sortes, sous le nom de « Automex Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4518, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 811-66

**L'Association athlétique
de Laval-sur-le-Lac inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Ménard, superintendent, 548 Les Érables, George Dunbar Raitt, superintendent, 280 Les Érables, and Jean-Marc Richer, notary, 84 Les Pins, all three of Laval, for the following purposes:

To establish and manage a recreation centre, under the name of "L'Association athlétique de Laval-sur-le-Lac inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 3376-65

Les Associés du Domaine Denis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Bruno Nantel, furniture manufacturer, Richard Raymond, inn-keeper, and Roger Piché, grocer-butchers, all three of L'Annonciation, for the following purposes:

To promote, encourage, stimulate and support construction in the district of Labelle, in L'Annonciation, for the benefit and advantage of the employees of des Laurentides Hospital, under the name of "Les Associés du Domaine Denis inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at L'Annonciation, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 854-66

Automex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rolland Matte, merchant, 8041 Leney, René Richard, 2505 St-Germain, and Jean-L. Gauthier, 6105, 28th Avenue, Apt. 2, the latter two mechanics, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of vending machines, under the name of "Automex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4518 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-0 811-66

Beaumont paysagiste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1966, constituant en corporation: Maurice Beaumont, entrepreneur-paysagiste, Gisèle Montreuil, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Beaumont, tous deux de boulevard Chaudière, et Ernest Beaumont, contremaître, 2591, rue Notre-Dame, tous trois de L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-paysagistes, sous le nom de « Beaumont paysagiste inc. », avec un capital total de \$110,000, divisé en 550 actions ordinaires de \$100 chacune et en 550 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à boulevard Chaudière, L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

716-66

Beaurepaire Medical Group Inc.
Cercle médical de Beaurepaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant de bureau, 512, rue Le Royer, St-Lambert, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, Montréal, Charles Eric Humphrey, comptable, 7376, avenue Truman, Verdun, et Theodore William Martinson, commis, 4217, avenue Western, Westmount, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer un ou plusieurs bureaux et centres médicaux, sous le nom de « Beaurepaire Medical Group Inc.—Cercle médical de Beaurepaire inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

619-66

Bijouterie Sénéchal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1966, constituant en corporation: Jules Sénéchal, maître bijoutier, Jeanne d'Arc Poirier, ménagère, épouse dudit Jules Sénéchal, tous deux de 281, rue St-Étienne, La Malbaie, comté de Charlevoix, et Claude LaBrosse, comptable, 1341, Oak, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de « Bijouterie Sénéchal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 281, rue St-Étienne, La Malbaie, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

784-66

Beaumont paysagiste inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Beaumont, landscape contractor, Gisèle Montreuil, housewife, wife contractually separate as to property of said Maurice Beaumont, both of Chaudière Blvd., and Ernest Beaumont, foreman, 2591 Notre-Dame St., all three of L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business landscape contractors, under the name of "Beaumont paysagiste inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 550 common shares of \$100 each and 550 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chaudière Boulevard, L'Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

14557

716-66

Beaurepaire Medical Group Inc.
Cercle médical de Beaurepaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest William Mockridge, office manager, 512 Le Royer Street, St-Lambert, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Boulevard, Montreal, Charles Eric Humphrey, accountant, 7376 Truman Avenue, Verdun, and Theodore William Martinson, clerk, 4217 Western Avenue, Westmount, for the following purposes:

To operate and manage one or more medical offices and centers, under the name of "Beaurepaire Medical Group Inc.—Cercle médical de Beaurepaire inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

619-66

Bijouterie Sénéchal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Sénéchal, master jeweller, Jeanne d'Arc Poirier, housewife, wife of said Jules Sénéchal, both of 281, St-Étienne St., La Malbaie, county of Charlevoix, and Claude LaBrosse, accountant, 1341 Oak, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Bijouterie Sénéchal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 281, St-Étienne St., La Malbaie, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

14557

784-66

Philippe Boulet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1966, constituant en corporation: Philippe Boulet, commerçant de bois, Suzanne Leblond, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Philippe Boulet, et J.-Armand Boulet, commis, tous trois d'Amos pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et de ses sous-produits, sous le nom de « Philippe Boulet inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

836-66

La Boutique Jo-Jo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1966, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Guy Bissonnette, avocat, 4351, Oxford, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, Durocher, app. 31, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « La Boutique Jo Jo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, Sainte-Marie, Plaza Marieville, Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

670-66

Bral inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: René Alary, 3345, McCarthy, St-Laurent, Claude Béland, 2870, Glencoe, Montréal, et Jacques Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des salons de traitement de beauté du corps humain, et tout particulièrement de la coiffure, sous le nom de « Bral inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

257-66

Cam Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1966, constituant en corporation: Charles Tremblay, agent d'affaires, 3730, rue Rouen, Antonio

Philippe Boulet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Boulet, lumber merchant, Suzanne Leblond, housewife, wife contractually separate as to property of the said Philippe Boulet, and J.-Armand Boulet, clerk, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business dealing in wood and its by-products, under the name of "Philippe Boulet inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

836-66

La Boutique Jo-Jo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Boulevard Chambly, Guy Bissonnette, advocate, 4351 Oxford, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, 3450 Durocher, Apt. 31, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in wearing apparel, under the name of "La Boutique Jo-Jo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 65 Sainte-Marie, Plaza Marieville, Marieville, judicial district of Saint Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

670-66

Bral inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Alary, 3345 McCarthy, St-Laurent, Claude Béland, 2870 Glencoe, Montreal, and Jacques Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To establish and operate beauty treatment of the human body salons, and most particularly hairdressing salons, under the name of "Bral inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of a nominal value of \$100 each and into 360 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

257-66

Cam Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Charles Tremblay, business agent, 3730 Rouen Street, Antonio Tho-

Thomas, surintendant, 2681, rue Desjardins, app. 2, et Marcel Fortin, industriel, 2835, rue Joseph-Nolin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Cam ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

913-66

Canada Art Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de février 1966, constituant en corporation: Gaétan Chabot, avocat, 99, avenue Du Chalet, St-Pierre, Kevin Downs, avocat, 564, 90^e Avenue, LaSalle, et Raoul Malo, commis de bureau, 253, avenue Maple, St-Pierre, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de matériaux et approvisionnements de peintres et d'artistes, sous le nom de « Canada Art Supply Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

563-66

Caravan Mobile Canteen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Arthur A. Garvis, avocat, 4764, de la Peltrie, Montréal, Menashe Broder, avocat, 4750, Plamondon, app. 6, Montréal, et C. Joshua Borenstein, avocat, 5891, Decelles app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant et cantine mobiles, sous le nom de « Caravan Mobile Canteen Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3130, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

846-66

Carmelita briqueteurs ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1966, constituant en corporation: Salvatore Pitoscia, Carmine Gargano, tous deux de 7246, 2^e avenue, St-Michel, Alfredo Fuoco, 7576, rue Chabot, Montréal, et Giovanni Priortello, 7040, rue Cartier, Montréal, tous quatre briqueteurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de briqueteurs, sous le nom de « Carmelita briqueteurs ltée », avec un

mas, superintendent, 2681 Desjardins Street, Apt. 2, et Marcel Fortin, industrialist, 2835 Joseph-Nolin Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Cam ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

913-66

Canada Art Supply Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Chabot, lawyer, 99 Du Chalet Avenue, St-Pierre, Kevin Downs, lawyer, 564, 90th Avenue, LaSalle, and Raoul Malo, office clerk, 253 Maple Avenue, St-Pierre, for the following purposes:

To manufacture and deal in painter's and artists' material and supplies, under the name of "Canada Art Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Sutton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

563-66

Caravan Mobile Canteen Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur A. Garvis, advocate, 4764 de la Peltrie, Montreal, Menashe Broder, advocate, 4750 Plamondon, Apt. 6, Montreal, and C. Joshua Borenstein, advocate, 5891 Decelles, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mobile canteen and restaurant, under the name of "Caravan Mobile Canteen Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3130 Levesque Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

846-66

Carmelita briqueteurs ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Salvatore Pitoscia, Carmine Gargano, both of 7246, 2nd Avenue St-Michel, Alfredo Fuoco, 7576 Chabot St., Montreal, and Giovanni Priortello, 7040 Cartier St., Montreal, all four brick-layers, for the following purposes:

To operate a brick-laying business, under the name of "Carmelita briqueteurs ltée", with a

capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 10 actions privilégiées de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7246, 2e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 860-66

Centre St-Jacques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Langevin, gérant, 7835, rue Foucher, André Vachon, peintre, 3185, rue Appleton, et Madeleine Langevin, secrétaire, fille majeure, 3514, rue Hutchison, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Aider à la réhabilitation des alcooliques, sous le nom de « Centre St-Jacques inc. ».

Le montant auquel sont limitées les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 441, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 892-66

Chauffage Urbain inc.
Urbain Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1966, constituant en corporation: Marcel Bourget, avocat, 92, rue Maurice, André Parent, comptable, 13, St-Dominique, et Micheline Parent, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 48, boulevard Taché, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Chauffage Urbain inc.—Urbain Heating Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 35, rue Caron, Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 868-66

La Clinique Domus Medica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: André Labonté, 8001, avenue des Vendéens, Claude Constantineau, 7443, boulevard de la Loire, tous deux d'Anjou, et Georges Boucher, 5460, rue Bélanger, Montréal, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Exploiter un immeuble pour fins de cabinets de médecins, et faire affaires comme compagnie d'immeuble et de portefeuille (holding), sous le nom de « La Clinique Domus Medica inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 994 actions classe « A » de \$100 chacune, 5 actions classe « B » de \$100 chacune et en 10 actions privilégiées de \$10 chacune.

total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 10 preferred shares of \$1,000 each.

The head office of the company is at 7246, 2nd Avenue St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 860-66

Centre St-Jacques inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Henri Langevin, manager, 7835 Foucher Street, André Vachon, painter, 3185 Appleton Street, and Madeleine Langevin, secretary, fille majeure, 3514 Hutchison Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To help to rehabilitate alcoholics, under the name of "Centre St-Jacques inc."

To amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at 441 Ste-Catherine Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 892-66

Chauffage Urbain inc.
Urbain Heating Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Bourget, advocate, 92 Maurice St., André Parent, accountant, 13 St-Dominique, and Micheline Parent, secretary, fille majeure, and using her rights, 48, Taché Blvd., all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Chauffage Urbain inc.—Urbain Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 35 Caron Street, Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 868-66

La Clinique Domus Medica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Labonté, 8001 des Vendéens Avenue, Claude Constantineau, 7443 de la Loire Boulevard, both of Anjou, and Georges Boucher, 5460 Bélanger Street, Montreal, all three notaries, for the following purposes:

To operate a building for doctors' offices, and to carry on business as a real estate and holding company, under the name of "La Clinique Domus Medica inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 994 class "A" shares of \$100 each, 5 class "B" shares of \$100 each and 10 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

609-66

Comité des loisirs du lac Opera inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: André Doré, agent d'assurance, 2733, rue Dandurand, Léo Bouvier, dessinateur, 6238, 3^e Avenue, tous deux de Montréal, Paul Brousseau, fonctionnaire, Camille Béliveau, rentier, tous deux de St-Calixte (Lac Opéra), Jean-M. Bertrand, co-propriétaire de taxi, 11300, Salk, Montréal-Nord, Guy Desrochers, instructeur, 9800, 8^e Avenue, St-Michel, et Jeanne Verreault, ménagère, épouse de feu Jacques Robert, 1135, de la Picardière, Laval, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs du lac Opera inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à St-Calixte (Lac Opéra), comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

804-66

Corporation Beau Vallon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Georges Proulx, constructeur, Madeleine Lefebvre, ménagère, épouse dudit Georges Proulx, tous deux de 1970, boulevard Gouin est, Montréal, Garcia Poulin, comptable, et Antoinette Simard, ménagère, épouse dudit Garcia Poulin, ces deux derniers de 5821, boulevard La Salle, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Corporation Beau Vallon ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1966, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

931-66

Conrad David inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Jacques Hamel, avocat, 67, Thérberge, Terrebonne, Conrad David, administrateur, et Suzanne Longpré, ménagère, épouse séparée de biens dudit Conrad David, ces deux derniers de route 48, L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Con-

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

609-66

Comité des loisirs du lac Opera inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Doré, insurance agent, 2733 Dandurand Street, Léo Bouvier, designer, 6238, 3rd Avenue, both of Montreal, Paul Brousseau, civil servant, Camille Béliveau, annuitant, both of St-Calixte, (Lac Opéra), Jean-M. Bertrand, taxi co-proprietor, 11300 Salk, Montreal-North, Guy Desrochers, instructor, 9800, 8th Avenue, St-Michel, and Jeanne Verreault, housewife, wife of the late Jacques Robert, 1135 de la Picardière, Laval, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Comité des loisirs du lac Opera inc."

The amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may acquire and possess is \$50,000.

The head office of the corporation is at St-Calixte (Lac Opéra), county of Montcalm, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

804-66

Corporation Beau Vallon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Proulx, constructor, Madeleine Lefebvre, housewife, wife of the said Georges Proulx, both of 1970 Gouin Boulevard East, Montreal, Garcia Poulin, accountant, and Antoinette Simard, housewife, wife of the said Garcia Poulin, the latter two of 5821 La Salle Boulevard, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Corporation Beau Vallon ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1966 Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

931-66

Conrad David inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Jacques Hamel, advocate, 67 Thérberge, Terrebonne, Conrad David, executive, and Suzanne Longpré, housewife, wife separate as to property of said Conrad David, the latter two of road 48, L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Conrad

rad David inc. », avec un capital total de \$600,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,990 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

629-66

**Détroit Construction & Co. Ltd.
Détroit construction & Cie Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1966, constituant en corporation: Suzanne Marcotte, secrétaire, épouse de Jacques Soulières, 11532, Ste-Gertrude, Montréal-Nord, Charles Cazalais, comptable agréé, 1160, Croissant De Dieppe, Laval, et Léonide Lalonde, notaire, 2085, boulevard Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Détroit Construction & Co. Ltd.—Détroit construction & Cie Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

569-66

Dolbeau Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1966, constituant en corporation: David Robinson, notaire, Leonard Rosen, notaire, tous deux de 1010 ouest, rue St-Catherine, Montréal, et Margaret Lowe, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Hansen, 1225, rue St-Marc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de perfectionnement, sous le nom de « Dolbeau Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5953, rue Dolbeau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

845-66

Dolbec transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1966, constituant en corporation: Charles-Henri Dolbec, Magella Dolbec, tous deux de 355, Latourelle, app. 4, et Jean-Paul Dolbec, 355, Latourelle, app. 3, tous trois camionneurs, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Dolbec transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

David inc.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 5,990 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at L'Assomption, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

629-66

**Détroit Construction & Co. Ltd.
Détroit construction & Cie Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Suzanne Marcotte, secretary, wife of Jacques Soulières, 11532 Ste-Gertrude, Montreal-North, Charles Cazalais, chartered accountant, 1160 Croissant De Dieppe, Laval, and Léonide Lalonde, notary, 2085 Lévesque Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Détroit Construction & Co. Ltd.—Détroit construction & Cie Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

569-66

Dolbeau Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Robinson, notary, Leonard Rosen, notary, both of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, and Margaret Lowe, secretary, wife separate as to property of Jack Hansen, 1225 St. Marc Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Dolbeau Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5953 Dolbeau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

845-66

Dolbec transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Charles-Henri Dolbec, Magella Dolbec, both of 355 Latourelle, apt. 4, and Jean-Paul Dolbec, 355 Latourelle, apt. 3, all three truckers of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Dolbec transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

886-66

Domaine Lac Eddy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de février 1966, constituant en corporation: Eddy Carrière, homme d'affaires, Ste-Adèle, Paul Gélinas, avocat, 17, chemin Normandie, La Presqu'île, et Monique B. Laferrière, secrétaire, épouse séparée de biens de Réal Laferrière, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 22, rue St-Henri, ces deux derniers de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine Lac Eddy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

637-66

Les Éditions Ruco ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1966, constituant en corporation: André Rufange, 11885, boulevard de l'Acadie, Maurice Côté, 3625, Messier, app. 15, tous deux journalistes, et Fernand Lévesque, avocat, 4796, Victoria, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires et fondeurs typographiques, sous le nom de « Les Éditions Ruco ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

813-66

Entrepôts Interprovincial ltée Interprovincial Warehousing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1966, constituant en corporation: Maurice Maillé, 205, rue Haute-ribe, Laval, Gérard Patry, 10440, rue Hamel, Montréal, et Richard Baillargeon, 2067, Place Arthur-Buies, Montréal, tous trois grossistes, pour les objets suivants:

Exploiter des entrepôts et faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Entrepôts Interprovincial ltée — Interprovincial Warehousing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4410, rue Mentana, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

832-66

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

886-66

Domaine Lac Eddy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eddy Carrière, businessman, Ste-Adèle, Paul Gélinas, advocate, 17 Normandie Road, La Presqu'île, and Monique B. Laferrière, secretary, wife separate as to property of Réal Laferrière, and duly authorized by him for these presents, 22 St-Henri St., the latter two of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine Lac Eddy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

637-66

Les Éditions Ruco ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Rufange, 11885 de l'Acadie Boulevard, Maurice Côté, 3625 Messier, Apt. 15, both journalists, and Fernand Lévesque, lawyer, 4796 Victoria, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, papermakers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers and type-founders, under the name of "Les Éditions Ruco ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

813-66

Entrepôts Interprovincial ltée Interprovincial Warehousing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Maillé, 205 Haute-ribe St., Laval, Gérard Patry, 10440 Hamel St., Montreal, and Richard Baillargeon, 2067 Place Arthur-Buies, Montreal, all three wholesalers, for the following purposes:

To operate warehouses and to carry on business as a transport company, under the name of "Entrepôts Interprovincial ltée — Interprovincial Warehousing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4410 Mentana St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

832-66

Fédération des femmes du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Alice Desjardins, avocat, fille majeure, 67, avenue Hudson, Mont-Royal, Fernande Kent, ménagère, épouse séparée de biens d'Antonio Cantero, 98, Elmwood, Lise Beaudry, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Jules Trudeau, 628, avenue Davaar, Monique Bégin, sociologue, fille majeure, 48, rue Joyce, toutes trois d'Outremont, Madeleine Groulx, ménagère, épouse séparée de biens de Pierre Favreau, 4567, rue Coolbrook, Cécile Morin, ménagère, épouse séparée de biens de Gilles Labelle, 1605, avenue Louisbourg, Fernande St-Martin, journaliste, épouse séparée de biens de Guido Molinari, 3516, Northcliffe, Colette Beauchamp, publiciste, fille majeure, 2065, Chomedey, app. 5, Jeanne Duval, technicienne, fille majeure, 947, Cherrier, Huguette Plamondon, représentante syndicale, fille majeure, 4645, Iberville, Louise Rousseau, secrétaire, fille majeure, 467, boulevard St-Joseph est, toutes sept de Montréal, Thérèse Forget, ménagère, veuve non remariée de Pierre F. Casgrain, 427, Mount Pleasant, Raymonde Chevalier, agent d'immeubles, épouse séparée de biens de Georges Roy, 338, Roslyn, Réjane Laberge, avocat, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, De Casson, toutes trois de Westmount, Denise Marchildon, ménagère, épouse séparée de biens de Bernard Payeur, 2697, Keller, St-Laurent, et Dorothée Ste-Marie, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Lorrain, 5566, chemin de la Reine Marie, Hampstead, pour les objets suivants:

Grouper, sans distinction de race, d'origine ethnique, de couleur ou de croyance, des femmes et des associations désireuses de coordonner leurs activités dans le domaine de l'action sociale, sous le nom de « Fédération des femmes du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

168-66

La Ferme Drummond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Jean-Claude Couture, 27, Laurier Court, Beaconsfield, Raymond Crevier, 2930, avenue Lacombe, Montréal, et Jacques Laurent, 195, rue Marcotte, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la reproduction, de l'élevage et de l'entraînement de chevaux de course et autres animaux, sous le nom de « La Ferme Drummond inc. », avec un capital total de \$251,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Fédération des femmes du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Alice Desjardins, lawyer, fille majeure, 67 Hudson Avenue, Mont-Royal, Fernande Kent, housewife, wife separate as to property of Antonio Cantero, 98 Elmwood, Lise Beaudry, housewife, wife separate as to property of Jean-Jules Trudeau, 628 Davaar Avenue, Monique Bégin, sociologist, fille majeure, 48 Joyce Street, all three of Outremont, Madeleine Groulx, housewife, wife separate as to property of Pierre Favreau, 4567 Coolbrook Street, Cécile Morin, housewife, wife separate as to property of Gilles Labelle, 1605 Louisbourg Avenue, Fernande St-Martin, journalist, wife separate as to property of Guido Molinari, 3516 Northcliffe, Colette Beauchamp, publicist, fille majeure, 2065 Chomedey, apt. 5, Jeanne Duval, technician, fille majeure, 947 Cherrier, Huguette Plamondon, syndicate representative, fille majeure, 4645 Iberville, Louise Rousseau, secretary, fille majeure, 467 St-Joseph Boulevard East, all seven of Montreal, Thérèse Forget, housewife, unmarried widow of Pierre F. Casgrain, 427 Mount Pleasant, Raymonde Chevalier, real estate agent, wife separate as to property of Georges Roy, 338 Roslyn, Réjane Laberge, lawyer, wife separate as to property of Émile Colas, 25 De Casson, all three of Westmount, Denise Marchildon, housewife, wife separate as to property of Bernard Payeur, 2697 Keller, St-Laurent, and Dorothée Ste-Marie, housewife, wife separate as to property of Paul Lorrain, 5566 de la Reine Marie Road, Hampstead, for the following purposes:

To group, without distinction of race, ethnical origin, color or creed, women and associations desirous to co-ordinate their activities in the social action field, under the name of "Fédération des femmes du Québec".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess is \$500,000.

The head office of the corporation is in Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

168-66

La Ferme Drummond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Couture, 27 Laurier Court, Beaconsfield, Raymond Crevier, 2930 Lacombe Ave., Montreal, and Jacques Laurent, 195 Marcotte St., St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business breeding and training race horses and other animals, under the name of "La Ferme Drummond inc.", with a total capital stock of \$251,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

737-66

La Foncière Ile Perrot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Jean Biron, 3500, Ridgewood, Marc Leblanc, 4330, Girouard, tous deux avocats, et Jean-Pierre Sutto, clerk, 4750, Meridian, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « La Foncière Ile Perrot inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

405-66

Fondation nationale du Théâtre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-J. Gourd, avocat, 369, avenue Carlyle, Mont-Royal, Thérèse Giroux, secrétaire, fille majeure, 3366, rue Lacombe, Montréal, et Marguerite Bourdeau, secrétaire, fille majeure, 6755, 21^e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Former une association destinée à étudier, promouvoir, protéger, et développer les beaux-arts, le théâtre, la musique, la peinture, la sculpture, la littérature, l'architecture, la gravure, la danse, le cinéma et les publications artistiques et littéraires, sous le nom de « Fondation nationale du Théâtre ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

965-66

Guy Forget assurances inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Guy Forget, courtier d'assurance, Rita Lévesque, ménagère, épouse dudit Guy Forget, tous deux de 194, Adélaïde, et Roger Forget, commis, 156, rue Scott, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Guy Forget assurances inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

616-66

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

737-66

La Foncière Ile Perrot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Biron, 3500 Ridgewood, Marc Leblanc, 4330 Girouard, both advocates, and Jean-Pierre Sutto, clerk, 4750 Meridian, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "La Foncière Ile Perrot inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

405-66

Fondation nationale du Théâtre

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-J. Gourd, advocate, 369 Carlyle Ave., Mount Royal, Thérèse Giroux, secretary, fille majeure, 3366 Lacombe St., Montreal, and Marguerite Bourdeau, secretary, fille majeure, 6755, 21st Ave., Montreal, for the following purposes:

To form an association to study, promote, protect and develop the fine arts, the theatre, music, painting, sculpting, literature, architecture, engraving, dancing, cinema and artistic and literary publications, under the name of "Fondation nationale du Théâtre".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

965-66

Guy Forget assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Forget, insurance broker, Rita Lévesque, housewife, wife of said Guy Forget, both of 194 Adélaïde, and Roger Forget, clerk, 156 Scott Street, all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Guy Forget assurances inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

616-66

Foyer de Frampton

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Jean-Paul Genest, médecin, 196, Wolfe, Lévis, Joseph Vachon, entrepreneur, Frampton, Gonzague Cloutier, marchand, Frampton, Joseph Lehouillier, cultivateur, Frampton, Louis Morin, cultivateur, Frampton, M. le Chanoine Edward Humphrey, curé, Frampton, Paul Desrochers, courtier, 2300, chemin St-Louis, Québec, et Dr Armand Bergeron, médecin, Frampton, pour les objets suivants:

Administrer et développer une institution de bien-être en la municipalité de St-Édouard-de-Frampton, sous le nom de « Foyer de Frampton ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à St-Édouard-de-Frampton, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

1093-66

General Foundry Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1966, constituant en corporation: Robert Bruneau, métallurgiste, Hortense Guay, ménagère, épouse dudit Robert Bruneau, tous deux de 78, St-Antoine, et Denis Roy, vendeur, 90, St-Jean, tous trois de Windsor, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maître de gorge, fondeur et ouvriers en métaux, sous le nom de « General Foundry Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 95, rue Main, Windsor, comté de Richmond, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

285-66

Gosselin construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1966, constituant en corporation: Lucien Gosselin, entrepreneur, Colette Dupuis, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Gosselin, tous deux de 211½, St-François, Ile d'Orléans, et Donat Gosselin, plombier, 30, St-Jules, Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gosselin construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 211½, avenue Royale, St-François, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

893-66

Foyer de Frampton

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. Jean-Paul Genest, physician, 196 Wolfe, Lévis, Joseph Vachon, contractor, Frampton, Gonzague Cloutier, merchant, Frampton, Joseph Lehouillier, farmer, Frampton, Louis Morin, farmer, Frampton, Canon Edward Humphrey, pastor, Frampton, Paul Desrochers, broker, 2300 St-Louis Road, Quebec, and Dr. Armand Bergeron, physician, Frampton, for the following purposes:

To administer and develop a welfare institution in the municipality of St-Édouard-de-Frampton, under the name of "Foyer de Frampton".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at St-Édouard-de-Frampton, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

1093-66

General Foundry Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert Bruneau, metallurgist, Hortense Guay, housewife, wife of said Robert Bruneau, both of 78 St-Antoine, and Denis Roy, salesman, 90 St-Jean, all three of Windsor, for the following purposes:

To carry on business as ironmaster, founder, and metal workers, under the name of "General Foundry Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 95 Main Street, Windsor, county of Richmond, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

285-66

Gosselin construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Gosselin, contractor, Colette Dupuis, housewife, wife contractually separate as to property of said Lucien Gosselin, both of 211½ St-François, Ile d'Orléans, and Donat Gosselin, plumber, 30 St-Jules, Beauport, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Gosselin construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 211½ Royale Avenue, St-François, Ile d'Orléans, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

893-66

Gulf Marine Supplies Inc.
Les Approvisionnementnements maritimes
du Golfe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Raynold Langlois, avocat, 3041, Hochelaga, app. 12, Ste-Foy, Jeannot Roy, représentant, 2284, St-David, Giffard, et Henri Champagne, représentant, 1097, Forget, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et de marchandises qui font l'objet d'un commerce d'approvisionnement et de fournisseur maritime, sous le nom de « Gulf Marine Supplies Inc.—Les Approvisionnementnements maritimes du Golfe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 126, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

732-66

Harry B Originals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de février 1966, constituant en corporation: Gerald G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Laval, Shirley Zinman, secrétaire, divorcée, 6280, Decarie, Montréal, et Norah D'Abreau, secrétaire, non mariée, 3488, Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements pour femmes et enfants, sous le nom de « Harry B Originals Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 372 ouest, rue Ste-Catherine, suite 121, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557

731-66

Home Family Laundry (1966) Inc.
Buanderie de Famille (1966) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1966, constituant en corporation: Pierre M. Verdy, 546, Bloomfield, Outremont, Serge Desrochers, 732, Wilder, Outremont, et Simon Fortier, 5258, Parc, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Home Family Laundry (1966) Inc.—Buanderie de Famille (1966) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2060, rue Harmonie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

756-66

Gulf Marine Supplies Inc.
Les Approvisionnementnements maritimes
du Golfe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raynold Langlois, advocate, 3041 Hochelaga, apt. 12, Ste-Foy, Jeannot Roy, representative, 2284 St-David, Giffard, and Henri Champagne, representative, 1097 Forget, Sillery, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise which consist in a trade of marine provisions and supplies, under the name of "Gulf Marine Supplies Inc.—Les Approvisionnementnements maritimes du Golfe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 126 St-Peter Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

732-66

Harry B Originals Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald G. Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, Laval, Shirley Zinman, secretary, divorced, 6280 Decarie, Montreal, and Norah D'Abreau, secretary, unmarried, 3488 Durocher, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's and children's clothing, under the name of "Harry B Originals Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 372 Ste-Catherine Street West, Room 121, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-o

731-66

Home Family Laundry (1966) Inc.
Buanderie de Famille (1966) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre M. Verdy, 546 Bloomfield, Outremont, Serge Desrochers, 732 Wilder, Outremont, and Simon Fortier, 5258 Parc, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as laundrymen, under the name of "Home Family Laundry (1966) Inc.—Buanderie de Famille (1966) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2060 Harmonie St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

756-66

I. P. M. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1966, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur, Outremont, Gertrude Bourdeau, 2560, Bercy, Montréal, et Cécile Contant, 5060, boulevard Pie IX, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moules en plastique, moules, matériaux de construction et de toutes sortes de marchandises, articles et effets, sous le nom de « I. P. M. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 75, place Eastern, St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 770-66

Immeubles P. F. L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1966, constituant en corporation: Yvon Lafontaine, 423, 2e Avenue, Marcel Desrochers, 31, rue Montcalm, tous deux comptables, et Diane Denoncourt, comptable, fille majeure, 999, avenue Abitibi, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Immeubles P. F. L. inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 838, 3e Avenue, suite 4, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-0 327-66

Immeubles et placements J. A. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1966, constituant en corporation: Auguste Bérubé, courtier-vendeur, Rivière-du-Loup, Hélène Lavallée, secrétaire, fille majeure, et Joseph Bérubé, notaire, ces deux derniers de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Immeubles et placements J. A. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-0 842-66

International Hide Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

I. P. M. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur, Outremont, Gertrude Bourdeau, 2560 Bercy, Montreal, and Cécile Contant, 5060 Pie IX Boulevard, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age, for the following purposes:

To deal in plastic molds, molds, building supplies and all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "I. P. M. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 75 Eastern Place, St-Pierre, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-0 770-66

Immeubles P. F. L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Lafontaine, 423, 2nd Avenue, Marcel Desrochers, 31 Montcalm, St., both accountants, and Diane Denoncourt, accountant fille majeure, 999 Abitibi Avenue all three of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles P. F. L. inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 838, 3rd Avenue, suite 4, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 327-66

Immeubles et placements J. A. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Auguste Bérubé, broker-salesman, Rivière-du-Loup, Hélène Lavallée, secretary, fille majeure, and Joseph Bérubé, notary, the two latter of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Immeubles et placements J. A. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 842-66

International Hide Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1966, constituant en corporation: Steve Fischer, marchand, 2945, avenue Maplewood, app. 6, Montréal, Ben Epstein, manufacturier, Michael Epstein, gérant de production, tous deux de 5728, chemin de la reine Marie, Hampstead, et Samuel Epstein, étudiant, 1046, boulevard Elizabeth, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peaux vertes et de toutes sortes de peaux, sous le nom de « International Hide Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9600, boulevard St-Laurent, suite 401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

720-66

Le Journal de Drummondville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1966, constituant en corporation: Joseph E. Cassar, avocat, 1755, rue Prospect, Rita Breton, secrétaire, fille majeure, 1027, rue Pacifique et Yvette Drouin, secrétaire, épouse séparée de biens d'Hervé Desjardins, 410, rue Florence, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de propriétaires de journaux, imprimeurs et éditeurs généraux, sous le nom de « Le Journal de Drummondville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 204, rue Wellington-Nord, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

699-66

Lorenzo Larouche incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Lorenzo Larouche, entrepreneur, 212, Scott, Roger Tremblay, gérant, 655, boulevard St-Judes, et Gaston Larouche, mécanicien, 906, rue Philippe, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaire comme compagnie de transport, sous le nom de « Lorenzo Larouche incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 906, rue Philippe, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14 557-o

5646-65

Laurier Maintenance Equipment & Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de février 1966, constituant en corporation: Irwin S. Brodie,

1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Steve Fischer, merchant, 2945 Maplewood Avenue, apt. 6, Montreal, Ben Epstein, manufacturer, Michael Epstein, production manager, both of 5728 Queen Mary Road, Hampstead, and Samuel Epstein, student, 1046 Elizabeth Boulevard, Laval, for the following purposes:

To deal in hides and skins of all kinds, under the name of "International Hide Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 90,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 9600 St-Laurent Boulevard, Suite 401, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

720-66

Le Journal de Drummondville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph E. Cassar, lawyer, 1755 Prospect Street, Rita Breton, secretary, fille majeure, 1027 Pacific Street, and Yvette Drouin, secretary, wife separate as to property of Hervé Desjardins, 410 Florence Street, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of newspaper proprietors and general printers and publishers, under the name of "Le Journal de Drummondville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 204 Wellington Street North, Sherbrooke, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

699-66

Lorenzo Larouche incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lorenzo Larouche, contractor, 212 Scott, Roger Tremblay, manager, 655 St-Judes Blvd., and Gaston Larouche, mechanic, 906 Philippe St., all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Lorenzo Larouche incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 906 Philippe St., Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

5646-65

Laurier Maintenance Equipment & Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 7521

avocat, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, avocat, 5520, place Campden, Montréal, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 1110, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et fournitures pour l'entretien, sous le nom de « Laurier Maintenance Equipment & Supplies Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4604, 7e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 594-66

Jean-Luc Lessard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Claude Groleau, avocat, 954, rue Gatineau, Ste-Foy, Michel Simard, avocat, 485, chemin Ste-Foy, Québec, et Émile Frédérick, comptable, 924, Cartier, Québec, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de camions et remorques, sous le nom de « Jean-Luc Lessard inc. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 711-66

Loa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Jacques Boulais, administrateur, Pierre Boulais, opérateur, tous deux de Ste-Cécile-de-Milton, et Félix Bourbonnière, agent-vendeur, 3161, La Concorde, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Loa inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions classe « A » de \$1 chacune et en 20,000 actions classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, 73, rue ouest, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 778-66

Lorraine Citizens Association Inc. Association des citoyens de Lorraine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Terence W. Littlefield, gérant de ventes, 8, chemin Saverne, Reginald Overing, gérant de ventes, 16, avenue De Metz, Donald Dutton, Statisticien en mathématique, 16, boulevard De Nancy, Harvey Uline, homme d'affaires, 26, boulevard de Nancy, Donald M. Henchey, vendeur, 19, avenue Hautmont, Marcelle F. Jacques, journaliste, 21, avenue Hautmont, Jean A. Lukanovich, libraire, 14, avenue Neuf Château,

Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, advocate, 5520 Campden Place, Montreal, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 1110 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in maintenance equipment and supplies, under the name of "Laurier Maintenance Equipment & Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4604, 7th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-o 594-66

Jean-Luc Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Claude Groleau, lawyer, 954 Gatineau Street, Ste-Foy, Michel Simard, lawyer, 485 Ste-Foy, Road, Quebec, and Émile Frédérick, accountant, 924 Cartier, Quebec, for the following purposes:

The industry and business dealing in trucks and trailers, under the name of "Jean-Luc Lessard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 711-66

Loa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Boulais, administrator, Pierre Boulais, operator, both of Ste-Cécile-de-Milton, and Félix Bourbonnière, agent-salesman, 3161 La Concorde, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Loa inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 class "A" shares of \$1 each and into 20,000 class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 100, 73rd Street West, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 778-66

Lorraine Citizens Association Inc. Association des citoyens de Lorraine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Terence W. Littlefield, sales manager, 8 Saverne Road, Reginald Overing, sales manager, 16 De Metz Avenue, Donald Dutton, mathematical statistician, 16 de Nancy Boulevard, Harvey Uline, business man, 26 de Nancy Boulevard, Donald M. Henchey, salesman, 19 Hautmont Avenue, Marcelle F. Jacques, journalist, 21 Hautmont Avenue, Jean A. Lukanovich, librarian, 14 Neuf Château Avenue, Dave Harvey,

Dave Harvey, vendeur, 6, Bar le Duc, Alex K. Gibson, contremaitre, 23, avenue de Metz, Lyn Lawrence, ménagère, 28, rue Louvigny, Ralph Lawrence, gerant de ventes, 28, rue Louvigny, Andrew W. Mitchell, vendeur, 22, chemin Saverne, J. Lionel Bonin, magasinier, 26, chemin Saverne, J. Clark Manning, comptable agréé, 51, boulevard de Gaulle, Leonard C. Thomas, ingénieur, 22, Côte Moselle, Irène J. Fotheringham, professeur, 32, avenue de Metz, J.-Albert Clément, ingénieur, 18, boulevard de Nancy, Robert-L.-D. Chouinard, consultant, 45, rue Louvigny, Michael A. Fraser, ingénieur, 12, avenue De Metz, et K. Louis Lukanovich, analyste de systèmes, 14, avenue Neuf Château, tous les vingt de Lorraine, pour les objets suivants:

Intéresser les résidents de la ville de Lorraine à tous les sujets qui affectent la communauté et à favoriser et stimuler parmi eux, un solide esprit de citoyenneté, sous le nom de « Lorraine Citizens Association Inc. — Association des citoyens de Lorraine inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder et détenir est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Lorraine, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

1008-66

Maisonneuve Mortgage & Loan Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, 702, Davaar, Outremont, Madeleine Legault, secrétaire, fille majeure, 10590, Georges-Baril, Montréal, et Renée Lapointe, secrétaire, fille majeure, 7597, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Maisonneuve Mortgage & Loan Corp. », avec un capital total de \$225,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 12,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

817-66

J. A. Martino Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1966, constituant en corporation: Joseph Antonio Martino, vendeur, 11839, de Poutrincourt, Montréal, Julian Kotler, avocat, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, et Harold W. Ashenmil, avocat, 5911, Dolbeau, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une agence de ventes et agent de manufacturier, sous le nom de « J. A. Martino Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

815-66

salesman, 6 Bar le Duc, Alex K. Gibson, foreman, 23 De Metz Avenue, Lyn Lawrence, housewife, 28 Louvigny Street, Ralph Lawrence, sales manager, 28 Louvigny Street, Andrew W. Mitchell, salesman, 22 Saverne Road, J.-Lionel Bonin, storekeeper, 26 Saverne Road, J. Clark Manning, chartered accountant, 51 de Gaulle Boulevard, Leonard C. Thomas, engineer, 22 Côte Moselle, Irène J. Fotheringham, teacher, 32 De Metz Avenue, J.-Albert Clément, engineer, 18 de Nancy Boulevard, Robert-L.-D. Chouinard, consultant, 45 Louvigny Street, Michael A. Fraser, engineer, 12 De Metz Avenue, and K. Louis Lukanovich, systems analyst, 14 Neuf Château Avenue, all twenty of Lorraine, for the following purposes:

To enlist the interest of the residents in the town of Lorraine in all matters affecting the community and to foster and promote among them a strong spirit of citizenship, under the name of "Lorraine Citizens Association Inc. — Association des citoyens de Lorraine inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Lorraine, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

1008-66

Maisonneuve Mortgage & Loan Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Cossette, advocate, 702 Davaar, Outremont, Madeleine Legault, secretary, fille majeure, 10590 Georges-Baril, Montreal, and Renée Lapointe, secretary, fille majeure, 7597 Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Maisonneuve Mortgage & Loan Corp.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and 12,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

817-66

J. A. Martino Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Antonio Martino, salesman, 11839 de Poutrincourt, Montreal, Julian Kotler, advocate, 5510 Robinson, Côte-St-Luc, and Harold W. Ashenmil, advocate, 5911 Dolbeau, Montreal, for the following purposes:

To act as a sales agency and manufacturer's agent, under the name of "J. A. Martino Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

815-66

Jocelyn Maynard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1966, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Guy Bissonnette, avocat, 4351, Oxford, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, Durocher, app. 31, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bonnetier, de robes et de vêtements pour dames, et de leurs articles et accessoires, sous le nom de «Jocelyn Maynard inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, Ste-Marie, Plaza Marieville, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 669-66

Mercury Construction Materials Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Irving Gossack, marchand, Shirley Ann Benovoy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Irving Gossack, tous deux de 7431, Kingsley, app. 211, Côte-St-Luc, et Harold N. Batson, vendeur, 482, Bourbonnais, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de «Mercury Construction Materials Corp.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 807-66

Nor Électricité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Barbara Joyce Hopkins, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 7460, chemin Kingsley, #607, Côte-St-Luc, Lise Walton, 1456, avenue Overdale, #2, Anne Goldenberg, 3491, avenue Atwater, #23, et Nicole St-Michel, 10640, avenue Rome, ces trois dernières secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises, sous le nom de «Nor Électricité Inc.», avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 706, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 728-66

Jocelyn Maynard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Geoffroy, lawyer, 821 Briand Boulevard, Chambly, Guy Bissonnette, lawyer, 4351 Oxford, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, 3450 Durocher, Apt. 31, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in hosiery, dresses and women's clothing, and their articles and accessories, under the name of "Jocelyn Maynard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 65 Ste-Marie, Plaza Marieville, Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

14557 669-66

Mercury Construction Materials Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Gossack, merchant, Shirley Ann Benovoy, housewife, wife separate as to property of the said Irving Gossack, both of 7431 Kingsley, Apt. 211, Côte-St-Luc, and Harold N. Batson, salesman, 482 Bourbonnais, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Mercury Construction Materials Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

14557-o 807-66

Nor Électricité Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barbara Joyce Hopkins, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for these presents, 7460 Kingsley Road, #607, Côte-St-Luc, Lise Walton, 1456 Overdale Avenue, #2, Anne Goldenberg, 3491 Atwater Avenue, #23, and Nicole St-Michel, 10640 Rome Avenue, the latter three secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise, under the name of "Nor Électricité Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 5,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1010 Ste-Catherine Street West, Room 706, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

14557-o 728-66

Odoviso Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1966, constituant en corporation: Irène Strecko, secrétaire, fille majeure, 3440, Durochers, Montréal, Linda Gegg, secrétaire, fille majeure, 115, avenue Lewis, et Brahm M. Gelfand, avocat, 5357, Prince de Galles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Odoviso Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

824-66

Pellerin & frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1966, constituant en corporation: Émile Pellerin, commerçant, 447, St-François-Xavier, Léon Pellerin, commerçant, 1838, Marguerite-d'Youville, et Dr Camille Pellerin, médecin, 1923, Lajoie, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Pellerin & frères Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 870, rue Lavérendrye, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

810-66

Piscine ville St-Pierre incorporée
Ville St-Pierre Swimming Pool Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: David Gowans, administrateur, 31, rue Stanley, Edgar Noël, technicien, 99, rue Stanley, Zéphirin Renaud, technicien, 13, rue Du Chalet, Wilfrid-A. Bisailion, gardien, 84, 2^e Avenue, et Gilbert Bouffard, notaire, 395, rue St-Jacques, tous cinq de St-Pierre, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Piscine ville St-Pierre incorporée — Ville St-Pierre Swimming Pool Incorporated ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 69, 5^e Avenue, St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

309-66

Odoviso Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irene Strecko, secretary, fille majeure, 3440 Durochers, Montreal, Linda Gegg, secretary, fille majeure, 115 Lewis Avenue, and Brahm M. Gelfand, attorney, 5357 Prince of Wales, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Odoviso Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

824-66

Pellerin & frères Ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Pellerin, trader, 447 St-François-Xavier, Léon Pellerin, trader, 1838 Marguerite-d'Youville, and Dr. Camille Pellerin, physician, 1923 Lajoie, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Pellerin & frères Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 870 Lavérendrye St., Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

810-66

Piscine ville St-Pierre incorporée
Ville St-Pierre Swimming Pool Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: David Gowans, administrator, 31 Stanley Street, Edgar Noël, technician, 99 Stanley Street, Zéphirin Renaud, technician, 13 Du Chalet Street, Wilfrid-A. Bisailion, care-taker, 84, 2nd Avenue, and Gilbert Bouffard, notary, 395 St-Jacques Street, all five of St-Pierre, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Piscine ville St-Pierre incorporée — Ville St-Pierre Swimming Pool Incorporated".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at 69, 5th Avenue, St-Pierre, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

309-66

**Robert R. Plante limitée
Robert R. Plante Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Céline Trudeau et Jeanne Glushik, ces deux dernières secrétaires, célibataires, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Robert R. Plante limitée — Robert R. Plante Limited », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 430, rue Minto, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 775-66

Provincial Die Cut Cardboard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, avocat, 5781, Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, avocat, 4869, Dornal, Montréal, et Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Provincial Die Cut Cardboard Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 780-66

Ritemar Chemical Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la reine, 5765, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, Nina Krolik, secrétaire, fille majeure, 5730, Esplanade, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances chimiques, sous le nom de « Ritemar Chemical Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 727-66

Au Salon de l'Élégance (La Malbaie) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966,

**Robert R. Plante limitée
Robert R. Plante Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount, Avenue, Westmount, Céline Trudeau and Jeanne Glushik, the latter two secretaries, spinsters, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Robert R. Plante limitée — Robert R. Plante Limited", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 430 Minto Street, Sherbrooke, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-o 775-66

Provincial Die Cut Cardboard Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, advocate, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, advocate, 4869 Dornal, Montreal, and Barry Biberman, advocate, 2296 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Provincial Die Cut Cardboard Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-o 780-66

Ritemar Chemical Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte-St-Luc Road, Hampstead, Nina Krolik, secretary, spinster of the full age of majority, 5730 Esplanade, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in chemicals, under the name of "Ritemar Chemical Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-o 727-66

Au Salon de l'Élégance (La Malbaie) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Jules Sénéchal, maître bijoutier, 281, rue St-Étienne, La Malbaie, Jeanne d'Arc Poirier, ménagère, épouse dudit Jules Sénéchal, 287, rue St-Étienne, La Malbaie, et Claude LaBrosse, comptable, 1341, Oak, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Au Salon de l'Élégance (La Malbaie) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 287, rue St-Étienne, La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-0

785-66

Scotco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Robert Elder, voyageur de commerce, 654, rue Cambell, Greenfield Park, Guy Allard, voyageur de commerce, 338, rue des Oblats, LaSalle, et George Flack, secrétaire, case postale 554, Danville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Scotco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 654, rue Cambell, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-0

228-66

Shoreline Marine Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Paul Bergeron, commerçant, Sylvia Sarah, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Bergeron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2499, St-Joseph, Lachine, et Roger Crevier, agent d'immeubles, 23, Honfleur, Candiac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forge, sous le nom de « Shoreline Marine Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-0

613-66

Sotero Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de février 1966, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 7521, Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, avocat, 5520, Place Campden, Montréal, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille

incorporating: Jules Sénéchal, master jeweller, 281 St-Étienne St., La Malbaie, Jeanne d'Arc Poirier, housewife, wife of the said Jules Sénéchal, 287 St-Étienne St., La Malbaie, and Claude LaBrosse, accountant, 1341 Oak, Sillery, for the following purposes:

To carry on business dealing in wearing apparel, under the name of "Au Salon de l'Élégance La (Malbaie) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 287 St-Étienne St., La Malbaie, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

785-66

Scotco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Elder, travelling salesman, 654 Cambell St., Greenfield Park, Guy Allard, travelling salesman, 338 des Oblats St., LaSalle, and George Flack, secretary, post office box 554, Danville, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Scotco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 654 Cambell St., Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

228-66

Shoreline Marine Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Bergeron, trader, Sylvia Sarah, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Bergeron, and duly authorized by him for these presents, both of 2499 St-Joseph, Lachine, and Roger Crevier, real estate agent, 23 Honfleur, Candiac, for the following purposes:

To carry on business as ironmasters, under the name of "Shoreline Marine Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

613-66

Sotero Textiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, advocate, 5520 Campden Place, Montreal, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 1110

majeure, 1110 ouest, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tissus en textile de toutes sortes, sous le nom de « Sotero Textiles Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 593-66

Superior Togs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolsley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, Côte-St-Luc, et Meta Wight, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de marchandises, articles et effets, en faire le commerce, sous le nom de « Superior Togs Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557 782-66

Théâtre populaire Le Petit Champlain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Vilandré, architecte, 26, rue Champlain, Québec, Michael Hickson, avocat, 330, Richelieu, Québec, et Lisette Saint-Laurent, secrétaire, fille majeure, 57, rue Sous-le-Ford, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Théâtre populaire Le Petit Champlain inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 819-66

H. Trudeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1966, constituant en corporation: Hercule Trudeau, commerçant, Cécile Forcier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Hercule Trudeau, tous deux de 461, Larocque, et Richard Lafontaine, avocat, 184, Cossette, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles, sous le nom de « H. Tru-

Sherbrooke West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textile fabrics of all kinds, under the name of "Sotero Textiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-o 593-66

Superior Togs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolsley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, Côte-St-Luc, and Meta Wight, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Superior Togs Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557-o 782-66

Théâtre populaire Le Petit Champlain inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Vilandré, architect, 26 Champlain Street, Quebec, Michael Hickson, lawyer, 330 Richelieu, Quebec, and Lisette Saint-Laurent, secretary, fille majeure, 57 Sous-le-Fort Street, Quebec, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Théâtre populaire Le Petit Champlain inc."

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveables which the corporation may acquire and possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557 819-66

H. Trudeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hercule Trudeau, trader, Cécile Forcier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Hercule Trudeau, both of 461 Larocque, and Richard Lafontaine, advocate, 184 Cossette, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business dealing in fruit, vegetables, and all kinds of food products, under the

deau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

862-66

C. J. Vincent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1966, constituant en corporation: Jacques Vincent, cultivateur, Champlain Vincent, journalier, et Rolande Bruneau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Champlain Vincent, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Ste-Mélanie, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « C. J. Vincent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Mélanie, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

659-66

Woodhaven Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1966, constituant en corporation: Alan Besner, représentant de ventes, 32, Sunshine Drive, Barry Sendel, représentant de ventes, 28, Woodhaven Crescent, tous deux de Dollard-des-Ormeaux, et Merlene Zacharin, secrétaire, fille majeure, 4640, avenue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Woodhaven Distributors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

776-66

name of "H. Trudeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

862-66

C. J. Vincent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Vincent, farmer, Champlain Vincent, labourer, and Rolande Bruneau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Champlain Vincent, and duly authorized by him for these presents, all three of Ste-Mélanie, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, their parts and accessories, and in other instruments and apparatus, under the name of "C. J. Vincent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Mélanie, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

659-66

Woodhaven Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alan Besner, sales representative, 32 Sunshine Drive, Barry Sendel, sales representative, 28 Woodhaven Crescent, both of Dollard-des-Ormeaux, and Merlene Zacharin, secretary, fille majeure, 4640 Bourret Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of construction materials, under the name of "Woodhaven Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

776-66

Letters patentes supplémentaires

Les Assurances Cliche & Giguère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de février 1966, à la compagnie « Les Assurances Henri Cliche & fils, inc. », constituée par lettres patentes en date du 12^e jour d'octobre 1962, changeant son nom en celui de « Les Assurances Cliche & Giguère inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

13566-62 — 1311/79

Supplementary Letters Patent

Les Assurances Cliche & Giguère inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Assurances Henri Cliche & fils, inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of October, 1962, changing its name to that of "Les Assurances Cliche & Giguère inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

13566-62 — 1311/79

Astragal Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de février 1966, à la compagnie « Astragal Holdings Corp. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de mars 1962, 1° changeant son nom en celui de « Astragal Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557 11034-62 — 1311/80

Avimarsh Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de janvier 1966, à la compagnie « Avimarsh Limited », réduisant son capital de \$4,750,000 à \$3,445,900, le capital-actions annulé étant divisé en 13,041 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557 16440-59 — 1311/54

**Les carrières St-Eustache limitée
St. Eustache Quarries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de février 1966, à la compagnie « Les carrières St-Eustache limitée — St. Eustache Quarries Limited », augmentant son capital de \$170,000 à \$370,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 14626-61 — 1311/114

Claudini inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1965, à la compagnie « Claudini inc. », 1° réduisant son capital de \$230,000 à \$30,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune; 2° subdivisant ses 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$30,000 à \$330,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 9186-49 — 1312/4

La Cie Munger limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de février 1966, à « La Cie Munger limitée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant le nombre

Astragal Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Astragal Holdings Corp. », incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1962, 1. changing its name to that of « Astragal Corp. »; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o 11034-62 — 1311/80

Avimarsh Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Avimarsh Limited », reducing its capital from \$4,750,000 to \$3,445,900, the capital stock annulled being divided into 13,041 second preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o 16440-59 — 1311/54

**Les carrières St-Eustache limitée
St. Eustache Quarries Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Les carrières St-Eustache limitée — St. Eustache Quarries Limited », increasing its capital from \$170,000 to \$370,000, the additional capital shares being divided into 2,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557 14626-61 — 1311/114

Claudini inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Claudini inc. », 1. reducing its capital stock from \$230,000 to \$30,000, the cancelled share capital being divided into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each; 2. subdividing its 300 common shares of a nominal value of \$100 each into 30,000 common shares of a nominal value of \$1 each; 3. increasing its capital stock from \$30,000 to \$330,000, the additional share capital being divided into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each; 4. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557 9186-49 — 1312/4

La Cie Munger limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « La Cie Munger limitée », 1. extending its powers; 2. increasing the number

de ses administrateurs de 4 à 7; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 4° changeant ses 400 actions ordinaires de \$100 chacune en 400 actions classe « C »; 5° augmentant son capital de \$40,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune et en 1,600 actions classe « C » de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

15456-61 — 1311/82

Valère Côté incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de février 1966, à la compagnie « Valère Côté incorporée », augmentant son capital de \$20,000 à \$220,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

465-38 — 1312/29

A. Desmarais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1^{er} jour de février 1966, à la compagnie « A. Desmarais inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

2171-63 — 1311/86

Yvon Devaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de février 1966, à la compagnie « Devaux automobile inc. », constituée par lettres patentes en date du 29^e jour de mai 1959, changeant son nom en celui de « Yvon Devaux inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

12934-59 — 1311/87

Dupuis transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de février 1966, à la compagnie « Hanney Cartage Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21^e jour de juin 1962, changeant son nom en celui de « Dupuis transport inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

12704-62 — 1311/88

Joliette Asphalte limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1^{er} jour de mars 1966, à la compagnie « Joliette Asphalte

of its directors from 4 to 7; 3. amending the provisions of its letters patent; 4. changing its 400 common shares of \$100 each into 400 class "C" shares; 5. increasing its capital from \$40,000 to \$500,000, the additional capital shares being divided into 1,000 preferred class "A" shares of \$100 each, 2,000 preferred class "B" shares of \$100 each and into 1,600 class "C" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

15456-61 — 1311/82

Valère Côté incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Valère Côté incorporée", increasing its capital stock from \$20,000 to \$220,000, the additional share capital being divided into 20,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

465-38 — 1312/29

A. Desmarais inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A. Desmarais inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

2171-63 — 1311/86

Yvon Devaux inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Devaux automobile inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of May, 1959, changing its name to that of "Yvon Devaux inc.".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

14557

12934-59 — 1311/87

Dupuis transport inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hanney Cartage Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of June, 1962, changing its name to that of "Dupuis transport inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

12704-62 — 1311/88

Joliette Asphalte limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Joliette Asphalte limitée", con-

limitée », convertissant ses 700 actions privilégiées de \$100 chacune en 700 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 14149-60 — 1312/9

Joliette construction (1964) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de février 1966, à la compagnie « Joliette construction (1964) limitée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 4702-64 — 1311/95

Lucerne automobiles (Candiac) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de février 1966, à la compagnie « Lucerne automobiles (Candiac) ltée », augmentant son capital de \$60,000 à \$105,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 13033-60 — 1312/42

Maison L. G. Beaubien (1959) incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de février 1966, à la compagnie « Maison L. G. Beaubien (1959) incorporée », 1° réduisant son capital par l'annulation de 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune et de 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 80,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 10014-60 — 1312/43

National Laboratories Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de février 1966, à la compagnie « National Laboratories Limited », diminuant son capital de \$112,000 à \$46,218, le capital-actions annulé étant divisé en 65,782 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557 5977-41 — 1311/127

Placements Yodec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de février 1966, à la compagnie « Joseph Lorenzo Guay incorporée », constituée par lettres patentes en date 2e jour de septembre 1948, 1° changeant son nom en celui de « Placements Yodec inc. »; 2° désignant ses actions privilégiées existantes

verting its 700 preferred shares of \$100 each into 700 common shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557 14149-60 — 1312/9

Joliette construction (1964) limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Joliette construction (1964) limitée », extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557 4702-64 — 1311/95

Lucerne automobiles (Candiac) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Lucerne automobiles (Candiac) ltée », increasing its capital stock from \$60,000 to \$105,000, the additional share capital being divided into 450 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557 13033-60 — 1312/42

Maison L. G. Beaubien (1959) incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Maison L. G. Beaubien (1959) incorporée », 1. reducing its capital stock by the cancellation of 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each; 2. increasing its capital stock by the creation of 80,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557 10014-60 — 1312/43

National Laboratories Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « National Laboratories Limited », reducing its capital from \$112,000 to \$46,218, the capital stock annulled being divided into 65,782 preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o 5977-41 — 1311/127

Placements Yodec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Joseph Lorenzo Guay incorporée », incorporated by letters patent dated the 2nd day of September, 1948, 1. changing its name to that of « Placements Yodec inc. »; 2. designating its existing preferred shares as

comme actions privilégiées classe « A »; 3° augmentant son capital de \$101,000 à \$501,000 par la création de 400,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

5551-48 — 1312/19

Potenco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1966, à la compagnie « Potenco inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

10796-58 — 1311/72

C. E. Rondeau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1966, à la compagnie « C. E. Rondeau ltée », 1° réduisant son capital de \$30,000 à \$3,000 par l'annulation de 270 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune; 2° convertissant ses 30 actions ordinaires de \$100 chacune en 300 actions ordinaires de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$3,000 à \$4,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

4158-45 — 1312/24

Rostek Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de février 1966, à la compagnie « Rostek Holdings Inc. », augmentant son capital de \$5,000 à \$16,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

15136-59 — 1312/48

M & M Sacharen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de mars 1966, à la compagnie « Sacharen Bros. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1950, changeant son nom en celui de « M & M Sacharen Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557

8477-50 — 1312/50

Sacharen Bros. (1966) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de mars 1966, à la compagnie « Oasis Confections Inc. », constituée en corporation par lettres

preferred class "A" shares; 3. increasing its capital stock from \$101,000 to \$501,000 by the creation of 400,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

5551-48 — 1312/19

Potenco inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Potenco inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

10796-58 — 1311/72

C. E. Rondeau ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C. E. Rondeau ltée", 1. reducing its capital stock from \$30,000 to \$3,000 by the cancellation of 270 common shares of a nominal value of \$100 each; 2. converting its 30 common shares of \$100 each into 300 common shares of \$10 each; 3. increasing its capital stock from \$3,000 to \$4,000 by the creation of 1,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557

4158-45 — 1312/24

Rostek Holdings Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rostek Holdings Inc.", increasing its capital from \$5,000 to \$16,000, the additional capital stock being divided into 1,100 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

15136-59 — 1312/48

M & M Sacharen Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sacharen Bros. Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1950, changing its name to that of "M & M Sacharen Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o

8477-50 — 1312/50

Sacharen Bros. (1966) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Oasis Confections Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of

patentes en date du 19^e jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « Sacharen Bros. (1966) Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557 4605-65 — 1312/49

Silhouette Health Studio of Lachine Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de février 1966, à la compagnie « St. Laurent Health Studio Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8^e jour de juillet 1965, changeant son nom en celui de « Silhouette Health Studio of Lachine Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557 3134-65 — 1311/106

Silver Oil Sales & Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de février 1966, à la compagnie « Silver Oil Sales & Services Ltd. », subdivisant ses 500 actions de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557-o 3543-63 — 1312/25

Vanguard Mfg. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour de février 1966, à la compagnie « Vanguard Mfg. Limited », augmentant son capital par la création de 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14557 1753-46 — 1311/76

October, 1965, changing its name to that of "Sacharen Bros. (1966) Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o 4605-65 — 1312/49

Silhouette Health Studio of Lachine Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "St. Laurent Health Studio Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of July, 1965, changing its name to that of "Silhouette Health Studio of Lachine Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o 3134-65 — 1311/106

Silver Oil Sales & Services Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Silver Oil Sales & Services Ltd.", subdividing its 500 shares of \$100 each into 10,000 common shares of \$5 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557 3543-63 — 1312/25

Vanguard Mfg. Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vanguard Mfg. Limited", increasing its capital by the creation of 2,000 class "B" preferred shares of a par value of \$50 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14557-o 1753-46 — 1311/76

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 487

Québec, le 22 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'accréditation des libraires.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE, sous l'autorité de l'article 10 de la Loi de l'accréditation des libraires (13-14 Elizabeth II, chapitre 21), soit approuvé le règlement concernant l'accréditation des libraires dont copie est annexée au présent arrêté en conseil;

QUE le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 487

Québec, March 22, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING booksellers accreditation.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT, under the authority of section 10 of the Booksellers Accreditation Act (13-14 Elizabeth II, chapter 21), the regulation concerning booksellers accreditation, of which a copy is annexed to the present Order in Council be approved;

THAT the present regulation go into force from and after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Règlements relatif à l'accréditation des libraires
(13-14 Elizabeth II, chapitre 21).

Normes d'accréditation des libraires:

Pour obtenir une accréditation, ou un renouvellement d'accréditation, en vertu de la Loi d'accréditation des libraires, (13-14 Elizabeth II, chapitre 21), un libraire doit répondre aux normes suivantes:

1. Avoir sa principale place d'affaires au Québec, et, dans le cas d'une corporation, être constituée d'après les lois de la Législature de Québec;

2. Être citoyen canadien domicilié au Québec; dans le cas d'une corporation, cette règle s'applique à la majorité des administrateurs;

3. Tenir un magasin facilement accessible au public et ouvert toute l'année, selon les règlements et les usages commerciaux de l'endroit, et vendre au détail de façon continue et régulière;

4. Posséder un stock de livres neufs et variés, sans compter les manuels scolaires:

a) d'une valeur de \$10,000.00 au coût d'achat;

b) comportant un nombre minimum de 3,000 titres à l'étalage, dont au moins 300 auteurs canadiens;

5. Posséder un équipement bibliographique suffisant;

6. Établir, à la satisfaction du comité consultatif, qu'il est en mesure d'exécuter, dans un délai raisonnable, des commandes spéciales de livres neufs qu'il n'a pas en stock;

14586-0

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 474

Québec, le 22 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements relatifs à l'hôtellerie pour l'année 1967.

ATTENDU qu'en vertu de l'Exposition universelle et internationale qui aura lieu à Montréal, en 1967, il y a lieu de décréter des dispositions spéciales en vertu de la Loi de l'hôtellerie (S.R.Q. 1964, chapitre 205).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les règlements annexés au présent arrêté en conseil, faits en vertu de la Loi de l'hôtellerie, soient adoptés et entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÈGLEMENTS DE L'HÔTELLERIE

Dispositions spéciales pour l'année 1967

Pour l'année qui commencera le 1^{er} mai 1967, la Section XI des règlements de l'hôtellerie décrétées par l'arrêté en conseil numéro 480 du 11 mars 1965 est remplacée par ce qui suit:

* SECTION XI

Le prix des chambres

Article 35

Avant le 1^{er} juin 1966, tout détenteur de

A regulation relative to booksellers accreditation
(13-14 Elizabeth II, chapter 21).

Standards of booksellers accreditation:

To obtain an accreditation, or a renewal of accreditation, in pursuance to the Booksellers Accreditation Act, (13-14 Elizabeth II, chapter 21), a bookseller must come up to the following standards:

1. Have his principal business place in Québec, and, if a corporation, be incorporated according to the Québec Legislature Acts;

2. Be a Canadian citizen domiciled in Québec; if a corporation, this regulation applies to the majority of the administrators;

3. Operate a store easily accessible to the public and open all year, according to the regulations and commercial uses of the place, and to sell at a retail price in a continuous and regular way;

4. To possess a stock of new and various books, not including the school manuals:

(a) Of a value of \$10,000.00 cost price;

(b) Containing a minimum number of 3,000 titles on display, of which at least 300 are Canadian authors;

5. To possess sufficient bibliographical equipment;

6. To establish, to the satisfaction of the consulting committee, that he is ready to execute, within a reasonable delay, special orders for new books that he hasn't in stock;

14586

Order in Council Executive Council Chamber

Number 474

Québec, March 22, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations relative to the hotel trade for 1967.

WHEREAS in pursuance to the Universal and International Exhibition which will be held in Montreal, in 1967, it is expedient to decree special provisions in pursuance to the Hotels Act (R.S.Q. 1964, chapter 205).

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the regulations annexed to the present Order in Council, made in pursuance to the Hotels Act, be adopted and enter into force from and their publication in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS OF THE HOTEL TRADE

Special Provisions for 1967

For the year starting on May 1, 1967, Section XI of the Hotel Regulations decreed by Order in Council number 480 of March 11, 1965, is replaced by the following:

"SECTION XI

Price of rooms

Section 35

Before June 1, 1966, every hotel of lodging-

permis d'hôtel ou de maison de logement doit déclarer sur des formules fournies à cette fin par le service de l'hôtellerie le prix qui sera en vigueur pour chaque chambre à compter du 1er mai 1967.

Cette déclaration doit faire mention, le cas échéant, des repas compris dans le prix indiqué et de toute variation saisonnière en spécifiant les dates.

Article 36

Les tarifs visés à l'article 35 sont en vigueur pendant une année à compter du 1er mai. Ils ne peuvent être modifiés au cours de l'année.

Article 37

Si le détenteur d'un permis fait défaut de faire, avant le 1er juin 1966 pour l'année 1967, les déclarations visées à l'article 35, les prix approuvés à compter du 1er mai 1967 seront ceux qui étaient en vigueur le 1er juin 1966.

Article 38

Le prix déclaré doit être affiché lisiblement dans chaque chambre avec les mentions prescrites à l'article 35, s'il y a lieu.

Le ministre peut exiger que cette affiche soit attestée par le service de l'hôtellerie ou soit faite sur une formule fournie par celui-ci.

Article 39

Il est défendu d'exiger ou d'accepter un prix plus élevé que celui qui est déclaré, affiché ou autrement en vigueur suivant le présent règlement.

Il est également défendu d'annoncer de quelque manière un prix inférieur au prix en vigueur suivant le présent règlement.

14616-o

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 572

Section « A »

Québec, le 29 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 505 du 7 mai 1952 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 janvier 1966;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 505, soit modifié comme suit:

house permit holder must disclose, on the forms supplied for this purpose by the hostelry division, the price which will be in force for each room from and after the first day of May, 1967.

The declaration must mention, if such is the case, meals included in the price indicated, and any seasonal variation, specifying the dates.

Section 36

The rates mentioned in section 35 are in force for one year from and after May 1st. They may not be altered during the course of the year.

Section 37

If the holder of a permit fails to make, before June 1, 1966, for 1967, the declarations mentioned in section 35, the approved prices will be in effect on May 1, 1967, will be those which were in force on June 1, 1966.

Section 38

The disclosed price must be legibly posted in each room with the particulars required by section 35, if any.

The Minister may demand that this notice be attested by the hostelry division or be made on a form supplied by it.

Section 39

It is forbidden to exact or accept a price higher than that which has been disclosed, posted or is otherwise in force following the present regulation.

It is also forbidden to advertise, in any way, a price lower than that in force according to the present regulation.

14616-o

Order in Council Executive Council Chamber

Number 572

Section "A"

Québec, March 29, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Furniture industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Furniture industry in the Province of Québec (made binding by decree number 505 of May 7, 1952 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit an amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of January 15, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 505 be amended as follows:

Le paragraphe « j » de l'article XII est remplacé par le suivant:

« j) *Congé obligatoire*: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice la première semaine du congé prescrit par le présent décret. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

14617-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 572

Section « B »

Québec, le 29 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'Industrie de la construction dans la région de Joliette.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 761 du 13 juillet 1955 et amendements, relatif à l'Industrie de la construction dans les districts électoraux de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, soit prolongé jusqu'au 1^{er} juillet 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

14617-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 572

Section « C »

Québec, le 29 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au commerce de détail dans la région de Chicoutimi.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 193 du 11 février 1960 et amendements, relatif au commerce de détail dans la cité de Chicoutimi, la ville de Chicoutimi-Nord et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, à l'exclusion de la cité d'Arvida, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

14617-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 572

Section « D »

Québec, le 29 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2234-B du 12 décembre 1963, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1966, aux mêmes taux et conditions.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

14617-o

JACQUES PRÉMONT.

Subsection "j" of section XII is replaced by the following:

"(j) *Compulsory vacation*: No employer is allowed to substitute a vacation pay compensation for the first week's vacation herein laid down."

JACQUES PRÉMONT,

14617-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 572

Section "B"

Québec, March 29, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction industry, Joliette region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 761 of July 13, 1955 and amendments (Construction industry in the electoral districts of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption) be extended until July 1, 1966.

JACQUES PRÉMONT,

14617-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 572

Section "C"

Québec, March 29, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Retail Trade, Chicoutimi region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 193 of February 11, 1960 and amendments (Retail Trade, in the city of Chicoutimi, the town of Chicoutimi-North and a 5-mile radius from their limits, with the exception of the city of Arvida) be extended until June 30, 1966.

JACQUES PRÉMONT,

14617-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 572

Section "D"

Québec, March 29, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi (authorized by a by-law approved by Order in Council number 2234-B of December 12, 1963) be extended until June 30, 1966, at the same rates and conditions.

JACQUES PRÉMONT,

14617-o

Clerk of the Executive Council.

Avis

Notices

Sidney Ostrovsky

Avis est, par les présentes, donné que Sidney Ostrovsky, Homme d'affaires, de ville Mont-Royal, district de Montréal, et demeurant à 380 Dobie, adresse une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'autoriser à changer son nom de famille, celui de son épouse Jeanne Slutsken Ostrovsky, ainsi que celui de ses enfants mineurs non émancipés, Alicia, Paul et Joel Ostrovsky, tous demeurant à 380 Dobie, de Ostrovsky à Ostrov.

Daté à Montréal, le 2e jour de mars, 1966.

Les Procureurs du requérant,
SHAPIRO, ROBINSON, SHEPPARD
14482-13-2-o & DRYMER.

Village de L'Épiphanie

Avis est par les présentes, donné que la « Corporation municipale du village de L'Épiphanie », comté de L'Assomption, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'obtention de lettres patentes dans le but d'ériger son territoire en municipalité et ville:

a) Le nom de la municipalité de ville projeté sera « Ville de L'Épiphanie »;

b) Les limites de la municipalité de ville seront les mêmes que les limites de la municipalité actuelle;

c) Le chiffre de la population, tel que constaté par le dernier recensement ordonné par le conseil est de 2,665 âmes;

d) La municipalité du village de L'Épiphanie, comté de L'Assomption, sera érigée en ville sous l'empire de la loi des cités et villes, (S.R.Q. 1941, chapitre 233).

Donné à L'Épiphanie, Québec, ce 14e jour de Mars, 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
144999-13-2-o ROGER LIVERNOCHE.

Israel Moscovicz

Avis est donné que Israel Moscovicz, marchand, résidant à 6010, Côte St.-Luc, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un changement de nom à « Isidore Myers »; ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse, née Doreen Pelt, de la même adresse.

Montréal, 25 mars 1966.

Le Procureur du demandeur,
MEYEROVITCH, LEVY
14516-13-2-o & GOLDSTEIN.

Cité de Beauport

Avis public est donné que par requête conjointe, la Cité de Beauport et la Corporation de Beauport-Ouest s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité. La requête peut être consultée et copie peut être obtenue en s'adressant à l'Hôtel de ville de Beauport et chez monsieur Roland Lortie, secrétaire-trésorier de la Corporation de Beauport-Ouest à 295, rue Seigneuriale, Beauport. Tout propriétaire des municipalités concernées s'opposant à cette fusion doit, durant le mois suivant celui au cours duquel cet avis est donné

Sidney Ostrovsky

Notice is hereby given that Sidney Ostrovsky, businessman, of the town of Mount-Royal in the district of Montreal, therein residing at 380 Dobie, is making application to the Lieutenant-Gouverneur, in Council, of the Province of Quebec for authorization to change his surname, that of his wife, Jeanne Slutsken Ostrovsky, as well as that of his minor unemancipated children, Alicia, Paul and Joel Ostrovsky, all residing at 380 Dobei, from Ostrovsky to Ostrov.

Dated at Montreal, the 2nd day of March, 1966.

SHAPIRO, ROBINSON, SHEPPARD
14482-13-2-o & DRYMER,
Attorneys for the petitioner.

Village of L'Épiphanie

Notice is hereby given that the "Municipal Corporation of the Village of L'Épiphanie", county of L'Assomption, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, to obtain letters patent for the purpose of erecting its territory into a town municipality:

(a) The name of the proposed town municipality will be "Town of L'Épiphanie";

(b) The boundaries of the town municipality will be the same as the boundaries of the present municipality;

(c) The population, as established by the last census ordered by the Council, numbers 2,665 souls;

(d) The municipality of the village of L'Épiphanie, county of L'Assomption, will be erected into a town under the authority of the Cities and Towns Act, (R.S.Q.1941, chapter 233).

Given at L'Épiphanie, Quebec, this 14th day of March, 1966.

ROGER LIVERNOCHE,
14499-13-2 Secretary-Treasurer.

Israel Moscovicz

Notice is hereby given that Israel Moscovicz, merchant, residing at 6010, Côte St.-Luc Road, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Isidore Myers"; said change of name shall also benefit his wife, born Doreen Pelt, of the same address.

Montreal, March 25, 1966.

MEYEROVITCH, LEVY
14516-13-2-o & GOLDSTEIN,
Attorneys for applicant.

City of Beauport

Public notice is given that, by joint request, the City of Beauport and the Corporation of Beauport-West will apply to the Lieutenant-Governor in Council asking him to issue letters patent amalgamating these municipalities and creating a new city municipality. The request may be consulted and copy may be obtained by applying to the City Hall of Beauport and to Mr. Roland Lortie, secretary-treasurer of the Corporation of Beauport-West, at 295 Seigneuriale Street, Beauport. Any owner from these municipalities concerned being opposed to this amalgamation must, during the month following the one in which this notice is given, apply by

s'adresser par écrit à la Commission Municipale de Québec en indiquant les motifs de son objection.

Le Procureur des requérantes,
14558-14-2 J. C. LORD.

Harvie Robert Lock

Avis est donné que Harvie Robert Lock, machiniste, de la cité de Howick, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour faire changer son nom de Harvie Robert Lock à « Harvie Robert Nugent ».

Montréal, 28 mars 1966.

Le Procureur du requérant,
14559-14-2 LOUIS GLAZER, C.R.

John Dzuroniuk

Avis est donné que John Dzuroniuk, magasinier, des ville et district de Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour faire changer son nom de John Dzuroniuk à « John Waychison ».

Montréal, 31 mars 1966.

Le Procureur du demandeur,
14576-14-2 LOUIS GLAZER, C.R.

La Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Beauharnois

Je soussigné, Percival Caza, évêque catholique romain et administrateur apostolique du diocèse de Valleyfield déclare qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 11 de la Loi des Fabriques, je constitue en corporation pour la paroisse de Saint-Paul:

« La Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Beauharnois ».

Signé à Valleyfield, ce vingt et unième jour de mars mil neuf cent soixante-six.

*L'Evêque catholique romain
et Administrateur Apostolique
de Valleyfield,*
14602-0 PERCIVAL CAZA.

Municipalité de Grande Rivière

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que:

Qu'en date du 7 mars 1966 le Conseil Municipal de la « Municipalité de Grande Rivière », a adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la Municipalité de Grande Rivière Village conformément à la loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la Municipalité de Grande Rivière et la Municipalité de Grande Rivière Village, et créant une nouvelle municipalité sous le nom de la Municipalité de Grande-Rivière.

Le territoire de la Municipalité de Grande Rivière comprendra le territoire actuel de la Municipalité de Grande Rivière et de la Municipalité de Grande-Rivière Village.

La Municipalité de Grande Rivière sera régie par le Code Municipal.

La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le deuxième mercredi du mois de mai 1967.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que la requête conjointe

writing to the Quebec Municipal Commission indicating the motives of his objection.

J. C. LORD,
14558-14-2 *Attorney for the petitioners.*

Harvie Robert Lock

Notice is hereby given that Harvie Robert Lock, machinist, of the city of Howick, Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec to have his name changed from Harvie Robert Lock to "Harvie Robert Nugent".

Montreal, March 28, 1966.

LOUIS GLAZER, Q.C.,
14559-14-2 *Attorney for the petitioner.*

John Dzuroniuk

Notice is hereby given that John Dzuroniuk, storeman, of the city and district of Montreal, Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec to have his name changed from John Dzuroniuk to "John Waychison".

Montreal, March 31, 1966.

LOUIS GLAZER, Q.C.,
14576-14-2 *Attorney for the petitioner.*

La Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Beauharnois

I, the undersigned, Percival Caza, Roman Catholic Bishop and Apostolic Administrator of the Valleyfield Diocese declare that, pursuant to the powers invested in me by section 11 of the Fabrique Act, I incorporate for the parish of Saint-Paul:

"La Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Beauharnois".

Signed at Valleyfield this twenty-first day of March, one thousand nine hundred and sixty-six

PERCIVAL CAZA,
*Roman Catholic Bishop
and Apostolic Administrator
of Valleyfield.*
14602

Municipality of Grande Rivière

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the foresaid municipality, that:

On March 7, 1966, the Municipal Council of the "Municipality of Grande Rivière", adopted a by law providing for the amalgamation of the Municipality of Grande Rivière Village in conformity with the Voluntary Amalgamation Act of Municipalities (Bill 13).

This by-law authorized the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking him to issue letters patent amalgamating the Municipality of Grande Rivière and the Municipality of Grande Rivière Village, and creating a new municipality under the name of Municipality of Grande-Rivière.

The territory of the Municipality of Grande Rivière will include the present territory of the Municipality of Grande Rivière and the Municipality of Grande-Rivière Village.

The Municipality of Grande Rivière will be administered by the Municipal Code.

The first general election of the mayor and counsellors will be held on the second Wednesday of the month of May, 1967.

The regulation decreeing the amalgamation as well as the joint petition may be examined at

au bureau du secrétaire-trésorier de la Municipalité du Village de Grande Rivière.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale, Hôtel du Gouvernement Québec, P.Q.

Donné à Grande Rivière, ce 8e jour du mois de mars mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire-trésorier,
MME ALFRED HOLTON.

14603-14-2-o

Jan Chong Fong

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 479, du 22 mars 1966, d'effectuer le changement de nom de Kuo Chong Seto en celui de « Jan Chong Fong ».

Québec, le 31 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

Kwong Jue Lee

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 480, du 22 mars 1966, d'effectuer le changement de nom de Lip Mon (George) Chin en celui de « Kwong Jue Lee ».

Québec, le 31 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

Sik Sim Lee

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 481, du 22 mars 1966, d'effectuer le changement de nom de Sing Wing Hum en celui de « Sik Sim Lee ».

Québec, le 31 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14557-o

the office of the secretary-treasurer of the Municipality of the Village of Grande Rivière.

The proprietors may object to the amalgamation during the month following that of the publications required by the Act, and make known the motives of their objection by writing to the Municipal Commission, Government Buildings, Quebec, P.Q.

Given at Grande Rivière, this 8th day of the month of March, one thousand nine hundred and sixty-six.

MRS. ALFRED HOLTON,
Secretary-Treasurer.

14603-14-2

Jan Chong Fong

The Lieutenant-Governor in Council, by decree number 479, dated March 22, 1966, to effect the change of name of Kuo Chong Seto to that of "Jan Chong Fong".

Quebec, March 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

Kwong Jue Lee

The Lieutenant-Governor in Council, by decree number 480, dated March 22, 1966, to effect the change of name of Lip Mon (George) Chin to that of "Kwong Jue Lee".

Quebec, March 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

Sik Sim Lee

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 481, dated March 22, 1966, to effect the change of name of Sing Wing Hum to that of "Sik Sim Lee."

Quebec, March 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14557

Compagnie autorisée à faire des affaires

International Savings and Mortgage Corporation

Avis est par les présentes donné que « International Savings and Mortgage Corporation », ayant sa principale place d'affaires à 257, rue Smith, Winnipeg, Manitoba, a obtenu du Secrétaire de la Province en date du 21e jour de mars, 1966, une licence lui permettant de faire affaires dans la Province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des Sociétés de Prêts et de Placements, chapitre 289, S.R.Q. 1964, que la principale place d'affaires de la compagnie dans la province de Québec est situé à 500 Est, Grande Allée, en la cité de Québec et que son principal agent dans la Province est Monsieur André Desmeules, avocat, dont le bureau est situé à l'adresse ci-dessus ».

Les Procureurs de la compagnie,
ST-LAURENT, MONAST,
DESMEULES & WALTERS.

14618-14-4-o

Company Licensed to do Business

International Savings and Mortgage Corporation

Notice is hereby given that "International Savings and Mortgage Corporation", having its main place of business at 257 Smith Street Winnipeg, Manitoba, has obtained from the Provincial Secretary on the 21st day of March 1966, a licence to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the provisions of the Loan and Investment Societies Act (R.S.Q. 1964, chapter 289), that the principal office of the company in the Province of Quebec is at 500 Grande Allée East, city of Quebec and that its chief agent in the Province of Quebec is Mr. André Desmeules advocate, at the above given address."

ST-LAURENT, MONAST,
DESMEULES & WALTERS,
Attorneys for the company.

14618-14-4-o

Chartes — Abandon de

Montor Sales Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Montor Sales Ltd. », ayant son bureau chef dans la cité

Charters — Surrender of

Montor Sales Ltd.

Notice is hereby given that "Montor Sales Ltd.", having its head office in the city and dis-

et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 28^e jour de mars 1966.

Les Procureurs de la requérante,

SPIEGEL, SHRIAR,

14561-o

POLAK & COOPERSTONE.

Distributeurs Remy Compagnie Limitée

Prenez avis que la compagnie « Distributeurs Remy Compagnie Limitée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Distributeurs Remy Cie Ltée,

Le Procureur de la compagnie,

14560-o

ME MAURICE BÉRIault, avocat.

Universal Adjustment Inc.

Ajustement Universel Inc.

Prenez avis que « Universal Adjustment Inc.—Ajustement Universel Inc. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à 871 Ouest, Chemin St-Louis, Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, d'après les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Québec, ce 30^e jour de mars 1966.

(Seau)

Le Secrétaire,

14562-o

JEAN-H. GAGNÉ, C.R.

Ducharme & Dupont Construction Inc.

Prenez avis que la compagnie « Ducharme & Dupont Construction Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Notaire,

14577-o

DENIS BEAUMIER.

Hôtel et Motel Capri Inc.

Prenez avis que la compagnie « Hôtel et Motel Capri Inc. », dont le siège social est situé à Kénogami, demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte. Kénogami, le 31 mars 1966.

Le Procureur de la compagnie,

14578-o

J-JACQUES TURCOTTE.

Laurentian Metal Products Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Laurentian Metal Products Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, P. Q. s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P. Q., ce 23^e jour de novembre 1965.

Le Secrétaire,

14579

MAX SLAPACK.

J. F. Ratté Incorporée

La compagnie « J. F. Ratté Incorporée », demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Québec, 29 mars 1966.

Le Secrétaire,

14607-o

FÉLIX RATTÉ.

trict of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 28th day of March, 1966.

SPIEGEL, SHRIAR,

POLAK, COOPERSTONE,

14561-o

Attorneys for petitioner.

Distributeurs Remy Compagnie Limitée

Take notice that "Distributeurs Remy Compagnie Limitée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Distributeurs Remy Cie Ltée,

ME MAURICE BÉRIault, advocate,

14560

Attorney of the company.

Universal Adjustment Inc.

Ajustement Universel Inc.

Take notice that "Universal Adjustment Inc.—Ajustement Universel Inc.", a company incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office at 871 St-Louis Road, West, Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Quebec, this 30th day of March, 1966.

(Seal)

JEAN-H. GAGNÉ, C.C.,

14562

Secretary.

Ducharme & Dupont Construction Inc.

Notice is hereby given that "Ducharme & Dupont Construction Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

DENIS BEAUMIER,

14577

Notary.

Hôtel et Motel Capri Inc.

Notice is given that the company "Hôtel et Motel Capri Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Kénogami, March 31, 1966.

J-JACQUES TURCOTTE,

14578-o

Company's Attorney.

Laurentian Metal Products Ltd.

Notice is hereby given that "Laurentian Metal Products Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, P. Q., will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, P. Q., this 23rd day of November, 1965.

MAX SLAPACK,

14579-o

Secretary.

J. F. Ratté Incorporée

The company "J. F. Ratté Incorporée", will apply to the Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Québec 29 Mars 1966.

FÉLIX RATTÉ,

14607-o

Secretary.

Snack-O-Matic Corp.

Avis est donné que la compagnie « Snack-O-Matic Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, P. Q., s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P. Q., ce 3e jour d'octobre 1965.

Le Secrétaire,
STANLEY DIXON.

14580

Iberville Hardware Inc.

Avis est donné que la compagnie « Iberville Hardware Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

*Iberville Hardware Inc.,
Par le Président,*
MARVIN LECKER.

14590

Sterling Paper Mills Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sterling Paper Mills Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, P.Q., s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
RONALD R. OELBAUM.

14591

Aviation Components Limited

Avis est donné que la compagnie « Aviation components Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 20e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire,
J. R. LAZARE.

14604

**Groundhog Mining Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est par les présentes donné que « Groundhog Mining Corporation » (Libre de responsabilité personnelle), une corporation incorporée selon la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
J. PAUL TERRY.

14605-o

Peinture Québec Inc.

La compagnie « Peinture Québec Inc. », donne par les présentes, avis qu'elle s'adressera au

Snack-O-Matic Corp.

Notice is hereby given that "Snack-O-Matic Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, P. Q., will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, P. Q., this 3rd day of October 1965.

STANLEY DIXON,
Secretary.

14580-o

Iberville Hardware Inc.

Notice is hereby given that "Iberville Hardware Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

*Iberville Hardware Inc.,
Per: MARVIN LECKER,*
President.

14590-o

Sterling Paper Mills Inc.

Notice is hereby given that "Sterling Paper Mills Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, P.Q., will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1966.

RONALD R. OELBAUM,
Secretary-Treasurer.

14591-o

Aviation Components Limited

Notice is hereby given that "Aviation Components Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of December, 1965.

J. R. LAZARE,
Secretary.

14604-o

**Groundhog Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Groundhog Mining Corporation" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Quebec Mining Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 31st day of March 1966.

J. PAUL TERRY,
Secretary.

14605

Quebec Paint Inc.

The company "Quebec Paint Inc.", hereby gives notice that it will make an application to

Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 1^{er} avril 1966.

Les Procureurs de la compagnie,

LETARTE, ST-HILAIRE,

GRENIER, PICARD, ST-HILAIRE,

14606-o

DE BANÉ & PROULX.

Mégaton Inc.

Avis est par les présentes donné que « Mégaton Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies du Québec, ayant son siège social à Sainte-Anne-de-Bellevue, dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 22^{ème} jour de février 1966.

(Seau)
14619-o

Le Secrétaire,
ROLAND BARRIÈRE.

the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Quebec, April 1, 1966.

LETARTE, ST-HILAIRE,

GRENIER, PICARD, ST-HILAIRE,

DE BANÉ & PROULX,

14606-o

Attorneys for the company.

Mégaton Inc.

Notice is hereby given that "Mégaton Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of February, 1966.

(Seal)
14619-o

ROLAND BARRIÈRE,
Secretary.

Divers Compagnies

Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.

Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Itée

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 mars 1966, approuvé les règlements numéros 1 à 10 inclusivement de « Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd. — Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Itée », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14581-o

5728-65

Centennial Celebration Children's Village Village d'Enfants des Fêtes du Centenaire

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 mars 1966, approuvé les règlements généraux de « Centennial Celebration Children's Village — Village d'Enfants des Fêtes du Centenaire », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14582-o

3221-65

Versailles Gardens Community Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 mars 1966, approuvé les règlements numéros XII, XIII et XIV modifiant les règlements généraux de « Versailles Gardens Community Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14583-o

15218-59

La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc.

Avis est donné que la corporation « La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
CLÉMENT BÉRUBÉ.

14592-o

4731-65

Miscellaneous Companies

Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.

Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Itée

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 25, 1966, approved by-law numbers 1 to 10 inclusively of "Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd. — Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Itée", and such, in pursuance to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14581

5728-65

Centennial Celebration Children's Village Village d'Enfants des Fêtes du Centenaire

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 25, 1966, approved the general by-laws of "Centennial Celebration Children's Village — Village d'Enfants des Fêtes du Centenaire", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14582

3221-65

Versailles Gardens Community Association

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 24, 1966, approved by-law numbers XII, XIII and XIV amending the general by-laws of "Versailles Gardens Community Association", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14583

15218-59

La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc.

Notice is hereby given that "La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

CLÉMENT BÉRUBÉ,
President.

14592

4731-65

La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 mars 1966, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14592-o 4731-65

**The Polish War Veterans Society
of Marshal J. Pilsudski Inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 mars 1966, approuvé le paragraphe 2-a de l'article III des règlements généraux de « The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14593-o 2692-44

Service des loisirs St-Camille

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 mars 1966, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs St-Camille », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14594-o 3170-63

**Association de chasse et de pêche de
Thetford Mines inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 avril 1966, approuvé les règlements numéros V et VI de l'« Association de chasse et de pêche de Thetford Mines inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14625-o 14035-60

La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 29, 1966, approved by-law number 1 (general by-laws) of "La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14592 4731-65

**The Polish War Veterans Society
of Marshal J. Pilsudski Inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 28, 1966, approved paragraph 2-a of section III of the general by-laws of "The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14593 2692-44

Service des loisirs St-Camille

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 11, 1966, approved the general by-laws of "Service des loisirs St-Camille", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14594-o 3170-63

**Association de chasse et de pêche de
Thetford Mines inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 5, 1966, approved by-law number V and VI of "Association de chasse et de pêche de Thetford Mines inc.", and such, in pursuance to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14625 14035-60

Lettres patentes

Maison Généralice du Précieux Sang

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par l'administrateur du gouvernement de la province, des lettres patentes, en date du 3 mars 1966, constituant en corporation la « Maison Généralice du Précieux Sang ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14563-o 2-66 — 1313/1

Pavillon Saint-Dominique

Avis est donné qu'en vertu de la Loi constituant en corporation Les Dominicaines de l'Enfant-Jésus, 11-12 Elizabeth II, chapitre 120, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 22 mars 1966, constituant en corporation le « Pavillon Saint-Dominique ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Sillery.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14564-o 1-66 — 1313/123

Letters Patent

Maison Généralice du Précieux Sang

Notice is given that in virtue of the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, letters patent, dated March 3, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating the "Maison Généralice du Précieux Sang".

The head office of the corporation is situated in the city of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14563 2-66 — 1313/1

Pavillon Saint-Dominique

Notice is given that in virtue of the Act incorporating Les Dominicaines de l'Enfant-Jésus, 11-12 Elizabeth II, chapter 120, letters patent, dated March 22, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province incorporating the "Pavillon Saint-Dominique".

The head office of the corporation is situated in the city of Sillery.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14564 1-66 — 1313/123

Annulation de Lettres Patentes

Annulment of Letters Patent

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des compagnies, les compagnies dont les noms suivent ont omis pendant deux années consécutives de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies et de ce fait sont passibles d'annulation, soixante jours après la publication de cet avis.

Notice is given under Section 24 of the Companies Act that the following companies have failed to file, during two consecutive years, the return required by Section 4 of the Companies Information Act and for this reason are liable to be annulled sixty days after the publication in the *Quebec Official Gazette* of this notice.

Nom de la compagnie Name of the company	Dade des lettres patentes Date of the letters patent
Ameublement Meilleur Inc.—Meilleur Furniture Inc.	15 août 1960.—August 15th, 1960.
Ardoises du Québec Ltée	29 mai 1958.—May 29th, 1958.
Aris de Ville-Marie Inc.	13 nov. 1962.—November 13th, 1962.
Bates Business Machines Co. Ltd.	19 fév. 1963.—February 19th, 1963.
Armand Bélanger Inc.	11 oct. 1963.—October 11th, 1963.
Berri Construction Inc.	15 mars 1960.—March 15th, 1960.
Brûleurs Dumarc Inc.—Dumarc Burners Inc.	19 sept. 1961.—September 19th, 1961.
La Cie d'Aviation Kangourou Ltée — Kangarou Aviation Co. Ltd.	8 mars 1960.—March 8th, 1960.
La Cie Bonbonnière Ltée —	29 déc. 1961.—December 29th, 1961.
Korner's Delicatessen Inc.	18 oct. 1962.—October 18th, 1962.
M. B. M. Investments Corp.	26 sept. 1963.—September 26th, 1963.
La Maison de Bombay Impex Inc.—The House of Bombay Impex Inc.	1er août 1963.—August 1st, 1963.
Mckee Harvesters (Eastern) Ltd.	19 oct. 1960.—October 19th, 1960.
Missisquoi Stone & Marble Company Limited	17 fév. 1938.—February 17th, 1938.
Montreal Aerotrade Inc.	27 juin 1961.—June 27th, 1961.
Montreal Cup Stone Limited	3 sept. 1946.—September 3rd, 1946.
Montreal Funeral Services Inc.	17 oct. 1961.—October 17th, 1961.
National Recreation Equipment Company	7 mai 1958.—May 7th, 1958.
New Realities Corporation	12 août 1952.—August 12th, 1952.
New World Development Ltd.	12 juil. 1960.—July 12th, 1960.
Norby Development Corp.	5 nov. 1959.—November 5th, 1959.
Norsud Construction Inc.	5 août 1963.—August 5th, 1963.
North American Manufacturers Agents Inc.	26 juin 1962.—June 26th, 1962.
Nouveautés Mico Inc.—Mico Novelties Inc.	30 mars 1962.—March 30th, 1962.
John Nursall & Associates Co. Ltd.	12 sept. 1960.—September 12th, 1960.
Paralum Sales Corp	1er déc. 1961.—December 1st, 1961.
Pinder, Milcik & Co. Inc.	15 oct. 1962.—October 15th, 1962.
Paul Poirier Automobiles Limitée	26 janv. 1953.—January 26th, 1953.
Portneuf Navigation Inc.	4 fév. 1957.—February 4th, 1957.
Poulin & Picard Inc.	19 janv. 1962.—January 19th, 1962.
Pratt Garage Incorporated	4 sept. 1952.—September 4th, 1952.
Les Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée	28 mars 1946.—March 28th, 1946.
Provincial Foam Products Ltd.	3 avril 1956.—April 3rd, 1956.
Puccini Lounge Inc.	16 janv. 1962.—January 16th, 1962.
Queen's Cafe Incorporated	20 sept. 1951.—September 20th, 1951.
Stadium (Montreal) Limited	17 avril 1957.—April 17th, 1957.

14557-0 *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

14557-0 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Head Offices

Electro pêche inc.

Electro pêche inc.

Avis est donné que la compagnie « Electro pêche inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 16, chemin de Saverne, à Lorraine, district de Terrebonne.

Notice is given that "Electro pêche inc.", has changed the head office from Montreal, to 16 Chemin de Saverne, Lorraine, district of Terrebonne.

Le Secrétaire,
FERNAND RHEAULT.
14567-0 5321-65

FERNAND RHEAULT,
Secretary.
14567 5321-65

C. G. M. T. Inc.

Avis est donné que la compagnie « C. G. M. T. Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 9 juin 1964, et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 215 rue St-Jacques ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28 mars 1966.

ALFRED CHEVALIER.

14565-o

2192-64

**La Compagnie Granite Éternité limitée
The Eternite Granite Company Limited**

Avis est donné que « La Compagnie Granite Éternité limitée — The Eternite Granite Company Limited », a changé son siège social du numéro 202, rue Wilson, Sherbrooke, au numéro 520, rue Champoux, Disraëli, comté de Wolfe.

La Secrétaire,
MME EVA POULIN.

14566-o

13455-61

La Ferme Leporceau Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Ferme Leporceau Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 12 janvier 1966, et ayant son bureau principal dans le comté de Joliette, district de Joliette, a établi son bureau à St-Ambroise, comté de Joliette.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Ambroise, ce 22e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
PAUL LEFEBVRE.

14568-o

63-66

Lajeunesse & Frères Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lajeunesse & Frères Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 juin 1958 ayant son bureau principal dans la cité de Granby, district de Bedford, a établi son siège social au numéro 460 de la rue Cowie, à Granby.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 1er jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
LUCIEN LAVIGNE.

14569-o

12310-58

Marché Dufour Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marché Dufour Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1966, a établi son bureau principal à St-Alexis de Matapédia, comté de Banaventure, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Alexis de Matapédia, ce 14 mars 1966.

Le Président,
GASTON DUFOUR.

14570-o

588-66

C. G. M. T. Inc.

Notice is hereby given that "C. G. M. T. Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, dated June 9, 1964, and having its head office at Montreal, province of Quebec, has established its office at 215 St-Jacques Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on March 28, 1966.

ALFRED CHEVALIER.

14565

2192-64

**La Compagnie Granite Éternité limitée
The Eternite Granite Company Limited**

Notice is given that "La Compagnie Granite Éternité limitée — The Eternite Granite Company Limited", has changed its head office from number 202 Wilson Street, Sherbrooke, to number 520 Champoux Street, Disraëli, county of Wolfe.

MME EVA POULIN,
Secretary.

14566

13455-61

La Ferme Leporceau Inc.

Notice is hereby given that "La Ferme Leporceau Inc.", incorporated by letters patent dated January 12, 1966, and having its head office in the county of Joliette, district of Joliette, has established its office in St-Ambroise, county of Joliette.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Ambroise, this 22nd day of February, 1966.

PAUL LEFEBVRE,
Secretary.

14568

63-66

Lajeunesse & Frères Inc.

Take notice that the company "Lajeunesse & Frères Inc.", constituted in corporation by letters patent dated June 26, 1958, having its main office in the city of Granby, district of Bedford, has established its head office at 460 Cowie Street, in Granby.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as its head office.

Given in Granby, this 1st day of March 1966.

LUCIEN LAVIGNE,
Secretary.

14569-o

12310-58

Marché Dufour Inc.

Notice is hereby given that "Marché Dufour Inc.", incorporated by letters patent on February 11, 1966, has established its head office at St-Alexis de Matapédia, county of Bonaventure, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Alexis de Matapédia, on March 14, 1966.

GASTON DUFOUR,
President.

14570

588-66

Place de la Colline Inc.

Avis est donné par les présentes que « Place de la Colline Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 mars 1965, a établi son siège social à 1405 rue Peel, chambre 500, Montréal, P.Q.

Daté ce 24^e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

14571-o

967-65

Place de la Colline Inc.

Notice is hereby given that "Place de la Colline Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec under date of March 4, 1965, has established its head office at 1405 Peel Street, suite 500, Montreal, P.Q.

Dated this 24th day of March, 1966.

Secretary,
MARCEL PICHÉ.

14571-o

967-6

Les Placements Hamco Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les Placements Hamco Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 11 janvier 1966, a établi son bureau principal au numéro 1555, 29^e Avenue, Laval-Ouest, ville de Laval, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 22^e jour de mars 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
LISE HAMEL RUEL.

14572-o

94-66

Les Placements Hamco Inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Hamco Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Quebec) by letters patent dated January 11, 1966, has established its head office at number 1555, 29th Avenue, Laval-West, city of Laval, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this 22nd day of March, 1966.

(Seal)

Secretary,
LISE HAMEL RUEL.

14572-o

94-66

**Les Placements Vega Ltée
Vega Investments Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Vega Ltée — Vega Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 14 avril 1965 et ayant son siège social dans la ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 3, Place Ville-Marie, Montréal 1, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28^e jour de mars 1966.

(Sceau)

Le Président,
PAUL DOLISIE.

14573-o

1756-65

**Les Placements Vega Ltée
Vega Investments Ltd.**

Notice is given that "Les Placements Vega Ltée — Vega Investments Ltd.", incorporated by letters patent issued on April 14, 1965, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 3 Place Ville-Marie, Montreal 1, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 28th day of March, 1966.

(Seal)

President,
PAUL DOLISIE.

14573

1756-65

G. M. Plastic Corporation

Avis est par les présentes donné que la compagnie « G. M. Plastic Corporation », constituée en corporation par lettres-patentes, émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, en date du 8 avril 1947, et ayant son bureau principal dans la ville de Granby, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro civique 520 de la rue Robinson, l'a transporté au numéro civique 530 de la rue Guy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 29^e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
JACQUES MARCHESSAULT.

14595-o

3079-47

G. M. Plastic Corporation

Notice is hereby given that "G. M. Plastic Corporation", company incorporated by letters-patent issued under the first part of the Quebec Company's act on April 8, 1947, which had its head office at Granby, at civic number 520 Robinson Street, has now moved its office at 530 Guy Street in Granby.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as its head office.

Dated at Granby, this 29th day of March 1966.

Secretary,
JACQUES MARCHESSAULT.

14595-o

3079-47

GMP Sports Ltd

Avis est par les présentes donné que la compagnie « GMP Sports Ltd », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, en date du 30 mars 1965, et ayant son

GMP Sports Ltd

Notice is hereby given that "GMP Sports Ltd", company incorporated by letters-patent, issued under the first part of the Quebec Company's act on March 30, 1965, which had its head office at Granby, at civic number 520

bureau principal dans la ville de Granby, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro civique 520 de la rue Robinson, l'a transporté au numéro civique 530 de la rue Guy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 29e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,

JACQUES MARCHESSAULT.

14596-o

1463-65

Gemlite Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Gemlite Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, en date du 27 mai 1963, et ayant son bureau principal dans la ville de Granby, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro civique 520 de la rue Robinson, l'a transporté au numéro civique 530 de la rue Guy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 29e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,

JACQUES MARCHESSAULT.

14597-o

2015-63

Insulfoam Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Insulfoam Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, en date du 21 mai 1957 et ayant son bureau principal dans la ville de Granby, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro civique 520 de la rue Robinson, l'a transporté au numéro civique 530 de la rue Guy à Granby.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 29e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,

JACQUES MARCHESSAULT.

14598-o

11737-57

Robinson Street, has now moved its head office to civic number 530 Guy Street in Granby, P.Q.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as its head office.

Dated at Granby, this 20th day of March 1966.

JACQUES MARCHESSAULT,

Secretary.

14596-o

1463-65

Gemlite Ltd.

Notice is hereby given that "Gemlite Ltd.", company incorporated by letters patent issued under the Part I of the Quebec Companies Act on May 27, 1963, which had its head office at Granby, at civic number 520 Robinson Street, has now moved its office to 530 Guy Street, in Granby.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as its head office.

Dated at Granby, this 29th day of March, 1966.

JACQUES MARCHESSAULT,

Secretary.

14597-o

2015-63

Insulfoam Limited

Notice is hereby given that "Insulfoam Limited", company incorporated by letters patent issued under the Part I of the Quebec Companies Act, on May 21, 1957, which had its head office at Granby, at civic number 520 Robinson Street, has now moved its office to 530 Guy Street in Granby.

From date of this notice, the said office is considered by the company as its head office.

Dated at Granby, this 29th day of March, 1966.

JACQUES MARCHESSAULT,

Secretary.

14598-o

11737-57

Demandes à la Législature

Ville de Pincourt

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Pincourt », dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

Modifier ses règlements d'emprunts en vigueur lors de la sanction de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 53, pour prescrire que dans le cas des lots situés à un carrefour et de ceux qui ne sont pas rectangulaires, la taxe spéciale peut être imposé en tenant compte à la fois de leur étendue en front et de leur superficie;

et pour toutes autres fins.

Pincourt, ce 22 mars 1966.

L'Avocat de la requérante,

MAURICE R. MARCOTTE.

14491-13-4-o

Applications to Legislature

Town of Pincourt

Public notice is hereby given that the "Town of Pincourt", in the county of Vaudreuil-Soulanges, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special Act, for the following purposes:

Amend its loan by-laws in force at the date of the sanction of the Act 12-13 Elizabeth II, chapter 53, to decree that in the case of lots that are situated at a street corner or are not rectangular, the council may fix the frontage for assessment purposes, taking into account both frontage and area;

and for all other purposes.

Pincourt, March 22, 1966.

MAURICE R. MARCOTTE,

Attorney for the petitioner.

14491-13-4-o

Cité de Longueuil

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Longueuil », corporation municipale ayant son siège social dans les limites de son territoire, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir les pouvoirs suivants: Autoriser la Cour municipale à livrer les sommations de comparaître par courrier recommandé; autoriser les constables ou agents de la Paix à émettre un avis sommaire équivalent à une sommation de comparaître en Cour municipale dans les cas d'infraction aux règlements de circulation et sécurité publique; revendre pour fins résidentielles certaine lisière de terrains acquis suivant la Loi des fonds industriels; acquérir de toute corporation de la Couronne du chef du Canada certains terrains et les revendre sous certaines conditions; et pour toutes autres fins.

Longueuil, ce 21 mars 1966.

Le Procureur de la cité de Longueuil,
14508-13-4-o J. ÉLOI GERVAIS, C.R.

St. Andrews Golf Club Inc.

Antoine Paré, avocat, Pothier Ferland, avocat et Jean Archambault, étudiant présenteront un bill privé à la présente session de la législature de Québec pour rétablir les lettres patentes de « St. Andrews Golf Club Inc. ».

Mars 25, 1966.

Les Avocats et Procureurs,
PARÉ, FERLAND, MACKAY, BARBEAU,
14519-13-4-o HOLDEN & STEINBERG.

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Hull », s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant sa charte pour les fins suivantes: Pour permettre au Conseil d'augmenter à 8 le nombre de quartiers et des échevins; Pour modifier les qualifications foncières nécessaires pour être candidat aux charges de maire et d'échevin; Pour modifier la date de la mise en nomination et de l'élection; Pour que le président du Conseil n'ait qu'un vote prépondérant; Pour que l'ouverture des soumissions soit faite par le comité exécutif; Pour modifier les exemptions de taxe sur certaines propriétés; Pour modifier les formalités relatives à l'octroi de franchise pour le transport urbain de passagers, et pour d'autres fins.

Hull, ce 29^{ième} jour de mars 1966.

Le Maire,
MARCEL D'AMOUR.
Le Greffier,
14608-14-4-o ROLAND STEVENS.

City of Longueuil

Notice is hereby given that the "City of Longueuil", municipal corporation having its head office in the limits of its territory, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the purpose of obtaining the following powers: To authorize the Municipal Court to deliver the service of process by registered mail; to authorize the constables or officers of the peace to issue a summary notice equivalent to a service of process in the Municipal Court in cases of infraction to the public security and traffic regulations; to resell for residential purposes certain strip of lands acquired according to the Industrial Funds Act; to acquire from any Crown corporation in the right of Canada certain lots of land and to resell them under certain conditions; and for all other purposes.

Longueuil, March 21, 1966.

J. ÉLOI GERVAIS, Q.C.,
14508-13-4 Attorney for the city of Longueuil.

St. Andrews Golf Club Inc.

Notice is hereby given that Antoine Paré, lawyer, Pothier Ferland, lawyer and Jean Archambault, student will present a private bill at the present session of the Quebec Legislature for the reinstatement of the letters patent of "St. Andrews Golf Club Inc.".

March 25, 1966.

PARÉ, FERLAND, MACKAY, BARBEAU,
14519-13-4-o HOLDEN & STEINBERG.
Barristers and Solicitors.

City of Hull

Notice is hereby given that the "City of Hull", will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of a special law, amending its charter for the following purposes: To permit council to increase to 8 the number of wards and aldermen; To modify the necessary requirements to become a candidate for mayor or alderman; To change the nomination and election dates; To grant the chairman of council a deciding vote; To permit the executive committee to open tenders for money by laws; To change the tax exemptions; To change the formalities in granting franchises for the transportation of passengers and for other purposes.

Hull, this 29th day of March 1966.

MARCEL D'AMOUR,
Mayor.
ROLAND STEVENS,
14608-14-4 City Clerk.

**Ministère des
Affaires municipales**
Ville de Marieville

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 486 du 22 mars 1966, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes, (S.R.Q., 1964, chapitre 193), il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 323 du conseil municipal de la ville de Marieville, tel que modifié par ledit conseil dans une résolution adoptée

**Department of
Municipal Affairs**
Town of Marieville

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 486 dated March 22, 1966, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve the regulation No. 323 of the Municipal Council of the town of Marieville, as amended by the said council in a resolu-

le 2 novembre 1965, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville, et annexé à la ville de Marieville.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans le périmètre ci-après décrit, à savoir: partant du point d'intersection du côté sud du chemin Chambly avec la ligne est du lot de subdivision 256-1 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne est dudit lot 256-1 et des lots originaux 256 et 257; partie de la ligne est du lot 258, cette ligne se prolongeant dans la ligne est du lot 258-A (emprise de chemin de fer Portland et Boston R.R.) jusqu'à la ligne sud dudit lot 258-A; la ligne sud du susdit lot 258-A et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du ruisseau Barré; la ligne médiane dudit ruisseau en allant vers le nord jusqu'au côté nord du chemin Chambly; le côté nord dudit chemin en allant vers l'est jusqu'au prolongement à travers le susdit chemin de la ligne est du lot de subdivision 256-1, et enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
14599-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

tion adopted on November 2, 1965, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said regulation and described hereunder is detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Monnoir, county of Rouville, and annexed to the town of Marieville.

This territory is the following:

A territory, forming presently part of the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Monnoir, county of Rouville, comprising according to the official cadaster of the said parish, lots or parts of lots and their present and future subdivisions as well as the roads, streets, railway right of way, rivers, waterways or parts thereof comprised in the perimeter hereafter described, to wit: going from the point of intersection on the south side of the Chambly road with the east line of lot of subdivision 256-1 of the official cadaster of the parish of Sainte-Marie-de-Monnoir; thence, successively, the following demarcations and lines: the east line of said lot 256-1 and of original lots 256 and 257; part of the east line of lot 258, this line extending in the east line of lot 258-A (Portland and Boston R.R. railway right of way) up to the south line of the said lot 258-A; the south line of above-mentioned lot 258-A and its prolongation up to the median line of Barré brook; the median line of the said brook toward the north up to the north side of Chambly road; the north side of the said road going toward the east up to the prolongation across the above-mentioned road of the east line of the lot of subdivision 256-1, and finally the said prolongation up to the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
14599 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Château-d'Eau « Cath. »

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire catholique de Château-d'Eau dans le comté de Québec à la municipalité scolaire de Loretteville.

Québec, le 25 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14541-13-2-o 856-64

Château-d'Eau "Cath."

Application is made to annex the present territory of the Catholic School Commission of Château-d'Eau in the county of Quebec to the school municipality of Loretteville.

Quebec, March 25, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14541-13-2 856-64

Petit-Cap

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Petit-Cap, dans le comté de Gaspé-Nord, à la municipalité scolaire de L'Échourie, dans le même comté.

Québec, le 21 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14542-13-2-o

Petit-Cap

Application is made to annex the present territory of Petit-Cap School Board, in the county of Gaspé-North, to the School municipality of L'Échourie, in the same county.

Quebec, March 21, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14542-13-2

St-Gérard-Majella

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Gérard-Majella dans le comté de Québec en celui de Bélair dans le même comté.

Québec, le 31 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14609-14-2-o

St-Gérard-Majella

Application is made to change the name of the school municipality of St-Gérard-Majella in the county of Quebec to that of Bélair in the same county.

Quebec, March 31, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14609-14-2

St-Pierre-de-Sorel

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Pierre-de-

Application is made to annex the present territory of the school commission of St-Pierre-de-

Sorel dans le comté de Richelieu à la municipalité scolaire de la Cité de Sorel dans le même comté.

Québec, le 31 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14610-14-2-o

278-64

de-Sorel in the county of Richelieu to the school municipality of the city of Sorel in the same county.

Quebec, March 31, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14610-14-2

278-63

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de concession minières

Conformément aux articles 206a, 207 et 208 de la Loi des Mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911 lorsqu'aucune exploitation minière n'a été faite dans les 10 années précédant la première publication des présentes, avis est présentement donné aux propriétaires de la concession minière ci-dessous mentionnée qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera, au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation:

« La concession minière pour fer chromique sur les lots 25 et 26 du rang II et 26 du rang III, canton Coleraine, district électoral de Mégantic, dont les lettres patentes ont été émises le 18 mai 1895 ».

Quebec, le 15 mars 1966.

Le Sous-ministre,
P.-E. AUGER.

14545-13-2-o

Department of Natural Resources

Notice of revocation of a mining concession

Pursuant to sections 206a, 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke mining concessions for which letters patents were issued before July 1, 1911, where no mining operations have been carried on during the 10 years preceding the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the hereunder mining concession that, 90 days after the last publication of this notice, the minister of natural resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council its revocation:

"The mining concession for chromic iron on lots 25 and 26 of range II and 26 of range III, Coleraine township, electoral district of Megantic, whose letters patents have been issued on May 18, 1895".

Quebec, March 15, 1966.

P.-A. AUGER,
Deputy Minister.

14545-13-2

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Canton de Bellecourt

Cadastre officiel de (Partie) du canton de Bellecourt, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 12, 13, 14, Rang Rivière Natagamou sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 février 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Canton de Boishébert

Cadastre officiel de (Partie) du canton de Boishébert, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le lot 66, Village de la Baie des Moutons, est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 février 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Canton de Dalquier

Cadastre officiel du canton de Dalquier, municipalité d'Amos-Est, division d'enregistrement d'Abitibi.

Department of Lands and Forests Cadastre

Township of Bellecourt

Official cadastre of (Part) of township of Bellecourt, municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 12, 13, 14, Range Rivière Natagamou, are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 15, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Township of Boishébert

Official cadastre of (Part) of township of Boishébert, municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lot 66, Village de la Baie des Moutons, is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 15, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Township of Dalquier

Official cadastre of the township of Dalquier, municipality of Amos-East, registration division of Abitibi.

Avis est par la présente donné que le lot 58-V, Rang VI est annulé et le lot 59-C, rang VI est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 février 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Canton de Goynish

Cadastre officiel du canton de Goynish (Village d'Aguanish Est), municipalité d'Aguanish, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le lot 37 (Village Aguanus, Côté Est) est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 mars 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la ville de Kirkland, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 155-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 mars 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Paroisse de St-Félix du Cap-Rouge

Cadastre officiel de la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, municipalité de la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 18-20 à 18-36, 19-18 à 19-32, 18-1 à 18-16, 19-1 à 19-16 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 10-240 à 10-243, 10-259, 12-160 et la partie restante des lots 10-244, 10-250, 10-251, 10-260 à 10-264, 10-268, 10-269 et 12-159 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 mars 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Paroisse de St-Onésime

Cadastre officiel de la paroisse de St-Onésime, municipalité de la paroisse de St-Onésime, division d'enregistrement de Kamouraska.

Avis est par la présente donné que les lots 277 à 291, 330 à 344, 384 à 397 et partie du lot 398 sont annulés et les lots 462 à 464 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 mars 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14574-o

Paroisse de Ste-Rose

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Notice is hereby given that lot 58-B, Range VI is cancelled and lot 59-C, Range VI is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 25, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Township of Goynish

Official cadastre of the township of Goynish (Village d'Aguanish Est), municipality of Aguanish, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lot 37 (Village Aguanus, Côté Est), is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 15, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the town of Kirkland, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 155-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 28, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Parish of St-Félix du Cap-Rouge

Official cadaster of the parish of St-Félix du Cap-Rouge, municipality of the parish of St-Félix du Cap-Rouge, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 18-20 to 18-36, 19-18 to 19-32, 18-1 to 18-16, 19-1 to 19-16 are cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, March 25, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Parish of St-Martin

Official cadaster of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 10-240 to 10-243, 10-259, 12-160 and the remaining part of lots 10-244, 10-250, 10-251, 10-260 to 10-264, 10-268, 10-269 and 12-159 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 21, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Parish of St-Onésime

Official cadaster of the parish of St-Onésime, municipality of the parish of St-Onésime, registration division of Kamouraska.

Notice is hereby given that lots 277 to 291, 330 to 344, 384 to 397 and part of lot 398 are cancelled and lots 462 to 464 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 21, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14574-o

Parish of Ste-Rose

Official cadaster of the parish of Ste-Rose, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 484 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 mars 1966.

14574-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lot 484 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 17, 1966.

14574-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs, coiffeuses — Sherbrooke

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 255 du 5 mars 1953 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Sherbrooke, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article 122-A suivant sera ajouté:

« 122-A Tout apprenti, assujéti au présent décret, ne peut louer une ou plusieurs chaises, du matériel ou de l'espace dans un salon de coiffure pour hommes, ni de celui qui tient ce salon pour y faire exécuter une ou plusieurs opérations assujéties au présent décret, ni d'un salarié ou d'un locataire de ce dernier. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1966.

14617-0

Avis de modification

Garage — Shawinigan

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1929 du 29 septembre 1965, relatif aux salariés de garages dans la région de Shawinigan, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article 2.02 sera remplacé par le suivant:

« 2.02. *Champ d'application territorial:*

Le présent décret s'applique aux cités de Shawinigan et Grand'Mère, aux villes de Shawinigan-Sud et St-Tite, aux municipalités de

Department of Labour

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trades — Sherbrooke

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R. S. Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hairdressing trades in the Sherbrooke region (made binding by decree number 255 of March 5, 1953 and amendments) have petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The following section 122-A will be added:

"122-A No apprentice subject to this decree may rent one or more chairs, material or space in a men's hairdressing salon from either the person who operates the salon for the performance of one or more of the operations subject to this decree or from an employee or his tenant".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1966.

14617-0

Notice of amendment

Garage Employees — Shawinigan

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Shawinigan region (made binding by decree number 1929 of September 29, 1965), have petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Section 2.02 will be superseded by the following:

"2.02. *Territorial jurisdiction:*

This decree applies to: the cities of Shawinigan and Grand'Mère; the towns of Shawinigan-South and St. Tite; the village municipalities of Baie

village de la Baie Shawinigan, St-Boniface de Shawinigan, St-Georges de Champlain, Ste-Thècle, aux municipalités de paroisse de St-Barnabé, St-Élie de Caxton, St-Étienne des Grès, St-Thomas de Caxton, Ste-Flore, St-Gérard des Laurentides, St-Mathieu, Charette, Notre-Dame du Mont-Carmel, St-Jean des Piles, St-Jacques des Piles, St-Théophile du Lac à la Tortue, St-Thimothée d'Hérouxville, St-Tite, St-Séverin de Prouxville, Ste-Thècle.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1966. 14617-0

Avis de modification

Garage — Trois-Rivières

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret 2142 du 27 octobre 1965, relatif aux salariés de garages dans la région de Trois-Rivières, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article 2.02 sera remplacé par le suivant:

« 2.02. *Champ d'application territorial*: Le présent décret s'applique au territoire couvert par les deux zones ci-après décrites:

Zone I:

Les cités de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine, la ville de Trois-Rivières Ouest, les municipalités de paroisse de Baie Jolie, Pointe du Lac, la Visitation de Pointe du Lac, Ste-Marthe du Cap-de-la-Madeleine, Saint-Louis de France et Saint-Maurice.

Zone II:

a) La ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de neuf (9) milles de ses limites, comprenant les municipalités de village de Yamachiche, Maskinongé et Champlain, les municipalités de paroisse de St-Antoine de la Rivière du Loup, St-Joseph de Maskinongé, Ste-Anne d'Yamachiche, St-Justin, St-Didace, Ste-Ursule, St-Sévère, St-Léon le Grand, Ste-Angèle de Prémont, St-Luc et la Visitation de Champlain.

b) Le district électoral de Nicolet.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Shawinigan, St-Boniface de Shawinigan, St-Georges de Champlain, Ste-Thècle; the parish municipalities of St-Barnabé, St-Élie de Caxton, St-Étienne des Grès, St-Thomas de Caxton, Ste-Flore, St-Gérard des Laurentides, St-Mathieu, Charette, Notre-Dame du Mont-Carmel, St-Jean des Piles, St-Jacques des Piles, St-Théophile du Lac à la Tortue, St-Thimothée d'Hérouxville, St-Tite, St-Séverin de Prouxville, Ste-Thècle.»

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1966. 14617-0

Notice of amendment

Garage Employees — Trois-Rivières

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Trois-Rivières region (made binding by decree number 2142 of October 27, 1965) have petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Section 2.02 will be superseded by the following:

“2.02. *Territorial jurisdiction*: This decree applies to the territory covered by the following two zones:

Zone I:

The cities of Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine, the town of Trois-Rivières West, the parish municipalities of Baie Jolie, Pointe du Lac, la Visitation de Pointe du Lac, Ste-Marthe du Cap-de-la-Madeleine, Saint-Louis de France and Saint-Maurice.

Zone II:

(a) The town of Louiseville and the territory located within a 9-mile radius of its limits, encompassing: the village municipalities of Yamachiche, Maskinongé and Champlain; the parish municipalities of St-Antoine de la Rivière du Loup, St-Joseph de Maskinongé, Ste-Anne d'Yamachiche, St-Justin, St-Didace, Ste-Ursule, St-Sévère, St-Léon le Grand, Ste-Angèle de Prémont, St-Luc and la Visitation de Champlain.

(b) The electoral district of Nicolet.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1966.

14617-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de l'Horlogerie de Montréal, établi en exécution du décret numéro 586 du 23 mars 1965, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 492 du 22 mars 1966, section « J », le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1^{er} avril 1966 au 1^{er} avril 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 586 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (*salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés*).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 586 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% d'un salaire hebdomadaire établi sur la base de \$80.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 586 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (*salaire fixe, pourcentages, commissions, allocations ou bonis*).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité Paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité Paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité Paritaire par ses salariés. Le Comité Paritaire a le pouvoir d'exiger l'attestation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1966.

14617-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Watchmaker's Joint Committee of Montreal (established in pursuance of decree number 586 of March 23, 1965) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subjects to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 492 of March 22, 1966, section "J", authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from April 1, 1966 to April 1, 1967. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 586 must pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (*fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid*).

(b) Artisans governed by said decree number 586 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of a weekly salary set on the basis of \$80.00 per week.

(c) Employees governed by said decree number 586 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages (*fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses*).

2. Collection method

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect such levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of this employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire de l'Horlogerie de Montréal, pour la période se terminant le 1er avril 1967.

COMITÉ PARITAIRE DE L'HORLOGERIE DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 1er avril 1967.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales	\$ 4,500.00
Cotisations ouvrières	4,500.00
Cotisations artisanales	8,000.00
Pénalités et amendes	200.00
Honoraires d'examen	200.00
Impôt fédéral	325.00
Impôt provincial	210.00
Assurance chômage	50.00
Rentes du Québec	79.20
	\$18,064.20

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire	\$ 2,400.00
Salaire du personnel	1,500.00
Salaire des inspecteurs	5,200.00
Frais d'inspection	1,600.00
Honoraires: Bureau d'examineurs	600.00
Frais: Bureau d'examineurs	250.00
Loyer et Taxes	900.00
Frais judiciaires	200.00
Frais de vérification	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	500.00
Poste, téléphone, télégramme	650.00
Jetons de présence (membres du Comité)	600.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	1,200.00
Assurance-chômage	100.00
Assurance caution	10.00
Impôt fédéral	325.00
Impôt provincial	210.00
Rentes du Québec	158.40
	\$16,803.40

Excédent des recettes sur les déboursés avant dépréciation. \$ 1,260.80

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1966. 14617-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la Navigation Côtière et Intérieure du Port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 406 du 26 février 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 572 du 29 mars 1966, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des coti-

3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

A statement of estimated receipts and disbursements of the Watchmaker's Joint Committee of Montreal for the period ending April 1, 1967, is given below.

WATCHMAKER'S JOINT COMMITTEE OF MONTREAL

Statement of estimated receipts and disbursements for the period ending April 1, 1967.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues	\$ 4,500.00
Employees' dues	4,500.00
Artisans' dues	8,000.00
Penalties and fines	200.00
Examination fees	200.00
Federal tax	325.00
Provincial tax	210.00
Unemployment Insurance	50.00
Québec Pension Plan	79.20
	\$18,064.20

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary	\$ 2,400.00
Staff's salary	1,500.00
Inspectors' salaries	5,200.00
Salaries expenses	1,600.00
Fees: Board of Examiners	600.00
Expenses: Board of Examiners	250.00
Rent and taxes	900.00
Legal fees	200.00
Auditor's fees	400.00
Printing, stationery, office equipment	500.00
Postage, telephone, telegrams	650.00
Attendance tokens (Committee members)	600.00
Travelling expenses (Committee members)	1,200.00
Unemployment Insurance	100.00
Fidelity bond	10.00
Federal tax	325.00
Provincial tax	210.00
Québec Pension Plan	158.40
	\$16,803.40

Surplus, before depreciation. \$ 1,260.80

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1966. 14617-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal (established in pursuance of decree number 406 of February 26, 1964) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to said decree, according to the conditions mentioned below.

sations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 avril 1966 au 15 avril 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 406 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 406 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'attestation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de la Navigation côtière et intérieure du port de Montréal pour la période comprise entre le 15 avril 1966 et le 15 avril 1967.

COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET
INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL
Siège social: 353, St-Nicolas, suite 105,
Montréal

État des recettes et déboursés prévus pour la
période du 15 avril 1966 au 15 avril 1967.

Recettes:

Cotisations patronales	\$ 5,670.00
Cotisations ouvrières	5,670.00
Revenus de loyer	185.00
Intérêts de banque	460.00
Fonds de pension	375.00
Rentes du Québec	79.20
	\$12,439.20

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 5,116.00
Loyer et taxes	1,157.52
Frais de vérification	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	225.00
Poste, téléphone, télégramme	200.00
Jetons de présence (membre du comité)	660.00
Frais de déplacements (membres du comité)	2,376.00
Frais de délégation	114.00

A by-law, approved by Order in Council number 572 of March 29, 1966 section "D", authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from April 15, 1966 to April 15, 1967. It is carried out as follows:

(a) Professional employers subject to said decree number 406 shall pay the Parity Committee, dues equivalent to 1/3 of 1% of the wages paid to their employees governed by said decree.

(b) Employees subject to said decree number 406 must turn over to the Parity Committee, dues equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. Collection method

At the end of each week, the professional employer must collect, by means of a check-off the amounts due the Parity committee. These should be forwarded monthly to the said Committee, together with his own dues.

The professional employer's report should be signed before being forwarded to the Parity Committee. This Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

3. Financial report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Given below is a statement of estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal the April 15, 1966 to April 15, 1967 period.

JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL
NAVIGATION OF THE PORT OF MONTRÉAL
Head Office: suite 105, 353 St. Nicolas,
Montréal

Statement of estimated receipts and disbursements for the April 15, 1966 to April 15, 1967 period.

Receipts:

Employers' dues	\$ 5,670.00
Employees' dues	5,670.00
Rent income	185.00
Bank interest	460.00
Pension fund	375.00
Québec Pension Plan	79.20
	\$12,439.20

Disbursements:

Secretary's salary	\$ 5,116.00
Rent and taxes	1,157.52
Auditor's fees	100.00
Printing, stationery, office equipment	225.00
Postage, telephone, telegram	200.00
Attendance tokens (Committee members)	660.00
Travelling expenses (Committee members)	2,376.00
Delegation expenses	114.00

Frais d'affiliation	\$ 75.00
Assurance-groupe	281.52
Assurance-caution	10.00
Fonds de pension	781.76
Impôt fédéral	618.00
Impôt provincial	566.00
Rentes du Québec	158.40
	\$12,439.20

Affiliation fees	\$ 75.00
Group insurance	281.52
Fidelity bond	10.00
Pension fund	781.76
Federal tax	618.00
Provincial tax	566.00
Québec Pension Plan	158.40
	\$12,439.20

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1966. 14617-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1966. 14617-o

Nominations

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, prénom Name, christian name	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Nicolet	Vigeant, Alfred (1)	Avocat — Advocate	Nicolet.

(1) En remplacement de monsieur J.-Arthur Désilets, démissionnaire. — In place of Mr. J.-Arthur Désilets, resigner.

Québec, le 1er avril 1966.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

14615-o

Correction

Dans l'avis de nomination de présidents d'élection publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1966, à la page 1763, veuillez lire, au nom de Bruneau, J.-Wilfrid, « Rentier » au lieu de « Registrateur ».

14615-o

Quebec, April 1, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

14615-o

Correction

In the notice of the appointment of returning-officer published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1966, on page 1763, kindly read, opposite the name Bruneau, J.-Wilfrid, "Retired" instead of "Registrar".

14615-o

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU QUE la forêt est une des plus importantes richesses de la province;

ATTENDU qu'il importe d'en assurer la conservation et la restauration par tous les moyens possibles;

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, { WHEREAS the forest is one of the most important sources of wealth of the Province;

WHEREAS it is expedient to insure its conservation and restoration by all possible means;

ATTENDU QUE ceci ne peut se réaliser que dans la mesure où la population a une mentalité vraiment forestière;

ATTENDU QUE cette mentalité est à la base du culte de l'arbre;

Vu l'article 165 de la Loi des terres et forêts, Statuts refondus, 1964, chapitre 92.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 383, en date du 8 mars 1966, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 165 du chapitre 92 des Statuts refondus, 1964, que la période du 8 au 14 mai 1966 soit fixée pour désigner, dans la province, la « fête des Arbres » ou la « Semaine de l'arbre ».

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre.

*Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,*
LUCIEN DARVEAU.

14557-0

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

*Le Sous-procureur
général,*
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU qu'aux termes des Statuts refondus de Québec, 1964, le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commencent les termes de la Cour du Banc de la Reine dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts, et peut les changer pareillement;

ATTENDU que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance, en matière criminelle, pour le district de Beauharnois, est fixée au dernier jeudi de janvier de chaque année;

ATTENDU que, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il y a lieu de fixer pour l'avenir, y compris l'année mil neuf cent soixante-six, la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance,

WHEREAS this can only be realized insofar as the population is forestry minded;

WHEREAS this mental attitude is the basis of arboriculture;

PURSUANT to section 165 of the Lands and Forests Act, Revised Statutes, 1964, chapter 92;

THEREOF, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 383, dated March 8, 1966, We have ruled and ordered and, by the presents, rule and order, in conformity with the provisions of section 165 of chapter 92 of the Revised Statutes, 1964, that the period of May 8 to May 14, 1966 be fixed to designate, in the Province, "Arbor Days" or "Arbor Week".

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command.

LUCIEN DARVEAU,
*Associate Assistant Secretary
of the Province.*

14557

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, { WHEREAS on the terms of the Revised Statutes of Quebec, 1964, the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of Queen's Bench (Crown side) shall commence in any district and can change them in the same manner;

WHEREAS the date of the opening of the term of the Court of Queen's Bench (Crown side), for the district of Beauharnois, is fixed for the last Thursday of January of each year;

WHEREAS in the interest of the good administration of justice, it is expedient, in the future, including one thousand nine hundred and sixty-six, to fix the date of the opening of the term of the Court of Queen's Bench (Crown side), for

en matière criminelle, pour le district de Beauharnois, au premier lundi d'octobre de chaque année.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 392, en date du 8 mars 1966, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons, conformément à l'article 68 du chapitre 20 des Statuts refondus de Québec, 1964, que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance, en matière criminelle, pour le district de Beauharnois, soit changée, pour l'avenir, y compris l'année 1966 du dernier jeudi de janvier de chaque année au premier lundi d'octobre de chaque année.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre.

*Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,*

LUCIEN DARVEAU.

14557-0

the district of Beauharnois, on the first Monday of October of each year.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 392, dated March 8, 1966, We have ruled and ordered, and, by the presents, rule and order, in conformity with section 68 of chapter 20 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, that the date of the opening of the term of the Court of Queen's Bench (Crown side), in the district of Beauharnois, be changed in the future, including 1966, the last Thursday of January of each year to the first Monday of October of each year.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command.

LUCIEN DARVEAU,
*Associate Assistant Secretary
of the Province.*

14557

Soumissions

Ville d'Estérel Comté de Terrebonne

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions, publiée à la page 1899 dans la *Gazette officielle de Québec*, du 26 mars 1966, pour une émission de \$67,000 d'obligations, le tableau d'amortissement devra se lire comme suit:

1er mai 1967.....	\$ 2,000
1er mai 1968.....	2,000
1er mai 1969.....	2,000
1er mai 1970.....	2,000
1er mai 1971.....	2,000
1er mai 1972.....	2,000
1er mai 1973.....	2,000
1er mai 1974.....	2,000
1er mai 1975.....	2,000
1er mai 1976.....	2,000
1er mai 1977.....	2,000
1er mai 1978.....	2,000
1er mai 1979.....	2,000
1er mai 1980.....	2,000
1er mai 1981.....	1,500
1er mai 1982.....	1,500
1er mai 1983.....	1,500
1er mai 1984.....	1,500
1er mai 1985.....	1,500
1er mai 1986.....	31,500

Tenders

Town of Estérel County of Terrebonne

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 1899 of the *Quebec Official Gazette*, of March 26, 1966, in respect to an issue of \$67,000 of bonds, the table of redemption should read as follows:

May 1, 1967.....	\$ 2,000
May 1, 1968.....	2,000
May 1, 1969.....	2,000
May 1, 1970.....	2,000
May 1, 1971.....	2,000
May 1, 1972.....	2,000
May 1, 1973.....	2,000
May 1, 1974.....	2,000
May 1, 1975.....	2,000
May 1, 1976.....	2,000
May 1, 1977.....	2,000
May 1, 1978.....	2,000
May 1, 1979.....	2,000
May 1, 1980.....	2,000
May 1, 1981.....	1,500
May 1, 1982.....	1,500
May 1, 1983.....	1,500
May 1, 1984.....	1,500
May 1, 1985.....	1,500
May 1, 1986.....	31,500

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demance de soumissions indiquée ci-haut demeurent inchangés.

Estérel, 30 mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE BLAIN.

Hôtel de ville,
Blvd. Estérel, C.P. 8,
Estérel, (Terrebonne), P.Q. 14575-0

Ville de Repentigny
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné H. Léon Leblanc, greffier, Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de L'Assomption, P. Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 27 avril 1966, pour l'achat de \$690,000 d'obligations de la ville de Repentigny, Comté de L'Assomption, datées du 1er mai 1966 et remboursables par séries du 1er mai 1967 au 1er mai 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 64 — \$233,000 — renouvellement; 185 — \$65,000 — égouts; 186 — \$84,000 — aqueduc; 189 — \$20,000 — voirie; 197 — \$26,000 — éclairage et pavage; 209 — \$174,500 — aqueduc, égouts, voirie; 214 — \$61,000 — aqueduc; 222 — \$7,800 — voirie; 224 — \$18,700 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1966.

Tableau d'amortissement — \$690,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1967	\$ 15,000
1er mai 1968	16,000
1er mai 1969	16,000
1er mai 1970	17,000
1er mai 1971	17,000
1er mai 1972	18,000
1er mai 1973	19,000
1er mai 1974	20,000
1er mai 1975	21,000
1er mai 1976	22,000
1er mai 1977	23,000
1er mai 1978	24,000
1er mai 1979	25,000
1er mai 1980	28,000
1er mai 1981	28,000
1er mai 1982	30,000
1er mai 1983	32,000
1er mai 1984	33,000
1er mai 1985	34,000
1er mai 1986	252,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Estérel, March 30, 1966.

PIERRE BLAIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Estérel Blvd., P.O. Box 8,
Estérel, (Terrebonne), P.Q. 14575-0

Town of Repentigny
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H. Léon Leblanc, town clerk, Town Hall, 435 Notre-Dame Street, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, April 27, 1966, for the purchase of an issue of \$690,000 of bonds for the town of Repentigny, county of L'Assomption, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967 to May 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 64 — \$233,000 — renewal; 185 — \$65,000 — sewers; 186 — \$84,000 — aqueduct; 189 — \$20,000 — roads; 197 — \$26,000 — lighting and paving; 209 — \$174,500 — aqueduct, sewers, roads; 214 — \$61,000 — aqueduct; 222 — \$7,800 — roads; 224 — \$18,700 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — \$690,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1967	\$ 15,000
May 1, 1968	16,000
May 1, 1969	16,000
May 1, 1970	17,000
May 1, 1971	17,000
May 1, 1972	18,000
May 1, 1973	19,000
May 1, 1974	20,000
May 1, 1975	21,000
May 1, 1976	22,000
May 1, 1977	23,000
May 1, 1978	24,000
May 1, 1979	25,000
May 1, 1980	28,000
May 1, 1981	28,000
May 1, 1982	30,000
May 1, 1983	32,000
May 1, 1984	33,000
May 1, 1985	34,000
May 1, 1986	252,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 27 avril 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 31 mars 1966.

Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4010, code 514. 14584-0

Ville de Victoriaville
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me René Crochetière, greffier, Hôtel de Ville, 1, rue Notre-Dame ouest, Victoriaville, comté d'Arthabaska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 25 avril 1966, pour l'achat de \$517,000 d'obligations de la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska, datées du 1er mai 1966 et remboursables par séries du 1er mai 1967 au 1er mai 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 169 N.S.—\$144,000 — aqueduc, égouts, voirie; 174 N.S.—\$175,000 — aqueduc, égouts, et achat de terrains; 175 N.S.—\$68,000 — achat de terrains; 179 N.S.—\$130,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1966.

Tableau d'amortissement — \$517,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1967	\$15,500
1er mai 1968	16,000
1er mai 1969	17,000
1er mai 1970	18,000
1er mai 1971	19,500
1er mai 1972	19,500
1er mai 1973	21,500
1er mai 1974	22,000
1er mai 1975	23,000
1er mai 1976	24,000
1er mai 1977	25,500
1er mai 1978	26,500
1er mai 1979	28,000
1er mai 1980	29,000
1er mai 1981	30,500
1er mai 1982	32,000
1er mai 1983	34,000
1er mai 1984	36,000
1er mai 1985	37,500
1er mai 1986	42,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, April 27, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the town Hall, 435 Notre-Dame Street, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption), March 31, 1966.

H. LÉON LEBLANC,
Town clerk.

Town Hall, 435 Notre-Dame Street,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4010, code 514. 14584

Town of Victoriaville
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me René Crochetière, town clerk, Town Hall, 1 Notre-Dame St. West, Victoriaville, county of Arthabaska, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, April 25, 1966, for the purchase of an issue of \$517,000 of bonds for the town of Victoriaville, county of Arthabaska, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967 to May 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws No. 169 N.S.—\$144,000 — aqueduct, sewers, roads; 174 N.S.—\$175,000 — aqueduct, sewers, and purchase of terrains; 175 N.S.—\$68,000 — purchase of terrains; 179 N.S.—\$130,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — \$517,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1967	\$ 15,500
May 1, 1968	16,000
May 1, 1969	17,000
May 1, 1970	18,000
May 1, 1971	19,500
May 1, 1972	19,500
May 1, 1973	21,500
May 1, 1974	22,000
May 1, 1975	23,000
May 1, 1976	24,000
May 1, 1977	25,500
May 1, 1978	26,500
May 1, 1979	28,000
May 1, 1980	29,000
May 1, 1981	30,500
May 1, 1982	32,000
May 1, 1983	34,000
May 1, 1984	36,000
May 1, 1985	37,500
May 1, 1986	42,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only.

suiuant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Victoriaville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal 1 % du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 avril 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1, rue Notre-Dame ouest, Victoriaville, comté d'Arthabaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Victoriaville, (Comté d'Arthabaska), ce 1^{er} avril 1966.

Le Greffier,

ME RENÉ CROCHETIÈRE.

Hôtel de Ville, 1, rue Notre-Dame ouest,

Victoriaville, (Arthabaska), P.Q.

Téléphone: 752-5528, code 819. 14600-o

Village de St-Henri

Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Roberge, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., à 14, rue de la Gare, St-Henri, comté de Lévis, P.Q., et par après de 7:30 heures p.m., à 8 heures p.m., à la Salle paroissiale, 221, rue Commerciale, St-Henri, comté de Lévis, lundi le 25 avril 1966, pour l'achat de \$52,000 d'obligations du village de St-Henri, comté de Lévis datées du 1^{er} mai 1966 et remboursables par séries du 1^{er} mai 1967 au 1^{er} mai 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1^{er} mai et 1^{er} novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 76 — \$52,000 — renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} mai 1966.

Tableau d'amortissement — \$52,000 — 15 ans

Année	Capital
1 ^{er} mai 1967	\$3,000
1 ^{er} mai 1968	3,000
1 ^{er} mai 1969	3,000
1 ^{er} mai 1970	3,000
1 ^{er} mai 1971	3,000
1 ^{er} mai 1972	3,000
1 ^{er} mai 1973	3,500
1 ^{er} mai 1974	3,500
1 ^{er} mai 1975	3,500
1 ^{er} mai 1976	3,500
1 ^{er} mai 1977	4,000
1 ^{er} mai 1978	4,000
1 ^{er} mai 1979	4,000
1 ^{er} mai 1980	4,500
1 ^{er} mai 1981	3,500

and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Victoriaville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 25, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the town Hall, 1 Notre-Dame St. W., Victoriaville, county of Arthabaska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Victoriaville, (County of Arthabaska), April 1, 1966.

ME RENÉ CROCHETIÈRE,

Town Clerk.

Town Hall, 1 Notre-Dame St. W.,

Victoriaville, (Arthabaska), P.Q.

Telephone: 752-5528, code 819. 14600

Village of St-Henri

County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Roberge, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at 14 de la Gare Street, St-Henri, county of Lévis, P.Q., and afterwards from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., at the parish hall, 221 Commerciale St., St-Henri, county of Lévis, Monday, April 25, 1966, for the purchase of an issue of \$52,000 of bonds for the village of St-Henri, county of Lévis, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967 to May 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 76 — \$52,000 — renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — \$52,000 — 15 years

Year	Capital
May 1, 1967	\$3,000
May 1, 1968	3,000
May 1, 1969	3,000
May 1, 1970	3,000
May 1, 1971	3,000
May 1, 1972	3,000
May 1, 1973	3,500
May 1, 1974	3,500
May 1, 1975	3,500
May 1, 1976	3,500
May 1, 1977	4,000
May 1, 1978	4,000
May 1, 1979	4,000
May 1, 1980	4,500
May 1, 1981	3,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 avril 1966, à 8 heures du soir, à la Salle paroissiale, 221, rue Commerciale, St-Henri, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Henri, (Comté de Lévis), ce 4 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD LABERGE.

14, rue de la Gare, C. P. 158,

St-Henri, (Lévis), P.Q.

Téléphone: No 51.

14611-0

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lévis.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 25, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the parish hall, 221 Commerciale St., St-Henri, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Henri, (County of Lévis), April 4, 1966.

GÉRARD ROBERGE,
Secretary-Treasurer.

14 de la Gare St., P. O. Box 158,

St-Henri, (Lévis), P.Q.

Téléphone: No 51.

14611

La commission scolaire régionale Youville

Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Roy, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., à 200, Blvd Salaberry, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q. et par après de 8 heures p.m. à 8:30 heures p.m., à la Salle de l'École Ste-Martine, rue Sherbrooke, Ste-Martine, comté de Châteauguay, mardi, le 26 avril 1966, pour l'achat de \$102,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Youville, comté de Châteauguay, datées du 1er mai 1966 et remboursables par séries du 1er mai 1967 au 1er mai 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 1er février 1966 — \$102,000 — construction d'une école préfabriquée de 12 classes et une école préfabriquée de 4 classes

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1966.

Tableau d'amortissement — \$102,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1967	x \$36,000
1er mai 1968	2,000
1er mai 1969	2,000
1er mai 1970	2,000
1er mai 1971	2,500
1er mai 1972	2,500
1er mai 1973	2,500
1er mai 1974	3,000
1er mai 1975	3,000
1er mai 1976	3,000
1er mai 1977	3,500
1er mai 1978	3,500

Youville regional school board

County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Roy, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at 200 Salaberry Blvd., Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q., and thereafter from 8:00 o'clock p.m., until 8:30 o'clock p.m., in the Ste-Martine School hall, Sherbrooke St., Ste-Martine, county of Châteauguay, Tuesday, April 26, 1966, for the purchase of an issue of \$102,000 of bonds for the Youville Regional School Board, county of Châteauguay, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967 to May 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 1, 1966 — \$102,000 — construction of a 12-class prefabricated school and a 4-class prefabricated school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — \$102,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1967	x \$36,000
May 1, 1968	2,000
May 1, 1969	2,000
May 1, 1970	2,000
May 1, 1971	2,500
May 1, 1972	2,500
May 1, 1973	2,500
May 1, 1974	3,000
May 1, 1975	3,000
May 1, 1976	3,000
May 1, 1977	3,500
May 1, 1978	3,500

1er mai 1979.....	\$ 3,500
1er mai 1980.....	4,000
1er mai 1981.....	4,000
1er mai 1982.....	4,500
1er mai 1983.....	4,500
1er mai 1984.....	5,000
1er mai 1985.....	5,500
1er mai 1986.....	5,500

Le « x » indique l'année durant laquelle le versement d'un octroi total de \$36,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement de \$36,000 en 1967 sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 26 avril 1966, à 8.30 heures p.m., à la Salle de l'École Ste-Martine, rue Sherbrooke, Ste-Martine, comté de Châteauguay, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 4 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL ROY.

200, Blvd Salaberry,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 691-9320, code 514. 14620-o

May 1, 1979.....	\$ 3,500
May 1, 1980.....	4,000
May 1, 1981.....	4,000
May 1, 1982.....	4,500
May 1, 1983.....	4,500
May 1, 1984.....	5,000
May 1, 1985.....	5,500
May 1, 1986.....	5,500

The letter "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$36,000 granted by the Provincial Government and payable in one instalment of \$36,000 in 1967, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, April 26, 1966, at 8:30 o'clock p.m., in the Ste-Martine School hall, Sherbrooke St., Ste-Martine, county of Châteauguay, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (County of Châteauguay), April 4, 1966.

MARCEL ROY,
Secretary-Treasurer.

200 Salaberry Blvd.,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 691-9320, code 514. 14620

Paroisse de St-Jean-l'Évangéliste Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges-Émile Bouchard, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m. à 39, Chemin Grand Bernier, St-Jean, (St-Jean), P.Q. et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m., à la Salle de l'École St-Patrick, Intersection rue Towner et Chemin Richelieu, St-Jean, (St-Jean), P.Q., lundi, le 25 avril 1966, pour l'achat de \$600,000 d'obligations de la paroisse de St-Jean-l'Évangéliste, comté de St-Jean, datées du 1er mai 1966 et remboursables par séries du 1er mai 1967 au 1er mai 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Parish of St-Jean-l'Évangéliste County of St-John's

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges-Émile Bouchard, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at 39 Grand Bernier Road, St-Jean, (St-Jean), P.Q., and after from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., at the St-Patrick School Hall, at the intersection of Towner Street and Richelieu Road, St-Jean, (St-Jean), P.Q., Monday, April 25, 1966, for the purchase of an issue of \$600,000 of bonds for the parish of St-Jean-l'Évangéliste, county of St-Jean, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967 to May 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos: 86 — \$300,000 — réseau d'égouts sanitaires; 87 — \$300,000 — réseau d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1966.

Tableau d'amortissement — \$600,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1967	\$ 4,000
1er mai 1968	4,000
1er mai 1969	4,000
1er mai 1970	5,000
1er mai 1971	5,000
1er mai 1972	5,000
1er mai 1973	5,000
1er mai 1974	6,000
1er mai 1975	6,000
1er mai 1976	6,000
1er mai 1977	7,000
1er mai 1978	7,000
1er mai 1979	8,000
1er mai 1980	8,000
1er mai 1981	9,000
1er mai 1982	9,000
1er mai 1983	10,000
1er mai 1984	10,000
1er mai 1985	11,000
1er mai 1986	471,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 avril 1966, à 8 heures p.m., à la Salle de l'École St-Patrick, Intersection rue Towner et Chemin Richelieu, St-Jean, comté de St-Jean.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean, (Comté de St-Jean), ce 4 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-ÉMILE BOUCHARD.

39, Chemin Grand Bernier,
St-Jean, (St-Jean), P.Q.,
Téléphone: 347-1012, code 514. 14623-0

By-law Nos: 86 — \$300,000 — sanitary sewer systems; 87 — \$300,000 — aqueduct system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — \$600,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1967	\$ 4,000
May 1, 1968	4,000
May 1, 1969	4,000
May 1, 1970	5,000
May 1, 1971	5,000
May 1, 1972	5,000
May 1, 1973	5,000
May 1, 1974	6,000
May 1, 1975	6,000
May 1, 1976	6,000
May 1, 1977	7,000
May 1, 1978	7,000
May 1, 1979	8,000
May 1, 1980	8,000
May 1, 1981	9,000
May 1, 1982	9,000
May 1, 1983	10,000
May 1, 1984	10,000
May 1, 1985	11,000
May 1, 1986	471,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John's.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, April 25, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at St-Patrick's School Hall, intersection of Towner Street and Richelieu Road, St-John's, county of St-John's.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St-John's, (County of St-John's), April 4, 1966.

GEORGES-ÉMILE BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

39 Grand Bernier Road,
St-John's, (St-John's), P.Q.,
Telephone: 347-1012, code 514. 14623

Syndicats professionnels

Le Syndicat national des travailleurs
de l'amiante de Lake Asbestos
of Quebec Ltd. inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 mars 1966, autorisé le changement de nom

Professional Syndicates

Le Syndicat national des travailleurs
de l'amiante de Lake Asbestos
of Quebec Ltd. inc.

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on March 3, 1966, has authorized the

du « Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos Ltd. », dont la constitution a été autorisée le 6 avril 1959, et dont le siège social est situé à Thetford Mines, en celui de « Le Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos of Quebec Ltd. inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 7 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14612-o

194-58

Syndicat professionnel des pomiculteurs de l'Est du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat professionnel des pomiculteurs de l'Est du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 28 mars 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Pierre, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Québec, le 31 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14613-o

25-66

change of name of "Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos Ltd.", the incorporation of which was authorized on April 6, 1959, and the head office of which is situated in Thetford Mines, to that of "Le Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos of Quebec Ltd. inc.", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, March 7, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14612

194-58

Syndicat professionnel des pomiculteurs de l'Est du Québec

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat professionnel des pomiculteurs de l'Est du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on March 28, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Pierre Ile d'Orléans, judicial district of Quebec.

Quebec, March 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14613

25-66

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai 1965, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, à onze heures du matin, le cinquième jour de mai 1966, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 15 mars 1966.

Canadian Pacific Express Company
Le Surintendant général,
E. M. TRASHER.

14345-11-6-o

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of May 1965, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 5th day of May 1966, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., March 15, 1966.

Canadian Pacific Express Company
E. M. TRASHER,
General Superintendent.

14345-11-6-o

Vente par licitation

Hamburger vs Milstein et al

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 659 719. Martin Hamburger, demandeur, vs Dame Sarah Milstein et al., défendeurs.

Avis de vente aux enchères

Avis est par les présentes donné que l'immeuble ci-après décrit, à savoir:

« Un emplacement ayant front sur l'Avenue Wiseman, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision 287 du lot originaire numéro 634 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, contenant

Sale of Licitiation

Hamburger vs Milstein et al

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 659 719. Martin Hamburger, plaintiff, vs Dame Sarah Milstein et al., defendants.

Notice of sale by licitation

Notice is hereby given that the following immoveable property, namely:

"An emplacement fronting on Wiseman Avenue, in the city of Montreal, known and designated as subdivision 287 of original lot number 634 on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, containing

une superficie de 25 pieds en largeur par une profondeur de 71 pieds, mesures anglaises et plus ou moins.

Avec l'immeuble semi-détaché y dessus érigé, portant les numéros civiques 7788 et 7790 de ladite Avenue Wiseman, duquel immeuble les murs sud-est et nord-est sont mitoyens ».

sera mis aux enchères et adjugé au plus offrant ou dernier enchérisseur, à la séance de la Cour Supérieure, district de Montréal, le SIXIÈME jour de MAI 1966, à DIX heures a.m., aux conditions stipulées au cahier des charges.

Toutes oppositions à la vente devant être produites au plus tard le 23 avril 1966 et toutes oppositions à fin de conserver doivent être produites dans les six (6) jours de l'adjudication, le tout sous peine de forclusion.

Montréal, le 28 mars 1966.

Les Avocats du demandeur,

14585-14-2-0

ADESKY & KINGSTONE.

a width of 25 feet by a depth of 71 feet, English measure and more or less.

With the semi-detached building thereon erected bearing civic numbers 7788 and 7790 of the said Wiseman Avenue, whereof the south-easterly and the north-westerly walls are mitoyen".

will be sold by licitation and sold to the higher or last bidder, on the SIXTH day of MAY 1966, at TEN a.m., before the Superior Court of Montreal, in accordance with the conditions stipulated in the list of charges.

Any opposition to the said sale to be filed on/or before the 23rd day of April 1966, and any oppositions "à fin de conserver" to be produced within six (6) days from the date of adjudication, the whole under peine of foreclosure.

Montreal, March 28, 1966.

ADESKY & KINGSTONE,

14585-14-2-0

Attorneys for plaintiff.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 32,463. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demanderesse, *vs* PHILIPPE HARTON, cultivateur, de St-Ludger, comté de Frontenac, défendeur, et ANDRÉ TROTTIER, 230 ouest, rue King, Sherbrooke, en sa qualité de syndic à la cession de biens du défendeur, mis-en-cause.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

« 1. Une terre à St-Ludger, Frontenac, étant le lot numéro six-A (6-A) du cadastre pour le rang sept (VII) canton de Risborough, en le comté de Frontenac;

2. Avec un autre terrain ayant trois arpents et un quart de largeur sur toute la profondeur comprise à partir du chemin public à aller vers le sud-ouest à la partie en bois sur le même lot, à prendre et mesurer sur le côté sud-est, étant partie du lot numéro six-A (P. 6-A) du rang six (VI) canton Risborough, Frontenac; borné au nord-est au chemin public; en arrière au sud-ouest à la partie dudit lot 6-A, en bois; au nord-ouest au résidu dudit lot 6-A appartenant à Placide Fillion, ou représentants; et au sud-est au terrain de Placide Fillion, ou représentants; 6-B;

3. Avec toutes bâtisses dessus construites, et dépendances;

Sujet ledit lot 6-A à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte en date du 7 octobre 1948, devant Me. L. M. Veilleux, N.P., enregistré sous No 51840. »

Sauf et à distraire:

« Deux lisières de terrain à prendre et à distraire des lots de terre nos 6-A du rang VI et 6-A du rang VII, aux plan et livre de renvoi officiels

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 32,463. **THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* PHILIPPE HARTON, farmer, of St-Ludger, county of Frontenac, defendant, and ANDRÉ TROTTIER, 230 King St. West, Sherbrooke, in his capacity as trustee of the transfer of property of the defendant, mis-en-cause.

The immovables hereinafter described to be sold "en bloc":

"1. A farm in St-Ludger, Frontenac, being lot number six-A (6-A) in the cadaster of Range seven (VII), township of Risborough, in the county of Frontenac;

2. With another lot of land measuring three and one-quarter arpents in width by the entire depth comprised from the public road going towards the south-west to the wooded part of the same lot, to be taken and measured along the south-east side, being part of lot number six-A (P. 6-A) on Range six (VI), township of Risborough, Frontenac, bounded on the north-east by the public road, in the rear, on the south-west, by part of said lot 6-A, wooded, on the north-west by the remainder of said lot 6-A belonging to Placide Fillion or representatives, and on the south-east by the land belonging to Placide Fillion or representatives; 6-B;

3. With all the buildings thereon constructed, and dependencies;

Said lot 6-A is subject to a servitude in favour of The Shawinigan Water & Power Co., according to the deed dated October 7, 1948, by Me L. M. Veilleux, N.P., registered under No. 51840."

Save and to be withdrawn:

"Two strips of land to be taken and withdrawn from lots of land No. 6-A on Range VI and 6-A on Range VII on the official plan and in the book

du cadastre du canton de Risborough, comté de Frontenac, indiquées par les lettres « A B C D A » et « E F G H E » sur un plan préparé par M. Gaétan Lebrun, A.G., en date du 11 février 1964, et décrites comme suit:

a) une première lisière de terrain de forme irrégulière située à l'est de la route actuelle, à prendre et à distraire du lot de terre no 6-A du rang VII aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Risborough, indiquée par les lettres « A B C D A » sur un plan préparé par M. Gaétan Lebrun, A.G., en date du 11 février 1964; superficie: 6235 pieds carrés; bornés: vers le nord et vers l'est par partie du lot de terre no 6-A du rang 7 de Risborough, appartenant à Philippe Harton; vers le sud, par partie du lot de terre no 6-D du rang 7 de Risborough, appartenant à M. Arthur Robert; et vers l'ouest par la route actuelle.

b) une autre lisière de terrain de figure irrégulière située à l'ouest de la route actuelle, à prendre et à distraire du lot de terre no 6-A du rang VI aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Risborough, indiquée par les lettres « E F G H E » sur un plan préparé par M. Gaétan Lebrun, A.G., en date du 11 février 1964; superficie: 10,170 pieds carrés, mesure anglaise; bornés: vers le sud, par partie du lot de terre no 6-B du rang 6 Risborough, appartenant à M. Placide Fillion; vers l'est par la route actuelle; vers l'ouest, par partie du lot 6-A du rang VI de Risborough, appartenant à Philippe Harton; et vers le nord, par partie du lot 6-A du rang VI de Risborough, appartenant à M. Philippe Harton.

Superficie totale: 16,405 pieds carrés, mesure anglaise.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Ludger, comté de Frontenac, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif*,
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD,
le 9 mars 1966. 14381-11-2-0
[Première insertion: 19 mars 1966.]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966.]

of reference of the cadaster of the township of Risborough, county of Frontenac, indicated by letters "A B C D A" and "E F G H E" on a plan drawn up by Mr. Gaétan Lebrun, L.S., dated February 11, 1964, and described as follows:

(a) A first strip of land of irregular shape situated east of the present road, to be taken and withdrawn from lot of land No. 6-A on Range VII on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Risborough, indicated by letters "A B C D A" on a plan drawn up by Mr. Gaétan Lebrun, L.S., on February 11, 1964; area: 6235 square feet; bounded on the north and on the east by part of lot of land No. 6-A on Range 7 in Risborough, belonging to Philippe Harton, on the south by part of lot of land No. 6-D on Range 7 in Risborough, belonging to Mr. Arthur Robert, and on the west by the present road.

(b) Another strip of land of irregular shape situated west of the present road, to be taken and withdrawn from lot of land No. 6-A on Range VI on the official plan and in the book of reference of the township of Risborough, indicated by letters "E F G H E" on a plan drawn up by Mr. Gaétan Lebrun, L.S., dated February 11, 1964; area: 10,170 square feet, English measure; bounded on the south by part of the lot of land No. 6-B on Range 6, Risborough, belonging to Mr. Placide Fillion, on the east by the present road, on the west by part of lot 6-A on Range VI in Risborough, belonging to Philippe Harton, and on the north by part of lot 6-A on Range VI in Risborough, belonging to Mr. Philippe Harton.

Total area: 16,405 square feet, English measure.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Ludger, county of Frontenac, on the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, Deputy-Sheriff.
March 9, 1966. 14381-11-2
[First insertion: March 19, 1966.]
[Second insertion: April 9, 1966.]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois
Cour Municipale de la ville de Dorion

No E-439. { LA VILLE DE DORION, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la ville de Dorion, district de Beauharnois, demanderesse, contre DAME C. LAFRANCE DIOTTE, épouse commune en biens de Raymond Diotte et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la municipalité des Cèdres, district de Beauharnois, défendeurs, a obtenu devant la Cour municipale de Dorion, district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

Le lot 143, subdivision 92 du cadastre officiel de la paroisse St-Michel de Vaudreuil, situé en la ville de Dorion et décrit comme suit: De figure irrégulière, borné au nord-est par une partie non divisée du lot no 143, au sud-est par le lot 143-75 (rue) au sud-ouest par le lot 143-91 et au nord-ouest par le lot 143-70 et 69, mesurant 60' de largeur par une profondeur de 169.55'

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District of Beauharnois
Municipal Court of the town of Dorion

No. E-439. { THE TOWN OF DORION, a corporation legally incorporated, having its head office in the town of Dorion, district of Beauharnois, plaintiff, against MRS. C. LAFRANCE DIOTTE, wife common as to property of Raymond Diotte and the latter a party of the presents to authorize his wife for the presents, both of the municipality of des Cèdres, district of Beauharnois, defendants, has obtained before the Municipal Court of Dorion, district of Beauharnois, judgment declaring the following immoveable, to wit:

Lot 143, subdivision 92 of the official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, situated in the town of Dorion and described as follows: Of an irregular figure, bounded on the northeast by an undivided part of lot No. 143, on the southeast by lot 143-75 (Street), on the southwest by lot 143-91 and on the northwest by lot 143-70 and 69, measuring 60' in width by a depth

dans la ligne nord-est et par 169.65' dans sa ligne sud-ouest et mesurant en superficie 10176' car. m. a., avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 325,327 du boulevard Chicoine en la ville de Dorion.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Jean-Baptiste de Dorion, comté de Vaudreuil, district de Beauharnois, le MERCREDI le ONZIÈME jour de MAI 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, le 30 mars 1966. 14587-14-2-o
[Première insertion: le 9 avril 1966]

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, { **LES MINOTERIES PHÉ-**
Bref No 563. { **NIX LTÉE** corps poli-
tique et incorporé ayant son
siège social à Montréal district de Montréal,
demandeur, *vs* JEAN LOUIS BERGERON 107,
Notre-Dame, Notre-Dame du Bon Conseil,
(aujourd'hui demeurant à 218 Chemin Senneville),
Senneville, Montréal, défendeur.

Désignation:

Un lot ou emplacement, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Wendover, comté de Drummond, comme étant la subdivision numéro cinq du lot numéro trois cent soixante-deux (362-5). Avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil, comté de Drummond, MERCREDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
STEPHEN DOLAN.

Bureau du Shérif,
14383-11-2
[Première insertion: le 19 mars 1966]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { **OFFICE DU CRÉDIT**
No 7648. { **AGRICOLE DE QUÉ-**
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, *vs*
LIONEL PROULX, autrefois fermier de Percé,
comté de Gaspé, présentement domicilié à
Toronto, défendeur.

« Un certain morceau ou parcelle de terrain situé en la municipalité de Percé, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé comme faisant partie du lot No 637 du deuxième rang dudit canton de Percé, et mesurant un acre et demie de largeur sur onze acres de profondeur, plus ou moins, étant borné au nord par la propriété occupée par Willie Biard, au sud par la propriété occupée par Joseph Proulx, à l'est par la propriété occupée par Daniel Dashey et à l'ouest par la propriété occupée par Clifton Flynn, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

of 169.55' in the northeast line and by 169.65' in its southwest line and measuring in area 10176' square feet, E.M. with buildings erected thereon and bearing civic numbers 325,327 Chicoine Boulevard in the town of Dorion.

To be sold at the door of the church of St-Jean-Baptiste of Dorion, county of Vaudreuil, district of Beauharnois, WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's office,
Valleyfield, March 30, 1966. 14587-14-2
[First insertion: April 9, 1966]

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Superior Court, { **LES MINOTERIES PHÉ-**
Writ No. 563. { **NIX LTÉE**, body poli-
tic and corporate having its
head office in Montreal, district of Montreal,
plaintiff, *vs* JEAN LOUIS BERGERON, 107
Notre-Dame, Notre-Dame du Bon Conseil,
(to-day residing at 218 Senneville Road), Senneville, Montreal, defendant.

Description:

A lot or emplacement, known and designated on the official plan and book of reference for the township of Wendover, county of Drummond, as being subdivision number five of lot number three hundred and sixty-two (362-5). With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Bon Conseil, county of Drummond, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
14383-11-2-o
[First insertion: March 19, 1966]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, { **QUEBEC FARM CRED-**
No. 7648. { **IT BUREAU**, body
politic and incorporated,
having its head office at Québec; *vs* LIONEL
PROULX, formerly farmer of Percé, county of
Gaspé, now domiciled at Toronto, defendant.

“A certain piece of parcel of land situate in the municipality of Percé, county of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Percé as part of lot number 637 of the second range of the said township of Percé, and measuring one and one-half acre in width by eleven acres in depth, more or less, being bounded on the north by the property occupied by Willie Biard, on the south by the property occupied by Joseph Proulx, on the east by the property occupied by Daniel Dashey and on the west by the property occupied by Clifton Flynn, with buildings thereon erected circumstances and dependencies.”

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Percé, comté et district de Gaspé, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de MAI, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, 31 mars 1966. 14601-14-2

To be sold at the parochial church door of Percé, county and district of Gaspé, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MAY 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Percé, March 31, 1966. 14601-14-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { MICHAEL DWIRE, gen-
de Montréal tilhomme, de la cité
No 701 803. } et district de Montréal, de-
mandeur, *versus*, ARES INC.,
corps politique légalement incorporé, ayant son
siège social et principale place d'affaires en la
cité et district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement connu et désigné
comme étant le numéro sept de la subdivision
originale du lot numéro huit cent (800-7) du
cadastre officiel de la paroisse de St-Henri de
Mascouche.

Avec la bâtisse dessus érigée.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec
toutes les servitudes actives et passives, appa-
rentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Henri de Mascouche, comté de l'Assomp-
tion, district de Joliette, le VENDREDI,
VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL
de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.
Joliette, ce 14 mars 1966. 14384-11-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { MICHAEL DWIRE, gen-
of Montreal tleman, of the city
No. 701 803. } and district of Montreal,
plaintiff, *vs* ARES INC., body
politic and legally incorporated, having its head
office and principal place of business in the city
and district of Montreal, defendant.

« A certain emplacement known and designated
as being number seven of the original subdivision
of lot number eight hundred (800-7) of the official
cadaster of the parish of St-Henri de Mascouche.

With the building thereon erected.

Such as the whole exists presently, with all
the active and passive servitudes, apparent or
occult attached to said immoveable. »

To be sold at the parochial church door of
St-Henri de Mascouche, county of l'Assomption,
district of Joliette, FRIDAY, the TWENTY-
NINTH day of the month of APRIL of the
year 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, March 14, 1966. 14384-11-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska
Dans l'affaire de la faillite de

Cour Supérieure, { DAME J. ARTHUR
Kamouraska, { DIONNE, (Garage J.
No 93-F. } A. Dionne), St-Pacôme, com-
té de Kamouraska, failli; *vs*
GÉRARD A. GENDRON, syndic licencié, 41,
rue de la Cour, Rivière-du-Loup, requérant.

« Un emplacement avec garage et autres
bâtisses y érigées, situé en la paroisse de St-
Pacôme, mesurant ledit terrain cent trente pieds
de front, mesuré sur la route 2-A sur la profon-
deur de soixante-seize pieds environ plus ou
moins et mesure anglaise, borné à l'ouest à la
route 2-A, à l'est à Albert Levesque et Régent
Levesque au nord à Albert Picard, au sud à
Roland Bérubé, connu et désigné au cadastre
officiel de la paroisse de St-Pacôme, sous parties
des numéros trois cent quatre-vingt-dix-sept trois
cent quatre-vingt-dix-huit et trois cent quatre-
vingt-dix-neuf (Pties 397, 398 et 399) »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-
Pacôme, comté de Kamouraska, le VINGT-
HUITIÈME jour d'AVRIL 1966, à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MORIN.
Rivière-du-Loup, 14385-11-2-0
ce 14 mars 1966. [Première insertion le 19 mars 1966]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska
In the matter of the bankruptcy of

Superior Court, { DAME J. ARTHUR
Kamouraska, { DIONNE, (Garage J.
No. 93-F. } A. Dionne), St-Pacôme, coun-
ty of Kamouraska, bankrupt;
vs GÉRARD A. GENDRON, licenced trustee,
41 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, petitioner.

« An emplacement with garage and other
buildings thereon erected, situated in the parish
of St-Pacôme, the said lot of land measuring one
hundred and thirty feet in front, measured on
road 2-A by the depth of about seventy-six feet,
more or less and English measure, bounded on
the west by road 2-A, on the east by Albert
Levesque and Regent Levesque, on the north by
Albert Picard, on the south by Roland Bérubé,
known and designated on the official cadaster
for the parish of St-Pacôme, under parties of
numbers three hundred and ninety-seven, three
hundred and ninety-eight and three hundred and
ninety-nine. (Pts. 397, 398 and 399) »

To be sold at the church door of St-Pacôme,
county of Kamouraska, on the TWENTY-
EIGHTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock
in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rivière-du-Loup, 14385-11-2
March 14, 1966. [First insertion: March 19, 1966]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { YVES LAURIER, demandeur, vs ANTOINE PIGEON, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Aimé, en la paroisse Saint-Léonard de Port Maurice, connu et désigné comme étant les lots numéros mille six cent soixante-douze, mille six cent soixante-treize, mille six cent soixante-quatorze, mille six cent soixante-quinze et cent quarante de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-seize (396-1672, 1673, 1674, 1675 et 140) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et depuis connu sous le nom 8210 Lacroix, ville de St-Léonard. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AVRIL 1966, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 14 mars 1966. 14386-11-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District de Montreal

Montreal, to wit: { YVES LAURIER, plaintiff, vs ANTOINE PIGEON, defendant.

"An emplacement having frontage on Aimé Street in the parish of Saint-Léonard de Port Maurice, known and designated as being lots number one thousand six hundred and seventy-two, one thousand six hundred and seventy-three, one thousand six hundred and seventy-four, one thousand six hundred and seventy-five and one hundred and forty of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety-six (396-1672, 1673, 1674, 1675 and 140) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and since known under number 8210 Lacroix, town of St-Léonard."

To be sold in my office, in the city of Montreal, the TWENTY-SECOND day of the month of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Montreal, March 14, 1966. 14386-11-2

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour de Magistrat, { M. CAMILLE LAVIGNE, marchand du village de Ste-Marie de Blandford, district de Nicolet, demandeur, vs M. GEORGES LAROCHE, résidant à Ste-Marie de Blandford, dit district, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de Ste-Marie de Blandford, dans le dix-septième rang du canton de Maddington, de la contenance de six arpents de largeur, sur la profondeur des terres dudit rang, soit environ vingt-sept arpents, et est connue et désignée comme étant le lot numéro cent vingt (120) pour quatre arpents de largeur, et comme étant la partie nord du lot numéro cent vingt et un (P.N.O. 121) pour deux arpents de largeur, tous du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Marie de Blandford, entre Alfred Bilodeau, au nord, et Lucien Marie, au sud, avec une maison, grange, écurie et dépendances dessus construites et aussi toute la récolte de grains à la date du 14 août 1959. Tel et ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

« Une terre située en la paroisse de Ste-Marie de Blandford, dans le dix-septième rang du canton de Maddington, de la contenance de six arpents de largeur, sur la profondeur des terres dudit rang, soit environ vingt-sept arpents, et est connue et désignée comme étant le lot numéro cent vingt (120) pour quatre arpents de largeur, et comme étant la partie nord du lot numéro cent vingt et un (P.N.O. 121) pour deux arpents de largeur, tous du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Marie de Blandford, entre Alfred Bilodeau, au nord, et Lucien Marie, au sud, avec une maison, grange, écurie et dépendances dessus construites et aussi toute la récolte de grains à la date du 14 août 1959. Tel et ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marie de Blandford, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES DOUCET.
Nicolet, ce 8 mars 1966. 14387-11-2-0

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Magistrate's Court, { MR. CAMILLE LAVIGNE, merchant of the Village of Ste-Marie de Blandford, district of Nicolet, plaintiff, vs MR. GEORGES LAROCHE, residing in Ste-Marie de Blandford, said district, defendant.

« A farm situated in the parish of Ste-Marie de Blandford, on seventeenth range in the township of Maddington, measuring six arpents in width by the depth of the farms on the said range, which is approximately twenty-seven arpents, and is known and designated as being lot number one hundred and twenty (120) for four arpents in width, and as being the north part of lot number one hundred and twenty-one (N.W. P. 121) for two arpents in width, all in the official cadaster of the county of Nicolet, parish of Ste-Marie de Blandford, situated between the land belonging to Alfred Bilodeau on the north and Lucien Marie on the south, with a house barn, stable and dependencies thereon constructed, and also the entire grain harvest of August 14, 1959. As the whole is presently to be found with the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable. »

« A farm situated in the parish of Ste-Marie de Blandford, on seventeenth range in the township of Maddington, measuring six arpents in width by the depth of the farms on the said range, which is approximately twenty-seven arpents, and is known and designated as being lot number one hundred and twenty (120) for four arpents in width, and as being the north part of lot number one hundred and twenty-one (N.W. P. 121) for two arpents in width, all in the official cadaster of the county of Nicolet, parish of Ste-Marie de Blandford, situated between the land belonging to Alfred Bilodeau on the north and Lucien Marie on the south, with a house barn, stable and dependencies thereon constructed, and also the entire grain harvest of August 14, 1959. As the whole is presently to be found with the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable. »

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Marie de Blandford, on the NINE-TEENTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,

Sheriff's Office, Nicolet, March 8, 1966. 14387-11-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **GÉRARD PAGEAU**, me-
Cour Supérieure, { nuisier, domicilié à 2337,
No 142-877. { des Colibris, Orsainville, Qué-
bec, contre **GRONDINES & FRÈRES INC.**, corps politique et incorporé, 6435, boulevard Henri Bourassa, Charlesbourg, Québec et **JEAN-CHARLES PICHER**, en sa qualité de registraire pour la division d'enregistrement de Québec.

« Le lot numéro quatre-vingt-seize (96) subdivision du lot originaire six cent cinquante-neuf (659) du cadastre de Charlesbourg, municipalité d'Orsainville, district de Québec, avec la maison dessus construite et située sur la rue dite Place des Bretons à Orsainville, district de Québec. »

Pour être vendu à la porte de l'église d'Orsainville, comté de Québec, le **VINGT-DEUXIÈME** jour d'**AVRIL** prochain à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif.

Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE.**
Québec, le 15 mars 1966. 14388-11-2-0
[Première insertion: 19 mars 1966]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966]

Fieri Facias

Québec à savoir: **THE ROYAL TRUST**
Cour Supérieure, { **COMPANY**, corpore-
No 142-643. { tion légale, ayant son siège
social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, et **NIAGARA MORTGAGE AND LOAN COMPANY LIMITED**, corporation légale, ayant son siège social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, contre **COOK CONSTRUCTION LTÉE**, corporation légale, ayant son siège social en les cité et district de Québec, et **LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC**, mis-en-cause.

« La resubdivision quarante-quatre de la subdivision cinquante et un du lot originaire deux cent six (206-51-44) du cadastre de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances, et portant le numéro civique 1296, rue Lemoyne, Sillery, P.Q. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, le **VINGT** et **UNIÈME** jour d'**AVRIL** prochain à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif.

Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE.**
Québec, le 15 mars 1966. 14389-11-2-0
[Première insertion: 19 mars 1966]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **THE ROYAL TRUST**
Cour Supérieure { **COMPANY**, corpora-
No 142-815. { tion légale, ayant son siège
social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, contre **ROGER MOREAU**, résidant en la cité de Charlesbourg, district de Québec, et **LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC**.

« Le lot numéro vingt-huit, subdivision du lot originaire trois cent quatre-vingt (380-28) et le lot numéro dix-huit, subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-un (381-18)

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: **GÉRARD PAGEAU**, car-
Superior Court, { penter, domiciled at 2337
No. 142-877. { des Colibris, Orsainville, Que-
bec, *vs* **GRONDINES & FRÈRES INC.**, body politic and corporate, 6435 Henri Bourassa Boulevard, Charlesbourg, Quebec, and **JEAN-CHARLES PICHER**, in his capacity as registrar for the registration division of Quebec.

« Lot number ninety-six (96) subdivision of original lot six hundred and fifty-nine (659) of the cadaster of Charlesbourg, municipality of Orsainville, district of Quebec, with the house thereon constructed and situated on the street called Place des Bretons at Orsainville, district of Quebec. »

To be sold at the church door of Orsainville, county of Quebec, on the **TWENTY-SECOND** day of **APRIL** next at **TEN** o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Quebec, March 15, 1966. 14388-11-2
[First insertion: March 19, 1966]
[Second insertion: April 9, 1966]

Fieri Facias

Quebec to wit: **THE ROYAL TRUST**
Superior Court, { **COMPANY**, legal cor-
No. 142-643. { poration, having its head
office in Montreal and a business office in the city and district of Quebec, and **NIAGARA MORTGAGE AND LOAN COMPANY LIMITED**, legal corporation, having its head office in Montreal and a business office in the city and district of Quebec, *vs* **COOK CONSTRUCTION LTÉE**, legal corporation, having its head office in the city and district of Quebec, and **THE REGISTRAR OF THE REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC**, mis-en-cause.

« The resubdivision forty-four of the subdivision fifty-one of original lot two hundred and six (206-51-44) of the cadaster of St-Colomb de Sillery, county of Quebec, with the building thereon erected, circumstances and dependencies, and bearing civic number 1296 Lemoyne Street, Sillery, P.Q. »

To be sold at the church door of St-Colomb de Sillery, county of Quebec, on the **TWENTY-FIRST** day of **APRIL** next at **TEN** o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Quebec, March 15, 1966. 14389-11-2
[First insertion: March 19, 1966]
[Second insertion: April 9, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: **THE ROYAL TRUST**
Superior Court, { **COMPANY**, a legal
No. 142-815. { corporation having its head
office in Montreal and a place of business in the city and district of Quebec against **ROGER MOREAU**, residing in the city of Charlesbourg, district of Quebec, and the **REGISTRAR FOR THE REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC**.

« Lot number twenty-eight, subdivision of original lot three hundred and eighty (380-28) and lot number eighteen, subdivision of original lot number three hundred and eighty-one (381-18)

du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, situé à la Place du Berger, à Charlesbourg. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Sherif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 15 mars 1966. 14390-11-2-0
[Première insertion: 19 mars 1966]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **THE ROYAL TRUST**
Cour Supérieure, **COMPANY**, corpora-
No 141-852. tion légalement constitué
ayant son siège social à Mont-

réal et un bureau d'affaire en les cité et district de Québec, contre DAME THÉRÈSE LAMBERT MONETTE, épouse judiciairement séparée de corps de Paul Monette, résidant en les cité et district de Québec, et LE REGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, mis-en-cause.

Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant la subdivision trois cent dix-huit du lot originaire quatre cent vingt-huit (428-318) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour St-Roch Nord, de la cité de Québec, mesurant trente-sept pieds et trois dixièmes (37.3') de front sur l'avenue des Bouleaux ouest et trente-neuf pieds (39') en arrière, sur soixante-quinze pieds (75') de profondeur;

Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant la redivision deux de la subdivision trois cent dix-neuf du lot originaire numéro quatre cent vingt-huit (428-319-2) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, cité de Québec, mesurant vingt pieds et six pouces (20'6") de front sur l'avenue des Bouleaux ouest, vingt pieds et six dixièmes (20.6') en arrière, sur soixante-quinze pieds (75') de profondeur;

Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant la resubdivision numéro un de la subdivision trois cent dix-neuf du lot originaire numéro quatre cent vingt-huit (428-319-1) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch Nord, de la cité de Québec, mesurant soixante-quinze pieds (75') de profondeur par neuf pieds et six pouces (9'6") de largeur;

Tous les droits, titres et intérêts que le vendeur possède sur partie de la subdivision numéro trois cent dix-sept du lot originaire numéro quatre cent vingt-huit (428-317 Ptie) du même cadastre officiel pour St-Roch Nord, cité de Québec, situé à l'arrière des trois lots ci-dessus décrits. Le tout avec la maison dessus construite, portant le numéro civique 10, avenue des Bouleaux ouest, circonstances et dépendances;

Sujet le susdit lot quatre cent vingt-huit trois cent dix-neuf un (428-319-1) du susdit cadastre à une servitude de vue en faveur des lots quatre cent vingt-huit trois cent vingt et trois cent vingt et un (428-320 et 321) du même cadastre, tel qu'établi dans un acte de vente par ledit François Roy à Irenée Létourneau, devant Me Wilfrid Bolduc, notaire, le vingt-huit octobre mil neuf cent cinquante-trois, enregistré à

of the official cadaster for the parish of Charlesbourg, county of Quebec; with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situated at la Place du Berger, in Charlesbourg."

To be sold at the church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, March 15, 1966. 14390-11-2
[First insertion: March 19, 1966]
[Second insertion: April 9, 1966]

Fieri Facias

Québec, to wit: **THE ROYAL TRUST**
Superior Court, **COMPANY**, a corpo-
No. 141-852. ration legally incorporated,
having its head office in

Montreal and a business place in the city and district of Quebec, against MRS. THÉRÈSE LAMBERT MONETTE, wife judicially separate from body to Paul Monette, residing in the city and district of Quebec, and THE REGISTRAR OF THE REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC, mis-en cause.

A piece of land or emplacement known and designated as being subdivision three hundred and eighteen of original lot four hundred and twenty-eight (428-318) on the official plan and book of reference of the official cadaster of St-Roch North, in the city of Quebec, measuring thirty-seven feet and three tenths (37.3') in front on des Bouleaux Avenue West and thirty-nine feet (39') in the back, by seventy-five feet (75') in depth;

A piece of land or emplacement known and designated as being re-division two of subdivision three hundred and nineteen of original lot number four hundred and twenty-eight (428-319-2) of the official cadaster of St-Roch North, city of Quebec, measuring twenty feet and six inches (20'6") in front on des Bouleaux Avenue West, twenty feet and six tenths (20.6') in back, by seventy-five feet (75') in depth;

A piece of land or emplacement known and designated as being re-subdivision number one of subdivision three hundred and nineteen of original lot number four hundred and twenty-eight (428-319-1) of the official cadaster of the parish of St-Roch North, of the city of Quebec, measuring seventy-five feet (75') in depth by nine feet and six inches (9'6") in width;

All the rights, titles and interests that the vendor possesses on part of subdivision number three hundred and seventeen of original lot number four hundred and twenty-eight (428-317 Pt.) of the same official cadaster of St-Roch North, city of Quebec, situated in the back of the three lots hereabove described. The whole with the house constructed thereon, bearing civic number 10 des Bouleaux Avenue West, circumstances and dependencies;

The aforesaid lot four hundred and twenty-eight three hundred and nineteen-one (428-319-1) of the aforesaid cadaster subject to a servitude of view in favor of lots four hundred and twenty-eight three hundred and twenty and three hundred and twenty-one (428-320 and 321) of the same cadaster, such as established in a sales deed by the said François Roy to Irenée Létourneau, before Me Wilfrid Bolduc, notary, on the

Québec, le sept novembre 1953 sous le numéro 382,288.

Pour être vendu à mon bureau, 51 Desjardins, Québec, le TREIZIÈME jour de MAI 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 4 avril 1966. 14621-14-2-o
[Première insertion: 9 avril 1966]
[Deuxième insertion 30 avril 1966]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **NAPOLÉON LEVESQUE**,
No 32-707. { domicilié à Matane, dis-
trict de Rimouski, demandeur,

vs ADALBERT DESJARDINS, domicilié à Matane-Est, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Matane, mesurant trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, mesure anglaise, bornée au nord au premier rang, au sud au troisième rang, à l'est par la propriété de Philippe Garon, et à l'ouest par celle de Gérard Bélanger, et connue sous le numéro quatre cent six (406) et comme faisant partie du lot numéro quatre cent cinq (Ptie 405) du deuxième rang, au cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Rédempteur de Matane, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1966, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique)

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 14 mars 1966. 14391-11-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **LA SOCIÉTÉ D'ENTRE-**
No 32-688. { **PRISE DE CRÉDIT**
INC., corporation légalement

constituée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs HENRI DESROSIERS, contremaitre, de l'endroit appelé Matane, district de Rimouski.

Un terrain de forme triangulaire, mesurant, mesure anglaise, 186 pieds au nord-ouest, quarante-huit pieds au nord-est, cinquante-trois pieds au sud-est, avec maison dessus construites, appartenances et dépendances connu et désigné comme la subdivision 5 du lot originaire 75 du cadastre officiel révisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la Ville de Matane.

2) Un terrain de forme irrégulière, mesurant, mesure anglaise, quarante pieds de largeur sur une profondeur de deux cent vingt-trois pieds, connu et désigné comme la subdivision 6 du lot originaire 75 du cadastre officiel révisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane.

3) Un terrain de forme irrégulière, connu et désigné comme étant la subdivision 19, du lot

twenty-eighth day of October, one thousand nine hundred and fifty-three, registered at Quebec, the seventh day of November, 1953, under number 382,288.

To be sold at my office, 51 Desjardins, Quebec, on the THIRTEENTH day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 4, 1966. 14621-14-2
[First insertion: April 9, 1966]
[Second insertion: April 30, 1966]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **NAPOLÉON LEVESQUE**,
No. 32-707. { domiciled at Matane,
district of Rimouski, plain-
tiff, vs ADALBERT DESJARDINS, domiciled

at Matane-East, district of Rimouski, defendant.

A piece of land situated in the parish of Matane, measuring three arpents in front by forty arpents in depth, English measure, bounded on the north by the first range, on the south by the third range, on the east by the property of Philippe Garon, and on the west by that of Gérard Bélanger, and known under number four hundred and six (406) and as being a part of lot number four hundred and five (Pt 405) of the second range, on the official cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Rédempteur de Matane, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, March 14, 1966. 14391-11-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **LA SOCIÉTÉ D'ENTRE-**
No. 32-688. { **PRISE DE CRÉDIT**
INC., a corporation legally

incorporated, having its head office in Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs HENRI DESROSIERS, foreman, from Matane, district of Rimouski.

A piece of land of a triangular form, measuring in English measure, 186 feet on the northwest, forty-eight feet on the northeast, fifty-three feet on the southeast, with a house constructed thereon, appurtenances and dependencies, known and designated as subdivision 5 of original lot 75 of the official cadastre revised for this part of the parish of St-Jérôme of Matane, included in the limits of the town of Matane.

(2) A piece of land of an irregular form, measuring, in English measure, forty feet in width by a depth of two hundred and twenty-three feet, known and designated as subdivision 6 of original lot 75 of the official cadastre revised for this part of the parish of St-Jérôme of Matane, included in the limits of the town of Matane.

(3) A piece of land of an irregular form, known and designated as being subdivision 19, of origi-

originnaire soixante-six (70-19) du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la Ville de Matane, avec maison dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Rédempteur de Matane, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 14 mars 1966. 14392-11-2-o

nal lot seventy (70-19) of the official cadastre of the parish of St-Jérôme of Matane, included in the limits of the town of Matane, with a house constructed thereon, appurtenance and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Rédempteur of Matane, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning, (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, March 14, 1966. 14392-11-2

ROUYN—NORANDA

De Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { THIBAUT & FRÈRES
No 9517. { LTÉE, corps politique
légalement incorporé, ayant

sa principale place d'affaire à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, P.Q. demandeur *vs* JEAN PAQUETTE, domicilié à 180 chemin St. Luc, à Noranda, district de Rouyn-Noranda, P.Q., défendeur et J. O. TARDIF, registrateur, bureau d'enregistrement de Rouyn-Noranda, district de Rouyn-Noranda, P.Q., mis-en-cause.

Le lot de terre connu et désigné comme étant une partie du lot dix-huit A (18 A) rang neuf (9) nord, canton de Rouyn, comté Rouyn-Noranda, Province de Québec, mesurant cinquante pieds (50) de largeur, par cent pieds (100) de profondeur, et étant connu et désigné comme étant la subdivision numéro onze (11), dudit lot dix-huit A (18 A), rang neuf (9) nord, canton de Rouyn tel que décrit à un plan préparé par J. H. Paquin arpenteur-géomètre, en date du troisième jour d'août, mil neuf cent cinquante (1950);

Ledit lot ou emplacement peut être décrit comme suit: soit du point établi comme étant le coin nord-ouest du lot A, lequel point est marqué sur le terrain par un poteau et borné en fer et est situé sur le point de rencontre de la limite ouest du lot dix-huit A (18 A), de la limite sud du chemin Macamic, soit de cedit point, dans une direction sud, cinquante-six degrés, vingt-quatre minutes et trente secondes est ($56^{\circ} 24' 30''$) une distance de cinq cent deux pieds et neuf cent cinquante-cinq millièmes de pieds (502.955'), au coin nord-ouest de la subdivision dix-huit A onze (18-A-11), de là dans la même direction pour une largeur de cinquante pieds (50) et mesurant cent pieds (100) de profondeur, contenant en superficie cinq mille pieds carrés (5000). Cedit lopin de terre est borné au nord par le chemin Macamic, à l'est, au sud, et à l'ouest, par le résidu dudit lot dix-huit A (18 A) avec les bâtisses érigées sur ledit lopin de terre circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice de Rouyn, ce DOUZIÈME jour de MAI 1966 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, ce 11 mars 1966. 14624-14-2-o

ROUYN—NORANDA

De Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Superior Court, { THIBAUT & FRÈRES
No. 9517. { LTÉE, body politic and
legally incorporated, having

its head office in Rouyn, district of Rouyn-Noranda, P.Q., plaintiff, *vs* JEAN PAQUETTE, domiciled at 180 St-Luc Road, in Noranda, district of Rouyn-Noranda, P.Q., defendant, and J. O. TARDIF, registrar, registry office of Rouyn-Noranda, district of Rouyn-Noranda, P.Q., mis-en-cause.

The lot of land known and designated as being a part of lot eighteen A (18 A), range nine (9) north, township of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, Province of Québec, measuring fifty feet (50) in width, by one hundred feet (100) in depth, and being known and designated as being subdivision number eleven (11) of said lot eighteen A (18 A), Range nine (9) north, township of Rouyn, as described on a plan drawn up by J. H. Paquin, land surveyor, on the third day of August, one thousand nine hundred and fifty (1950);

The said lot or emplacement may be described as follows: either from the point established as being the north-west corner of lot A, which point is marked on the land by a pole and is bounded in iron, and is situated on the meeting point of the west limit of lot eighteen A (18 A), from the south limit of Macamic Road, or from this said point, in a southerly direction, fifty-six degrees, twenty-four minutes and thirty seconds east ($56^{\circ} 24' 30''$) a distance of five hundred and two and nine hundred and fifty-five thousandths feet (502.955') to the north-west corner of subdivision eighteen A eleven (18-A-11); thence, in the same direction, to a width of fifty feet (50) and measuring one hundred feet (100) in depth, having an area of five thousand square feet (5000). This said lot of land is bounded on the north by Macamic Road, on the east, the south and the west by the remainder of said lot eighteen A (18 A); with the buildings erected on the said lot of land, circumstances and dependencies."

To be sold in the Sheriff's office, Court House in Rouyn, on the TWELFTH day of MAY, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, March 11, 1966. 14624-14-2

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

District de Montréal, { **PARKER-MAJESTIC**
Cour Supérieure, { **INCORPORATED,**
No 549615. { corps politique et incor-
poré ayant son siège

social dans la cité de Détroit dans l'État de Michigan, un des États Unis d'Amérique, demanderesse, *vs* HERBERT HALL HIGGINS, de la ville de Montréal, y exerçant son commerce sous la raison sociale de « Hall Distributors Reg'd. », défendeur.

« Ces certaines étendues et parcelles de terrain situées et étant dans le canton de Hatley, connues et désignées aux plan cadastral et livre de renvoi officiels dudit canton de Hatley comme parties du lot numéro six cent soixante-deux (662), bornées et décrites comme suit, à savoir:

1) Commencant à un point distant de cent quarante pieds mesure exacte, sud-ouest du coin sud-ouest de la terre ou bâtisse lot de Mme Kerr (mesurant sur une ligne parallèle avec la ligne ou droit de passage du Chemin de Fer Boston et Maine) de là allant sud-ouest dans le même direction, quatre-vingt-dix pieds à un poteau, de là vers l'est quatre-vingt-cinq pieds, à un autre poteau, de là vers le nord quatre-vingt-cinq pieds, à un autre poteau, et de là vers l'ouest quatre-vingt-cinq pieds au point de départ, ceci formant un lot carré.

2) Commencant du coin nord-est pour continuer la ligne nord de ce certain morceau de terre acheté sous acte enregistré à Stanstead No 21806, une distance de cent dix pieds, de là tournant à angle droit vers le sud sur une ligne parallèle avec la ligne est dudit morceau de terre acheté sous ledit acte, allant vers une distance de quatre-vingt-cinq pieds, de là tournant à angle droit vers l'ouest allant une distance de cent dix pieds vers le coin sud-est dudit morceau de terre acheté sous ledit acte et delà tournant à angle droit vers le nord et suivant la ligne est dudit morceau de terre acheté sous ledit acte pour aller au point de départ quatre-vingt-cinq pieds, borné vers l'ouest par ledit morceau de terre acheté sous ledit acte et appartenant à Mme Bertha Barrett-Shepard ou représentants, et sur les autres côtés par Zenon Demers.

Avec le droit, en commun avec d'autres, de prendre l'eau d'un ruisseau situé à l'arrière de ladite propriété. Avec le droit de passage au Chemin public, sur la propriété de J. Hargreaves, ou représentants. »

Pour être vendues « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Élisabeth, North Hatley, comté de Stanstead, MARDI, le DIXIÈME jour de MAI 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, 31 mars 1966. 14588-14-2
[Première insertion: 9 avril 1966.]

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-François
(Sherbrooke)

District of Montreal, { **PARKER-MAJESTIC**
Superior Court, { **INCORPORATED,**
No. 549615. { a body politic and corp-
orate having its head

office at the city of Détroit in the State of Michigan, one of the United States of America, plaintiff, *vs* HERBERT HALL HIGGINS, of the city of Montreal, carrying on business therein under the firm name and style of "Hall Distributors Reg'd.", defendant.

"Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Hatley, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Hatley as parts of lot number six hundred and sixty-two (662), bounded and described as follows, to wit:

1) Commencing at a point distant one hundred and forty feet exact measure, South-Westerly from the South-Westerly corner of the land or building lot of Mrs. Kerr (measuring on a line parallel with the line or right of way of the Boston and Maine Railroad) thence running South-Westerly in the same course, eighty-five feet to a stake, thence easterly eighty-five feet, to another stake, thence northerly eighty-five feet, to another stake, and thence westerly eighty-five feet to the place of beginning, this forming a square lot.

2) Starting from the north-easterly corner to continue the north line of that certain piece of land purchased under deed registered at Stanstead No. 21806, a distance of one hundred and ten feet, thence turning at right angle toward the south on a line parallel with the easterly line of said piece of land bought under the said deed, running a distance of eighty-five feet, thence turning at right angle toward the west running a distance of one hundred and ten feet to the south-easterly corner of said piece of land bought under the said deed and thence turning at right angle toward the north and following the easterly line of said piece of land bought under the said deed to go to the place of beginning eighty-five feet, bounded toward the west by the said piece of land bought under the said deed and belonging to Mrs. Bertha Barrett-Shepard or representatives, and on the other sides by Zenon Demers.

With the right, in common with others, to take water from a spring situated in rear of the said property. Together with the right of way to the Public Road, over the property of J. Hargreaves, or representatives."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Élisabeth, North Hatley, County of Stanstead, TUESDAY the TENTH day of MAY 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sheriff.
Sherbrooke, March, the 31, 1966. 14588-14-2-o
[First insertion: April 9, 1966.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **THE MANUFACTURERS**
No 56,938. { **LIFE INSURANCE**

COMPANY, corps politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Toronto, province d'Ontario, et sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* **DAME MARGUERITE CLARKE**, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Pierre Tremblay, de la ville de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, et ledit Pierre Tremblay, partie aux présentes aux fins d'autoriser sadite épouse, défendeurs.

Avis de vente

La propriété immobilière suivante en la possession de la défenderesse, Dame Marguerite Clarke, épouse séparée de biens de Pierre Tremblay, comme propriétaire, *animo domini*:

Un emplacement ayant front sur une rue inconnue (Cad. 551-9) en la cité de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, connu et désigné comme subdivision du lot numéro cent trente-sept du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-137) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant cinquante et un pieds et soixante et un centièmes de pied (51.61') de largeur en front et à l'arrière par une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125') mesure anglaise.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 564/66, avenue Marie Thérèse, Ste-Thérèse en Haut, dont le mur nord-est est mitoyen, ayant été ainsi construite par l'emprunteur.

Sujet à la servitude en faveur de la compagnie de téléphone Bell du Canada, créée et établie sous les actes enregistrés au Bureau d'Enregistrement du comté de Terrebonne sous les nos 249008 et 251807, et également aux servitudes créées par acte enregistré audit Bureau d'Enregistrement sous le no 250425.

Telle que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de l'Emprunteur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, rue de l'Église, Ste-Thérèse de Blainville, MERCREDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent soixante-six à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
St-Jérôme, le 9 mars 1966. 14346-11-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure' { **PIERRE-PAUL LAFER-**
No 692505 { **RIÈRE**, agent des cité

et district de Montréal, demandeur, *vs* **ROLAND BERGERON**, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après mentionnés et en la possession du défendeur:

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **THE MANUFACTURERS**
No. 56,938. { **LIFE INSURANCE**

COMPANY, a body politic and corporate having its head office in the city of Toronto, Province of Ontario, and its principal place of business for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **DAME MARGUERITE CLARKE**, wife separate as to property by contract of marriage of Pierre Tremblay, of the town of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, and the said Pierre Tremblay, a party hereto for the purpose of authorizing his said wife, defendants.

Notice of sale

The following immovable property in the possession of the defendant, Dame Marguerite Clarke, wife separate as to property of Pierre Tremblay, as owner, *animo domini*:

An emplacement fronting on an unnamed street (Cad. 551-9) in the city of Ste. Thérèse, county of Terrebonne, known and designated as subdivision lot number one hundred and thirty-seven of original lot number five hundred and fifty-one (551-137) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Thérèse de Blainville, measuring fifty-one feet and sixty-one hundredths of a foot (51.61') in width in front and in rear by a depth of one hundred and twenty-five feet (125') English measure.

With the building thereon erected bearing civic number 564/66 Marie Thérèse Avenue, Ste. Thérèse en Haut, the northeasterly wall whereof is mitoyen, having been so constructed by the borrower.

Subject to the servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada, created and established under deeds registered at Terrebonne County Registry Office under the Nos. 249008 and 251807, and also to the servitudes created by deed registered at the said Registry Office under No. 250425.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the borrower.

To be sold at the parochial church door, de l'Église Street, Ste-Thérèse de Blainville, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of APRIL, one thousand nine hundred and sixty-six at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, March 9, 1966. 14346-11-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { **PIERRE-PAUL LAFER-**
No. 692505 { **RIÈRE**, agent, of the

city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **ROLAND BERGERON**, of the city and district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immovables hereinafter mentioned and in the possession of the defendant:

« Un lot de terre situé dans la Grande-Côte, paroisse de Saint-Eustache, comté Des Deux-Montagnes, connu et désigné sous le No seize de la subdivision officielle du lot numéro trente-quatre de la subdivision du lot originaire No trente et un (31-34-16) au cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds (55 x 85) mesure anglaise, plus ou moins;

Et la bâtisse y érigée et les matériaux se trouvant sur le terrain au moment de la vente, ladite bâtisse mesurant vingt-quatre pieds par trente-deux pieds, mesure anglaise, plus ou moins, ladite bâtisse portant le numéro 22 de la 27^e avenue, Grande-Côte, St-Eustache.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes s'y rattachant et avec droit de passage en faveur du lot ci-dessus désigné à pied et en voiture et en commun avec tous autres y ayant droit dans les rues mentionnées sur le plan de subdivision pour communiquer du chemin public audit lot.

Un lot de terre situé dans la Grande-Côte paroisse de St-Eustache, comté des Deux-Montagnes, connu et désigné sous le No quinze de la subdivision officielle du lot No trente-quatre de la subdivision du lot originaire No trente et un (31-34-15) au cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache mesurant cinquante-cinq pieds de largeur sur une profondeur de soixante-quinze pieds (55 x 75) mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes s'y rattachant et avec droit de passage en faveur du lot présentement désigné à pieds et en voiture, et en commun avec tous autres y ayant droit, dans les rues mentionnées sur le plan de subdivision pour communiquer du chemin public audit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, MARDI le DIX-SEPTIÈME, jour de MAI mil neuf cent soixante-six, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 30 mars, 1966. 14589-14-2-0

Le Shérif,

"A lot of land situated in the Grande-Côte, parish of St-Eustache, county of two-Mountains, known and designated under No. sixteen of the official subdivision of lot thirty-four of the subdivision of original lot No. thirty-one (31-34-16) on the official cadaster for the parish of St-Eustache, measuring fifty-five feet in width by a depth of eighty-five feet (55 x 85) English measure more or less.

And the building thereon erected and the material being on the lot of land at the time of the sale, the said building measuring twenty-four feet by thirty-two feet, English measure, more or less, the said building bearing number 22 of the 27th Avenue, Grande-Côte, St-Eustache.

As the whole now subsists with all the servitudes attached thereto and with a right of way in favor of lot hereinabove designed on foot or by vehicles and in common with all others having right thereto in the streets mentioned on the subdivision plan for communicate from the public road to the said lot.

A lot of land situated in the Grande-Côte, parish of St-Eustache, county of Two-Mountains, known and designated under No. fifteen of the official subdivision of lot No. thirty-four of the subdivision of original lot No. thirty-one (31-34-15) on the official cadaster for the parish of St-Eustache, measuring fifty-five feet in width by a depth of seventy-five feet (55 x 75) English measure, more or less, without building. As the whole now subsists with all the servitudes attached thereto and with a right of way in favor of lot presently designed, on foot or by vehicles, and in common with all others having right thereto in the streets mentioned on the subdivision plan for communicate from the public road to the said lot.

To be sold at the catholic parochial church door of Saint-Eustache, county of Two-Mountains, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of MAY, one thousand nine-hundred and sixty-six, at TWO o'clock in the afternoon. Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT, Sheriff.
Saint-Jérôme, March 30, 1966. 14589-14-2

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de St-Maurice

Cour Supérieure, No 587. {

COMPTOIR MUSICAL
FILION INC., corpora-

tion légalement constituée avec place d'affaires en la cité de Shawinigan, district de St-Maurice, demanderesse, vs GÉDÉON TOUPIN, gentilhomme, domicilié et résidant à 24A, rue St-Joseph, Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Louis de France dans le comté de Champlain, dans le rang St-Jean Sud, de la contenance de deux arpents de largeur par vingt arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme étant partie du lot numéro deux cent cinquante-six (P. 256) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de St-Maurice, dont ladite paroisse de St-Louis de France en est un démembrement; bornée comme suit: en front, par le chemin public; en profondeur, par les terres du rang St-Alexis; d'un côté

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of St-Maurice

Superior Court, No. 587. {

COMPTOIR MUSICAL
FILION INC., body

legally incorporated, having a place of business in the city of Shawinigan, district of St-Maurice, plaintiff, vs GÉDÉON TOUPIN, gentleman, domiciled and residing at 24A St-Joseph St., Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, defendant.

A farm situated in the parish of St-Louis de France in the county of Champlain, on St-Jean South range, measuring two arpents in width by twenty arpents in depth, more or less, known and designated as being part of lot number two hundred and fifty-six (P. 256) in the registry cadaster of the county of Champlain, for the parish of St-Maurice, of which the said parish of St-Louis de France is a branch, bounded as follows: in front by the public road, in depth by the farms on St-Alexis range, on one side by Mr. Moïse Pierre Caron and on the other side

par M. Moïse Pierre Caron, et de l'autre côté, par monsieur Ernest Dumont, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de France, MERCREDI, le ONZIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent soixante-six, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GUY MERCIER.
Trois-Rivières, le 4 avril 1966. 14622-14-2-o

by Mr. Ernest Dumont, with a house thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Louis de France, WEDNESDAY, the ELEVENTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty-six, at THREE o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 4, 1966. 14622-14-2-o

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Municipalité du comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par Stephen W. Broderick, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Sherbrooke, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Sherbrooke, Qué., où sont tenues les sessions du Conseil de comté, JEUDI, le NEUVIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement des taxes dues et les frais encourus.

Municipality of the county of Sherbrooke

Public notice is hereby given by Stephen W. Broderick, secretary-treasurer of the municipality of the county of Sherbrooke, that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction at the City Hall Sherbrooke, Que., where the sittings of the county council are held, on THURSDAY the NINTH day of JUNE 1966 at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred:

Immeubles dans la municipalité de Ascot Nord Immovables in the Municipality of Ascot Nord

Nom — Name	Lot	Range — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes seol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Plante Mme - Mrs. J. D.	21-E. p.	4.	\$ 96.93	\$394.93	\$37.61	\$ 529.42
Plante Mme - Mrs. J. D.	21-E 5.	4.	4.81	18.24	2.04	25.09
Michaud Ls. Ph.	24-105.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-106.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-107.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-108.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-109.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-110.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-111.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-112.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-113.	8.	4.51	14.77	2.47	21.75
Saulnier Henri.	24-54.	8.	11.51	38.07	5.64	55.22
Saulnier Henri.	24-56.	8.	11.51	38.08	5.64	55.23
Deslauriers Jean.	22E. 30.	4.	4.67	15.78	1.80	22.25
Frigon Émile.	24-35.	8.	3.72	12.23	2.08	18.03
Lamontagne L.	20 c 40.	4.	4.22	15.85	1.96	22.03
Lebrun Bernard.	21 c 57.	4.	3.85	15.11	1.73	20.69
Michaud Ls. Ph.	24-101.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-102.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-103.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Michaud Ls. Ph.	24-104.	8.	4.49	14.80	2.46	21.75
Boucher J. A.	21 c 23.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	24.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	25.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	26.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	27.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	28.	4.	5.33	18.00	1.87	25.20
Boucher J. A.	65.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	66.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	67.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	68.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Boucher J. A.	21-F 83.	4.	5.26	17.56	1.80	24.62
Lachance Léandre.	24-97.	8.	6.59	24.26	3.44	34.29
Lachance Léandre.	24-114.	8.	4.10	10.21	1.72	16.03
Lachance Léandre.	24-115.	8.	4.10	10.21	1.72	16.03
Lachance Léandre.	24-116.	8.	4.10	10.21	1.72	16.03
Lachance Léandre.	24-117.	8.	4.10	10.21	1.72	16.03
Lachance Léandre.	24-118.	8.	4.10	10.21	1.72	16.03
Lachance Léandre.	24-119.	8.	3.95	10.21	1.68	15.94
Beauregard Armand.	24-93.	8.	1.05	16.31	1.72	19.08
Bernier M.	20c 169.	4.	3.57	13.05	1.37	17.99
Corriveau Marcel.	21F 18.	4.	2.10	15.11	1.57	18.78
Morgan Georges.	24-96.	8.	5.50	18.19	2.98	26.67

Immeubles dans le Canton de Orford
Immoveables in the Township of Orford

Nom Name	Lot	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Gérald Lacroix	P. 1021	E.	\$19.52			\$19.52
Earl T. Hawke	P. 792	A.	8.11			8.11
Raoul Boissé	953-6	16	5.60			5.60
Lucien Olivier	968-95	A.	5.60			5.60
Léo Hébert	P. 793	A.	41.58			41.58
Réjean Garneau	815-2	A.	6.87			6.87
Ernest Giroux	P. 834	14	62.85			62.85
Dr. Paul Blais	P. 1074	A.	68.84			68.84
Rosaire Paquette	P. 792	A.	30.69			30.69
Eldège Lagrandeur	968-248	A.	5.60			5.60
Pierre G. Samson	P. 829	14	17.85			17.85
Edwin C. McKelvey	848, 849, 850, 851, 852	14		\$97.33		97.33
Edwin C. & Harold McKelvey	939, 940	15		26.60		26.60

Immeubles dans la municipalité du canton de Ascot
Immoveables in the Municipality of the township of Ascot

Succ.- Est. Joseph Beland	4-15	XI	\$ 11.00	\$ 92.75		\$ 103.75
Gerhard K. O. Engleman	10a	III	120.45	62.35		182.80
Inconnu - Unknown	8a, b	VI	2.20			2.20

Immeubles dans La Commission Scolaire de Bonsecours (Orford)
Immoveables in La Commission Scolaire de Bonsecours (Orford)

Gérald Lacroix	P. 1021	A.		\$ 58.13		\$ 58.13
Réjean Garneau	815-2	A.		12.30		12.30
Patrick Mullins	P. 1074	A.		114.16		114.16

Immeubles dans la municipalité de St-Élie d'Orford
Immoveables in the Municipality of St. Elie d'Orford

Deschenaux Gérard	666-1	B.	\$ 23.10	\$115.84	\$ 6.70	\$ 145.64
Fortier Rorer	293-19	6.	18.90	37.25	4.60	60.75
Gevry Ernest	266-1, 268	6.	97.30	405.00	31.70	534.00
Paré Camille	P. S. 303-2	6.		68.80	4.40	73.20
Provencher Mme - Mrs. R.	572-1	9.	5.25	22.50	2.55	30.30
Pomerleau Roland	283, 286	6.	110.60	142.62	18.65	217.87
Turcotte Pierre	P.O.-W. 505	8.		62.50	1.40	63.90
Talon Michel	P.N. 571-2	9.	7.00	30.00	2.20	39.90
Trépanier Delphis	463	B.	3.40			3.40
Carpentier Mme - Mrs. Flore	306-44 à-49 inc	6.	14.00	63.00	5.00	82.00

Immeubles dans la municipalité de Compton Station
Immoveables in the Municipality of Compton Station

Élie Benoit	P. 24-A	1.	\$ 16.20	\$ 20.26	\$ 2.15	\$ 38.61
Alfred Dion	12d, p. 13c, p. 11b	4, 5	331.50	421.87	48.10	801.47
Arthur Dubé	3a, 3b, 4c, 2b, a, c, 1c	3.	359.00	926.93	75.81	1,361.74

Immeubles dans la municipalité du canton de Compton
Immoveables in the Municipality of the township of Compton

R. E. Everett	P. 27	7.	\$ 94.51	\$228.25		\$ 322.76
---------------	-------	----	----------	----------	--	-----------

Immeubles dans la municipalité du village de Compton
Immoveables in the Municipality of the Village of Compton

Hormidas Gagnon	62, 63, p. 61, 39	5.	\$306.01	\$469.50		\$ 775.51
Alfred Dion	137, p. 139		96.75			96.75

Donné à Compton, Qué., ce 26^e jour de mars
1966.

Given at Compton, Que., this 26th day of
March 1966.

Le Secrétaire-trésorier.
S. W. BRODERICK.

S. W. BRODERICK,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté de Dorchester

Dans l'avis de vente pour taxes du comté ci-haut mentionné, publié dans la *Gazette officielle* des 5 et 12 mars 1966, aux pages 1481 et 1582, veuillez faire les corrections suivantes:

Municipalité de Saint-Luc: remplacer les descriptions des lots de Jean Maurice Bisson et de Joachim Bisson par les suivantes:

1. Jean Maurice Bisson... $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot 1, et la partie sud-ouest de la $\frac{1}{2}$ sud-est du même lot 1, rang VIII, canton Ware, contenant 77 acres, dans la paroisse de St-Luc, sous billet de location,

2. Joachim Bisson, Ptes 8-9 rang IX,
Un terrain et les bâtisses,

La partie sud-est du lot 8, la partie nord-ouest du lot no 9, pour le rang IX, canton de Ware, détenu sous billet de location par Joachim Bisson, 1280 pieds plus ou moins de large au chemin de front.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI-PAUL BOUFFARD.

14614-o

Municipality of the county of Dorchester

In the notice of sale for taxes of the above-mentioned county, published in the *Quebec Official Gazette* of the 5th and 12th of March, 1966, on pages 1481 and 1582, please make the following corrections:

Municipality of Saint-Luc: replace the description of the lots of Jean Maurice Bisson and of Joachim Bisson by the following:

1. Jean Maurice Bisson... northwest $\frac{1}{2}$ of lot 1, and the southwest part of the southeast $\frac{1}{2}$ of the same lot 1, range VIII, township of Ware, containing 77 acres, in the parish of St-Luc, under ticket of rental,

2. Joachim Bisson, Pts 8-9 range IX,
A terrain and buildings,

The southeast part of lot 8, the northwest part of lot No. 9, for range IX, township of Ware, held under ticket of rental by Joachim Bisson, 1280 feet more or less to the front road.

HENRI-PAUL BOUFFARD,
Secretary-Treasurer.

14614

INDEX No 14

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

474 - Règlements relatifs à l'hôtellerie pour l'année 1967.....	2098
474 - Regulations relative to the hotel trade for 1967.....	2098
487 - Accréditation des libraires.....	2097
487 - Booksellers accreditation.....	2097
572-A - Meuble, Province.....	2099
572-A - Furniture, Province.....	2099
572-B - Construction, Joliette.....	2100
572-C - Commerce de détail, Chicoutimi.....	2100
572-C - Retail trade, Chicoutimi.....	2100
572-D - Commerce de détail, Chicoutimi.....	2100
572-D - Retail trade, Chicoutimi.....	2100

AVIS

NOTICES

Beauport, cité-city (<i>Requête-Petition</i>).....	2101
Dzuronik, John (<i>Requête-Petition</i>).....	2102
Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Beauharnois (La) (<i>Const.-Inc.</i>).....	2102
Fong, Jan Chong (<i>Nom-Name ch.</i>).....	2103
Grande-Rivière, munic. (<i>Requête-Petition</i>).....	2102
Lee, Kwong Jue (<i>Nom-Name ch.</i>).....	2103
Lee, Sik Sim (<i>Nom-Name ch.</i>).....	2103
L'Épiphanie, village (<i>Requête - Petition</i>).....	2101
Lock, Harvie Robert (<i>Requête-Petition</i>).....	2102
Moscowicz, Israel (<i>Requête - Petition</i>).....	2101
Ostrovsky, Sidney (<i>Requête - Petition</i>).....	2101

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs à la loi des	Notices relative to the Act of
Autorisée à faire des affaires	Licensed to do Business
International Savings and Mortgage Corporation.....	2103

Laurentian Metal Products Ltd.....	2104
Mégaton Inc.....	2106
Montor Sales Ltd.....	2103
Peinture Québec Inc.....	2105
Quebec Paint Inc.....	2105
Ratté (J. F.) Incorporée.....	2104
Snack-O-Matic Corp.....	2105
Sterling Paper Mills Inc.....	2105
Universal Adjustment Inc.....	2104

**Chartes —
Abandon de**

**Charters —
Surrender of**

Ajustement Universel Inc.....	2104
Aviation Components Limited.....	2105
Distributeurs Remy Compagnie Limitée.....	2104
Ducharme & Dupont Construction Inc.....	2104
Groundhog Mining Corporation.....	2105
Hôtel et Motel Capri Inc.....	2104
Iberville Hardware Inc.....	2105

Divers

Miscellaneous

Association de chasse et de pêche de Thetford Mines inc. (<i>Règl.- By-laws</i>).....	2107
Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd. (<i>By-laws</i>).....	2106
Centennial Celebration Children's Village (<i>By-laws</i>).....	2106
Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada ltée (Le) (<i>Règl.</i>).....	2106

Divers (suite)		Miscellaneous (continued)	
Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc. (The) (Règl.-By-laws)	2107	Lorraine Citizens Association Inc.	2085
Service des loisirs St-Camille (Règl.-By-laws)	2107	Maison Générale du Précieux Sang	2107
Troupe des Ballets de Ste-Foy (La) (Dir.)	2106	Maisonneuve Mortgage & Loan Corp.	2086
Troupe des Ballets de Ste-Foy (La) (Règl.-By-laws)	2107	Martino (J. A.) Inc.	2086
Versailles Gardens Community Association (Règl.-By-laws)	2106	Maynard (Jocelyn) inc.	2087
Village d'Enfants des Fêtes du Centenaire (Règl.)	2106	Mercury Construction Materials Corp.	2087
		Nor Électrique Inc.	2087
		Odoviso Inc.	2088
		Pavillon Saint-Dominique	2107
		Pellerin & frères Ltée	2088
		Piscine ville St-Pierre incorporée	2088
		Plante (Robert R.) limitée	2089
		Plante (Robert R.) Limited	2089
		Provincial Die Cut Cardboard Ltd.	2089
		Ritemar Chemical Industries Ltd.	2089
		Salon de l'Élégance (La Malbaie) inc. (Au)	2089
		Scotco inc.	2090
		Shoreline Marine Service Inc.	2090
		Sotero Textiles Inc.	2090
		Superior Togs Ltd.	2091
		Théâtre populaire Le Petit Champlain inc.	2091
		Trudeau (H.) inc.	2091
		Urbain Heating Inc.	2075
		Ville St-Pierre Swimming Pool Incorporated	2088
		Vincent (C. J.) inc.	2092
		Woodhaven Distributors Ltd.	2092
Lettres patentes		Letters patent	
ABCO Inc.	2070		
Ahuntsic Transport Ltd.	2070		
Approvisionnement maritimes du Golfe inc. (Les)	2082		
Association athlétique de Laval-sur-le-Lac inc. (L')	2071		
Association des citoyens de Lorraine inc.	2085		
Associés du Domaine Denis inc. (Les)	2071		
Automex Inc.	2071		
Beaumont paysagiste inc.	2072		
Beaurepaire Medical Group Inc.	2072		
Bijouterie Sénéchal inc.	2072		
Boulet (Philippe) inc.	2073		
Boutique Jo-Jo inc. (La)	2073		
Bral inc.	2073		
Buanderie de Famille (1966) inc.	2082		
Cam Ltée	2073		
Canada Art Supply Co. Ltd.	2074		
Caravan Mobile Canteen Ltd.	2074		
Carmelita briqueteurs Ltée	2074		
Centre St-Jacques inc.	2075		
Cercle médical de Beaurepaire inc.	2072		
Chauffage Urbain inc.	2075		
Clinique Domus Medica inc. (La)	2075		
Comité des loisirs du lac Opera inc.	2076		
Corporation Beau Vallon Ltée	2076		
David (Conrad) inc.	2076		
Détroit construction & Cie Ltée	2077		
Détroit Construction & Co. Ltd.	2077		
Dolbeau Construction Inc.	2077		
Dolbec transport inc.	2077		
Domaine Lac Eddy inc.	2078		
Éditions Ruco Ltée (Les)	2078		
Entrepôts Interprovincial Ltée	2078		
Fédération des femmes du Québec	2079		
Ferme Drummond inc. (La)	2079		
Foncière Ile Perrot inc. (La)	2080		
Fondation nationale du Théâtre	2080		
Forget (Guy) assurances inc.	2080		
Foyer de Frampton	2081		
General Foundry Co. Ltd.	2081		
Gosselin construction inc.	2081		
Gulf Marine Supplies Inc.	2082		
Harry B Originals Inc.	2082		
Home Family Laundry (1966) Inc.	2082		
I.P.M. Inc.	2083		
Immeubles P.F.L. inc.	2083		
Immeubles et placements J. A. inc.	2083		
International Hide Co. Ltd.	2083		
Interprovincial Warehousing Ltd.	2078		
Journal de Drummondville inc. (Le)	2084		
Larouche (Lorenzo) incorporée	2084		
Laurier Maintenance Equipment & Supplies Ltd.	2084		
Lessard (Jean-Luc) inc.	2085		
Loa inc.	2085		
		Supplementary Letters Patent	
		Assurances Cliche & Giguère inc. (Les)	2092
		Astragal Corp.	2093
		Avimarsh Limited	2093
		Carrières St-Eustache limitée (Les)	2093
		Claudini inc.	2093
		Cie Munger limitée (La)	2093
		Côté (Valère) incorporée	2094
		Desmarais (A.) inc.	2094
		Devaux (Yvon) inc.	2094
		Dupuis transport inc.	2094
		Joliette Asphalte limitée	2094
		Joliette construction (1964) limitée	2095
		Lucerne automobiles (Candiac) Ltée	2095
		Maison L. G. Beaubien (1959) incorporée	2095
		National Laboratories Limited	2095
		Placements Yodec inc.	2095
		Potenco inc.	2096
		Rondeau (C. E.) Ltée	2096
		Rostek Holdings Inc.	2096
		M & M Sacharen Inc.	2096
		Sacharen Bros. (1966) Inc.	2096
		St. Eustache Quarries Limited	2093
		Silhouette Health Studio of Lachine Ltd.	2097
		Silver Oil Sales & Services Ltd.	2097
		Vanguard Mfg. Limited	2097
Lettres patentes, Avis d'annulation		Letters Patent, Notice of annulment	
		Ameublement Meilleur Inc.	2108
		Ardoises du Québec Ltée	2108
		Aris de Ville Marie Inc.	2108
		Bates Business Machines Co. Ltd.	2108
		Bélanger (Armand) Inc.	2108
		Berri Construction Inc.	2108
		Brûleurs Dumarc Inc.	2108
		Cie d'Aviation Kangourou Ltée (La)	2108
		Cie Bonbonnière Ltée (La)	2108
		Korner's Delicatessen Inc.	2108
		M. B. M. Investments Corp.	2108
		Maison de Bambay Impex Inc. (La)	2108
		McKee Harvesters (Eastern) Ltd.	2108
		Missisquoi Stone & Marble Company Limited	2108

Lettres patentes, Avis d'annulation *(suite)* **Letters Patent, Notice of annulment** *(continued)*

Montreal Aerotrade Inc.	2108
Montreal Cut Stone Limited	2108
Montreal Funeral Services Inc.	2108
National Recreation Equipment Company	2108
New Realities Corporation	2108
New World Development Ltd.	2108
Norby Development Corp.	2108
Norsud Construction Inc.	2108
North American Manufacturers Agents Inc.	2108
Nouveautés Mico Inc.	2108
Nursall (John) & Associates Co. Ltd.	2108
Paralum Sales Corp.	2108
Pinder, Milk & Co. Inc.	2108
Poirier (Paul) Automobiles Limitée	2108
Portneuf Navigation Inc.	2108
Poulin & Picard Inc.	2108
Pratt Garage Incorporated	2108
Produits d'Aluminium de Chicoutimi Limitée (Les)	2108
Provincial Foam Products Ltd.	2108
Puccini Lounge Inc.	2108
Queen's Cafe Incorporated	2108
Stadium (Montreal) Limited	2108

Sièges sociaux *Head Offices*

C. G. M. T. Inc.	2109
Compagnie Granite Éternité limitée (La)	2109
Electro pêche inc.	2108
Eternite Granite Company Limited (The)	2109
Ferme Leporceau Inc. (La)	2109
G. M. Plastic Corporation	2110
G M P Sports Ltd.	2110
Gemlite Ltd.	2111
Insulfoam Limited	2111
Lajeunesse & Frères Inc.	2109
Marché Dufour Inc.	2109
Place de la Colline Inc.	2110
Placements Hamco Inc. (Les)	2110
Placements Vega Ltée	2110
Vega Investments Ltd.	2110

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*

Hull, cité-city	2112
Longueuil, cité - city	2112
Pincourt, ville - town	2111
St. Andrews Golf Club Inc.	2112

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*
Affaires municipales *Municipal Affairs*

Mariville, ville-town (Annex.)	2112
--------------------------------	------

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Château-d'Eau « Cath. », (Dem.- Appl.)	2113
Petit-Cap (Dem.- Appl.)	2113
St-Gérard-Majella (Dem.-Appl.)	2113
St-Pierre-de-Sorel (Dem.-Appl.)	2113

Richesses naturelles *Natural Resources*

Avis de révocation de concession minière	2114
Notice of Revocation of a mining concession	2114

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Bellecourt, canton-township	2114
Boishébert, canton-township	2114

Dalquier, canton-township	2114
Goynish, canton-township	2115
Pointe-Claire, par.	2115
St-Félix du Cap-Rouge, par.	2115
St-Martin, par.	2115
St-Onésime, par.	2115
Ste-Rose, par.	2115

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Barbers and hairdressers, Sherbrooke (Amend.)	2116
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Sherbrooke (Mod.)	2116
Employés de garage, Shawinigan (Mod.)	2116
Employés de garage, Trois-Rivières (Mod.)	2117
Garage employees, Shawinigan (Amend.)	2116
Garage employees, Trois-Rivières (Amend.)	2117
Horlogerie, Montréal (Prél.)	2118
Inland and coastal navigation, Montréal (Lery)	2119
Navigation côtière et intérieure, Montréal	2119
Watchmakers, Montreal (Lery)	2118

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*

Président d'élection	2121
Présidents d'élection (Correction)	2121
Returning-Officer	2121
Returning-Officers (Correction)	2121

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Arbor Week	2121
Semaine de l'arbre	2121
Terme de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance, en matière criminelle, pour le district de Beauharnois	2122
Term of the Court of the Queen's Bench (Crown side) for the district of Beauharnois	2122

SOUMISSIONS *TENDERS*

Estérel, ville - town (correction)	2123
Repentigny, ville - town	2124
St-Henri, village	2126
St-Jean-l'Évangéliste, par.	2128
Victoriaville, ville - town	2125
Youville, c.s.r.- r.s.b.	2127

SYNDICATS *SYNDICATES*

Professionnels *Professional*

Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos of Quebec Ltd. inc. (Nom - Name ch.)	2129
Syndicat professionnel des pomiculteurs de l'Est du Québec (Const.- Inc.)	2130

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Goods*

Canadian Pacific Express Company	2130
----------------------------------	------

Licitation *Licitation*

Hamburger vs Milstein et al.	2130
------------------------------	------

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauce *Beauce*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Harton	2131
--	------

Beauce (suite)	Beauce (continued)	Québec	Québec
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Harton	2131	Pageau vs Grondines & Frères Inc.	2136
Beauharnois	Beauharnois	Royal Trust Company (The) et al vs Cook Construction Ltée	2136
Dorion, ville - town vs Diotte et vir.	2132	Royal Trust Company (The) vs Monette	2137
Drummond	Drummond	Royal Trust Company (The) vs Moreau	2136
Minoteries Phénix Ltée (Les) vs Bergeron	2133	Rimouski	Rimouski
Gaspé	Gaspé	Lévesque vs Desjardins	2138
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Proulx	2133	Société d'Entreprise de Crédit Inc. (La) vs Desrosiers	2138
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Proulx	2133	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Joliette	Joliette	Thibault & Frères Ltée vs Paquette	2139
Dwire vs Ares Inc.	2134	Saint-François	Saint Francis
Kamouraska	Kamouraska	Parker-Majestic Incorporated vs Higgins	2140
Gendron vs Dionne	2134	Terrebonne	Terrebonne
Montréal	Montreal	Laferrière vs Bergeron	2141
Laurier vs Pigeon	2135	Manufacturers Life Insurance Company vs Clarke et vir.	2141
Nicolet	Nicolet	Trois-Rivières	Trois-Rivières
Lavigne vs Laroche	2135	Comptoir Musical Filion Inc. vs Toupin	2142
		Taxes	Taxes
		Dorchester, comté - county (Correction)	2145
		Sherbrooke, comté - county	2143

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.